

UNIVERSITÉ DE METZ  
FACULTÉ DES LETTRES  
ET SCIENCES HUMAINES  
DÉPARTEMENT HISTOIRE

**LA RÉSISTANCE  
AU  
GRAND-DUCHÉ  
DE LUXEMBOURG  
(1940 - 1945)**

SOCIOLOGIE, IDÉOLOGIES ET PROGRAMMES

MÉMOIRE DE MAITRISE  
PRÉSENTÉ PAR  
BLAU LUCIEN

ANNÉE ACADÉMIQUE 1983 - 1984

UNIVERSITÉ DE METZ  
FACULTÉ DES LETTRES  
ET SCIENCES HUMAINES  
DÉPARTEMENT HISTOIRE

**LA RÉSISTANCE  
AU  
GRAND-DUCHÉ  
DE LUXEMBOURG  
(1940 - 1945)**

SOCIOLOGIE, IDÉOLOGIES ET PROGRAMMES

MÉMOIRE DE MAITRISE  
PRÉSENTÉ PAR  
BLAU LUCIEN

ANNÉE ACADÉMIQUE 1983 - 1984

# I N D I C E

---

INTRODUCTION: Pour une histoire nouvelle de la résistance

## 1. AMORCES D'UNE ANALYSE QUANTITATIVE DE LA

RESISTANCE..... 1

1.1. L'AGE ET LE SEXE DES RESISTANTS..... 8

1.1.1. Pyramide d'âge des hommes et des femmes de  
la Résistance..... 8

1.1.2. Comparaison des organisations de Résistance  
en fonction des variables âge et sexe..... 11

1.1.3. La résistance, le fait de la jeunesse..... 16

1.2. LA REPARTITION GEOGRAPHIQUE DE LA RESISTANCE..... 21

1.2.1. Etude de la répartition géographique en  
fonction du domicile des résistants..... 21

1.2.2. Etude de la répartition géographique en  
fonction du lieu de naissance des résistants 23

1.2.3. Etude des organisations de Résistance en  
fonction de la répartition géographique.... 25

1.2.3.1. L'Implantation géographique des  
différentes organisations de Rési-  
stance..... 25

1.2.3.1.1. La LVL..... 25

1.2.3.1.2. La LRL..... 27

1.2.3.1.3. La LPL..... 28

1.2.3.2. Etude comparative des trois organi-  
sations en fonction de la réparti-  
tion géographique..... 30

1.3. LA REPARTITION SOCIO-PROFESSIONNELLE DE LA RESI-  
STANCE..... 35

1.3.1. L'appartenance socio-professionnelle des  
résistants..... 35

1.3.2. Le phénomène "militaire"..... 38

1.3.3. Etude comparative des bases socio-professionnelles des trois organisations LVL, LPL et LRL.....	42
1.4. QUELQUES CONCLUSIONS DEGAGEES DE L'ANALYSE QUANTITATIVE.....	45
<u>2. PROGRAMMES ET IDEOLOGIES DES RESISTANCES.....</u>	48
2.1. LA RESISTANCE DE DROITE: IDEOLOGIE ET PROGRAMMES..	49
2.1.1. La LVL, l'Unio'n - les défenseurs intran- sigeants du catholicisme.....	49
2.1.2. La LVL - une organisation de Résistance an- tisémite.....	50
2.1.3. LVL, LPL, Unio'n - des organisations de Ré- sistance corporatistes et élitaires.....	51
2.1.4. Les origines idéologiques du corporatisme au Luxembourg - L'influence de Jean-Baptis- te ESCH.....	59
2.2. LA RESISTANCE DU PARTI COMMUNISTE LUXEMBOURGEOIS: PENSEE POLITIQUE ET PROGRAMME.....	67
2.2.1. Guerre impérialiste et lutte acharnée con- tre la social-démocratie.....	67
2.2.2. Guerre juste et - lutte contre la social- démocratie.....	73
2.2.2.1. La notion de "guerre juste".....	73
2.2.2.2. La lutte idéologique contre la so- cial-démocratie.....	75
2.2.3. Le programme de 1942: La politique du front unique.....	78
2.3. LES AUTRES ORGANISATIONS DE RESISTANCE.....	87
2.3.1. Le groupe de combat "ALWERAJE".....	87
2.3.2. Le LFB (Letzebuerger Freihetsbewegung).....	90

2.3.3. Le LFK.....	92
2.3.4. La LRL.....	94
2.3.5. La LPL-Petit.....	95
2.4. CHARLOTTE, MARIE - RITES ET NATIONALISME.....	98
2.4.1. Le "culte marial" de la Grande-Duchesse...	98
2.4.1.1. La Grande-Duchesse en tant que figure maternelle.....	98
2.4.1.2. Le culte de la Grande-Duchesse imite celui de la Sainte Vierge..	105
2.4.1.3. Une tache d'ombre dans le "culte marial".....	108
2.4.1.4. Le rôle de la monarchie dans les projets politiques des résistants	109
2.4.2. Les rites d'initiation.....	111
2.4.3. Du mythe de la nation à l'annexionisme....	117
2.4.4. Le rôle de la langue dans l'idéologie nationaliste.....	123
<u>CONCLUSION</u> .....	129
Biographies.....	134
Bibliographie	
Annexes	

## INTRODUCTION:

---

### POUR UNE HISTOIRE NOUVELLE DE LA RESISTANCE

"Que de lumière!" - Voilà ce qu'on est tenté de dire, si l'on se donne la peine de lire les écrits qui portent sur l'activité des résistants au Grand-Duché de Luxembourg au cours des années 1940-1944.

La "société des résistants" (désignons par ce terme tout ce lobby, tout ce réseau d'amicales, d'institutions telles que le Conseil National de la Résistance...), convaincue du rôle historique qu'elle a joué pendant les années de l'occupation allemande, consciente de ses mérites intarissables, ineffaçables au service de la patrie, a écrit et fait écrire jusqu'à nos jours une multitude de panégyriques sur ses actes héroïques et hauts faits.

Loin de vouloir mettre en doute le courage, l'esprit d'abnégation et de sacrifice de ces hommes - et de ces femmes - de la Résistance, on se pose la question si le temps n'était pas venu de dresser enfin un tableau qui accepte la contradiction et qui tolère à la fois ombre et lumière.

La mémoire collective \* ayant trait à la Résistance, entretenue jusqu'à nos jours, est essentiellement positive et sert de modèle de société à l'idéologie dominante.

---

\* Nous entendons par "mémoire collective": "le souvenir ou l'ensemble de souvenirs, conscients ou non d'une expérience vécue et/ou mythifiée, par une collectivité vivante, de l'identité de laquelle le sentiment du passé fait part intégrante" ou encore: "ce qui reste du passé dans le vécu des groupes, ou ce que les groupes font du passé".  
(La nouvelle histoire: Mémoire collective, p.398)

En ces temps où le Grand-Duché, comme la plupart des pays, est en proie à une crise économique qui va de pair avec une crise des valeurs, certains se réfèrent volontiers aux temps de la Résistance, croyant y voir une société ne connaissant pas de différents idéologiques ni de contradictions.

L'historien qui s'intéresse à la mémoire collective se pose le problème de savoir quelle est la part de la réalité et quelle est celle des mythes en son sein.

La Résistance est par essence un mouvement qui n'agit pas à découvert. Les résistants, tout comme les fugitifs, brouillent leurs traces et laissent peu de signes de leurs engagements. Des peu de traces laissées, l'on escamote encore celles qui ne sont pas forcément glorieuses pour (re)composer une image réconfortante de cette période mouvementée.

La difficulté pour l'historien est que bien des faits de la Résistance restent cachés, et que toute histoire écrite jusqu'à nos jours n'est qu'histoire événementielle. Il s'agit aujourd'hui, si on veut vraiment comprendre ces quatre années de l'histoire luxembourgeoise, de récuser l'histoire superficielle et simpliste qui s'arrête à la surface des événements et mise tout sur un seul facteur qui est ici le facteur patriotique ou national. Il faut réfuter l'histoire événementielle, théâtre d'apparences masquant le vrai jeu de l'histoire qui se passe dans les structures cachées où il faut aller la dépister, l'analyser, l'expliquer.

Dans les panégyriques portant sur la résistance, les résistants ne sont que "luxembourgeois". Or, ce qui nous intéresse, c'est leur milieu géographique, leur âge, leur professions... En réduisant le résistant à un "Luxembourgeois", l'on gomme tous les facteurs socio-culturels, si utiles à la compréhension d'un engagement résistant.

L'histoire nouvelle doit être celle qui s'intéresse aux différences, aux conditions socio-économiques et socio-culturelles des hommes.

Georges DUBY dit à ce propos: "De toute évidence, l'histoire des sociétés doit se fonder sur une analyse des structures matérielles. L'organisation des groupes, des communautés familiales ou de voisinage, des associations, des bandes, des compagnies, des sectes, (...) la situation des individus dans ce réseau de relations, la distribution parmi eux des pouvoirs ne sauraient être mises en lumière sans que soient au préalable réunis tous les indices qui permettent de reconstituer les composantes de l'espace que les hommes ont occupé, aménagé et exploité. (...) De ce fait, l'ample développement de la recherche historique pendant les trois dernières décennies dans les domaines de l'économie, de la démographie (...) a stipulé les premiers progrès de l'histoire sociale." (1)

Nous nous intéresserons donc à l'espace que le résistant a occupé, à sa position au sein des rapports de production. C'est-à-dire que nous voulons percevoir les structures matérielles (géographiques, économiques...) dans lesquelles il évolue, avant de franchir un deuxième pas dans l'analyse de la société des résistants.

"En effet, pour comprendre l'ordonnance des sociétés humaines et pour discerner les forces qui les font évoluer, il importe de prêter une égale attention aux phénomènes mentaux, dont l'intervention est incontestablement tout aussi déterminante que celle des phénomènes économiques et démographiques. Car ce n'est pas en fonction de leur condition véritable, mais de l'image qu'ils s'en font et qui ne livre jamais le reflet fidèle, que les hommes règlent leur conduite. Ils s'efforcent de la conformer à des modèles de comportement qui sont le produit d'une culture et qui s'ajustent tant bien que mal, au cours de l'histoire, aux réalités matérielles." (2)

---

(1): Georges DUBY, Histoire sociale et idéologies des sociétés, in: J.Le GOFF, P.NORA, Faire de l'histoire, tome 3, p.147

(2): id. pp.147-148



Nous nous intéresserons donc aux systèmes idéologiques qui régissent la "société résistante". Parmi les sources les plus accessibles figurent tous les écrits de propagande, les manifestes, les sermons, les programmes, "en somme, toutes les expressions verbales qu'un milieu social donne des vertus qu'il révère et des vices qu'il réproouve, et qui lui servent à défendre et à propager l'éthique où prend appui sa bonne conscience. Mais dans la poursuite d'enquêtes de ce genre, aucun texte n'est négligeable. Dans le vocabulaire (...), il est nécessaire de dépister les termes révélateurs, et plus que les mots, les tournures (...) la manière dont les vocables se trouvent associés; ici se reflète inconsciemment l'image que tel groupe, à tel moment, se fait de lui-même et des autres." (1)

Nous essayerons donc de voir quelles ont été les motivations idéologiques profondes qui poussent ces hommes et ces femmes à résister, de savoir si les organisations de résistance ont exprimé - en regard du vide politique créé par l'interdictions des partis - des idées politiques. Si des idées politiques sont exprimées, nous voulons savoir si elles varient selon les organisations de résistance. Bref, nous nous proposons d'analyser si la pensée politique de la Résistance a été UNE ou si elle a été contradictoire.

Ce que Boris MIRKINE-GUETZEVITCH dit à propos de la Résistance française vaut également pour le Grand-Duché: "Pour les futurs historiens de la pensée politique française de 1940 à 44, la question principale sera de savoir si la Résistance a été un mouvement révolutionnaire. La Résistance fut-elle uniquement une action patriotique, une lutte contre l'envahisseur du pays et ses alliés de Vichy, ou bien un ensemble national et révolutionnaire comportant non seulement la destruction du régime de Vichy, mais l'affirmation d'une idéologie révolutionnaire, c'est-à-dire impliquant un changement ra-

---

(1): Georges DUBY, Histoire sociale et idéologies des sociétés, in: J.Le GOFF, P.NORA, Faire de l'histoire, tome 3, pp.155-156

*dical ou limité de la vie politique et sociale?" (1)*

---

(1): Boris MIRKINE-GUETZEVITCH, *Les idées politiques et sociales de la Résistance*, pp.48-49

Première partie:

A M O R C E S   D ' U N E   A N A L Y S E   Q U A N -  
T I T A T I V E   D E   L A   R E S I S T A N C E

Cette première partie se veut une analyse quantitative des 1352 Luxembourgeois détenteurs du "titre de résistant". Selon bon nombre de résistants, ce chiffre de 1352 représenterait en réalité 10 % de la population totale des mouvements de résistance.

Au cours de notre étude, nous nous sommes servis d'un ordinateur. Pour l'historien, le recours à l'ordinateur ne représente pas seulement un immense progrès d'ordre pratique, étant donné le gain de temps, mais également une contrainte très utile au niveau de la méthode et de la façon de structurer les étapes de la pensée scientifique. Ainsi, la formalisation d'une série de documents destinés à être programmés oblige l'historien à renoncer à sa naïveté épistémologique, à construire différemment son objet de recherche et à réfléchir de façon plus précise à ses hypothèses.

En ce qui concerne les 1352 sujets étudiés, nous nous sommes penchés plus précisément sur les questions suivantes:

leur âge à la date du 10 mai 1940, leur condition sociale, leur origine géographique. Nous avons analysé à quelles organisations de résistance ils ont appartenu, quelles ont été les bases sociales, géographiques des organisations en question, et quel a été l'apport des femmes dans le mouvement de résistance.

Dans la suite, nous reproduisons un extrait du périodique RAPPEL qui décrit les différentes organisations de la résistance au Luxembourg.(1)

---

(1): La résistance organisée, article paru dans: Rappel, mars-mai 1980, 35e année, pp.233-234

#### ALWERAJE

Ce groupe de résistance a été constitué à Schiffflange en janvier 1941 par ALoert Wingert, WEnzel Profant, RAYmond Arensdorff, JEan Doffing (AL-WE-RA-JE).

Périodique clandestin: "Ons Zeidong"

Une razzia de la Gestapo pendant la période du 5 au 19 août 1942 mit fin aux activités de l'ALWERAJE dont un grand nombre d'adhérents s'affiliaient par la suite au groupe LRL.

#### LFB

Le groupe LFB (Letzebuenger Fräiheets-Bewegong) fut fondé à Rumelange par Hubert Glesener et Ed. Heyardt.

Des milliers de tracts furent imprimés dans l'imprimerie clandestine installée dans un caveau du cimetière de Rumelange.

En 1942, le LFB se rallia au groupe LPL.

#### LFB

Un autre groupe LFB (Letzebuenger Fräiheets-Bond) se constitua à Dudelange. Avec trois autres groupes de résistance, il adhéra en 1944 à l'Union des Mouvements de Résistance.

#### LFK

Le groupe LFK (Letzebuenger Fräiheetskämpfer) fut fondé en janvier 1941 au Bassin minier par Ady Claude et Demy Dondelinger.

En 1942, un procès devant le Sondergericht mit fin aux activités du LFK dont les fondateurs furent décapités le 12 février 1942 à Cologne-Klingelpütz.

#### LPL

Un groupe LPL (Ligue Patriotique Luxembourgeoise) fut constitué en

1940 à Echternach par un étudiant de 19 ans, Raymond Petit. Celui-ci mourut dans un combat avec la Gestapo venue pour l'arrêter le 21 avril 1942.

#### LPL

Un autre groupe LPL (Ligue Patriotique Luxembourgeoise) fut fondé au mois de novembre 1940 par Alphonse Rodesch à Clervaux. Périodique clandestin: "Ons Hêmecht".

#### LRL

Le groupe de résistance LRL (Letzebuenger Roude Lëiw) fut constitué en janvier 1941 à Bascharage. Il était l'organisateur du "Bunker Hondsbësch" à Niedercorn où quelques 120 réfractaires et fugitifs politiques trouvaient un refuge sûr.

#### LVL

Le mouvement de résistance LVL (Letzebuenger Volleks-Legioun) fut fondé en octobre 1940 par un jeune étudiant de 19 ans à Bissen. Jusqu'au mois de juin 1941, le groupe portait le nom de LL (Letzebuenger Legioun). Un membre du Comité Directeur de la LVL était chef de section pour le Luxembourg du réseau de renseignements français "Famille Martin" par lequel furent transmises des informations importantes sur les rampes de lancement V2 à Peenemünde.

#### PI-MEN

Ce groupe de "Patriotes Indépendants" (PI) entendait travailler d'homme à homme sans cadres constitués et sans affiliation ou assermentation quelconques. Les PI-MEN contribuaient surtout à l'évasion des prisonniers de guerre alliés et des fugitifs politiques luxembourgeois, dont ils assuraient le passage clandestin de la frontière et l'acheminement vers les centres d'accueil en France.

## UNIO'N

Le 23 mars 1944, les groupes de résistance LPL, LRL, LVL et LFB (Letzebuenger Fräiheits-Bond) fusionnaient et constituaient un seul groupement dit UNIO'N ou Union des Mouvements de Résistance Luxembourgeois. Au moment de la libération de notre pays par les Américains, l'UNIO'N a veillé au maintien de l'ordre public.

A cette liste publiée dans le périodique "Rappel", il faudra ajouter

le Parti Communiste Luxembourgeois qui menait la lutte par l'intermédiaire des "Kommunistische Kampfgruppen" (groupes de combat communistes) (Périodique clandestin: "Die Wahrheit"/La Vérité, éditeur: A.USELDINGER, rédacteur: Jean KILL), et à partir de 1942 par l'intermédiaire de l'ALEF "Aktiv Letzebuenger Enhétsfront géint de Faschismus" (Front unique actif luxembourgeois contre le fascisme) fondé par François FRISCH.

Or, parmi les 1352 détenteurs du titre de résistant, il n'y a aucun membre des groupes de combat communistes et deux membres seulement de l'ALEF. Voilà ce qui a posé un premier problème à nos recherches quantitatives. Interrogés à ce sujet, les communistes répliquent que le "titre de résistant" n'était accordé que sur demande, et cette demande impliquait la réponse détaillée à un questionnaire exhaustif sur les activités de résistance des demandeurs. Or, les communistes refusaient de fournir des informations détaillées sur leurs activités au cours de la guerre à un organisme tel que le Conseil National de la Résistance (CNR) qu'ils qualifient de droite. Le CNR, de son côté, donne une interprétation des faits qui n'est pas la même: l'attitude des communistes avant l'invasion de l'Union Soviétique par les Allemands nazis

ne permettrait pas de leur confier le titre de "résistants".

Un autre problème que nous avons rencontré était tout banalement le suivant: souvent il nous était tout simplement impossible de déceler sous l'étiquette "LPL", s'il s'agissait de la LPL-Petit ou de la LPL-Rodesch. Mais le fait est qu'après la disparition des deux chefs, il y eut une collaboration étroite entre les deux branches LPL. Le même problème concerne les deux organisations portant le nom "LFB". Or, ensemble elles ne regroupent que 29 "détenteurs" sur les 1352; dans notre étude quantitative, elles jouent donc un rôle plutôt marginal et n'ont aucune signification du point de vue statistique. Les membres de l'ALWERAJE sont aussi pratiquement inexistantes dans l'échantillon étudié.

La répartition des 1352 résistants étudiés en fonction des différentes organisations est la suivante:

LVL:	229
LRL:	205
LFK:	49
LFB:	29
LPL:	183
PI-MEN:	25
ALWERAJE:	11
ALEF:	2
Non-organisés:	619

La faible représentation dans cet échantillon des organisations ALWERAJE, LFB, LFK et ALEF nous force donc à concentrer notre analyse quantitative sur les trois organisations LRL, LPL et LVL. Toute conclusion concernant soit l'âge, soit la représentation géographique, soit l'origine socio-économique des membres des autres organisa-



tions serait purement spéculative et hasardeuse.

L'analyse quantitative qu'on essaye ici, ou disons mieux: l'amorce d'une telle analyse que nous avons essayée, ne revendique pas de répondre aux critères d'objectivité et de rigueur scientifique jusque dans les détails. C'est plutôt une tentative d'approche que nous avons entreprise, conscients du fait que l'étude de l'histoire se heurte toujours à une certaine insuffisance de "documents". Ces "documents" ne sont, en effet, jamais neutres, ils sont partie intégrante du jeu des forces politiques et instruments dans les mains des institutions telles que - dans notre cas par exemple - le CNR.

## 1.1. L'AGE ET LE SEXE DES RESISTANTS

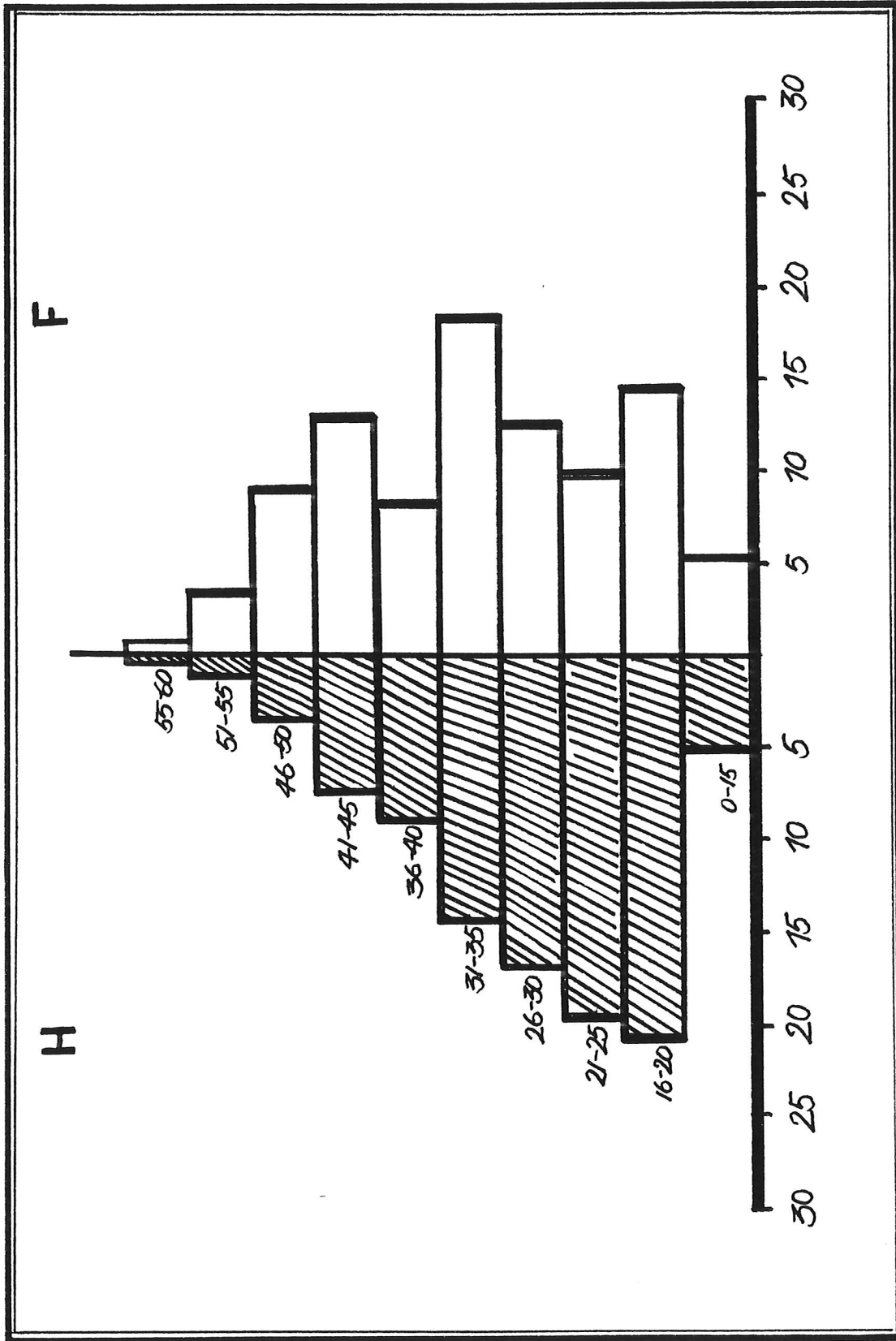
---

La date de référence choisie pour fixer l'âge des résistants est le 10 mai 1940, jour de l'invasion allemande. Ce 10 mai constitue une rupture, un choc, et nous voulons savoir comment se sont comportées les différentes classes d'âge dans cette situation exceptionnelle, et quelles ont été leurs représentations au sein des différentes organisations de résistance. Parallèlement, nous nous proposons de tracer un tableau comparatif selon le sexe des militants de la résistance, trop souvent les femmes sont absentes des discours sur la résistance.

### 1.1.1. PYRAMIDE D'AGE DES HOMMES ET DES FEMMES DE LA RESISTANCE

---

<u>Classe d'âge</u>	<u>Nb.d'hommes</u>	<u>%</u>	<u>Nb.de femmes</u>	<u>%</u>
0 - 15	57	5,10	12	5,06
16 - 20	253	22,60	35	14,76
21 - 25	217	19,46	26	10,97
26 - 30	194	17,39	32	13,50
31 - 35	163	14,61	43	18,14
36 - 40	107	9,59	21	8,86
41 - 45	70	6,27	33	13,92
46 - 50	38	3,40	23	9,70
51 - 55	13	1,16	10	4,21
56 - 60	3	0,26	2	0,84
61 - 65	0	0,00	0	0,00



La pyramide d'âge des hommes et des femmes portant le "titre de résistant".

L'analyse du tableau statistique et de la pyramide d'âge montre que, en ce qui concerne les hommes, le nombre de résistants décroît en fonction de l'âge. Si 57 résistants masculins ont moins de 16 ans (5,11 %), aucun n'a plus de soixante ans.

La résistance est le fait de la jeunesse. 47,26% des résistants hommes ont moins de 26 ans. Et dans cette population c'est la tranche d'âge de 16-20 ans qui est la plus représentée. 65,65 % ont moins de 31 ans.

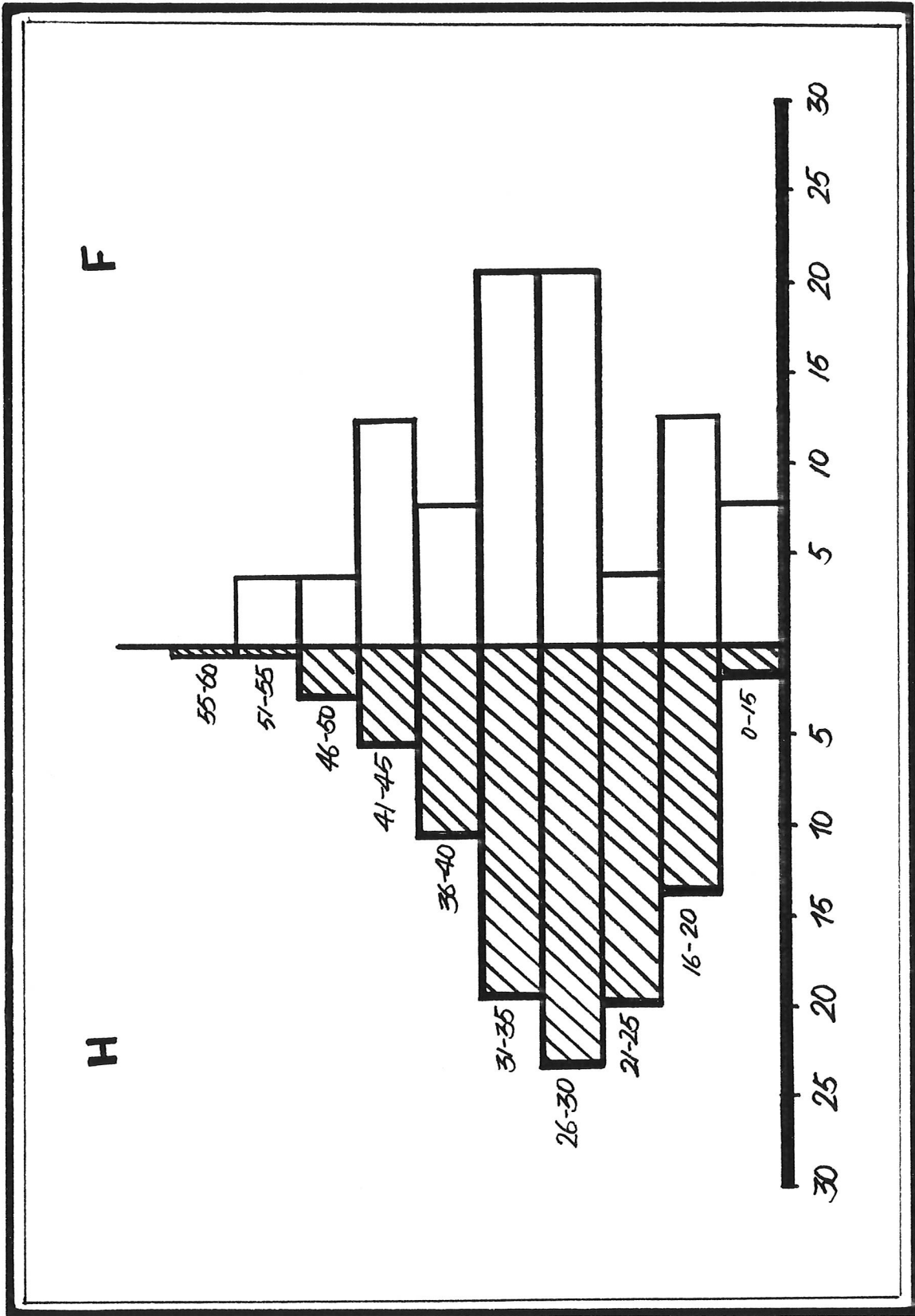
Si on étudie la tranche d'âge au-dessus de 31 ans, on constate que 41% en ont entre 31 et 35 ans, 69% entre 31 et 40 ans. La classe d'âge 41-60 ne représente que 11,9 % de la population des 1352 résistants.

En ce qui concerne les femmes au sein de la résistance, le tableau est différent. Ce ne sont plus que 30,79% qui ont moins de 26 ans (contre 47,26 % du côté des hommes). Mais là aussi, c'est la classe d'âge de 16 à 20 ans qui est la plus fortement représentée dans la population jusqu'à 25 ans. Ce ne sont plus que 44,29% qui ont moins de 31 ans (65,65% des hommes).

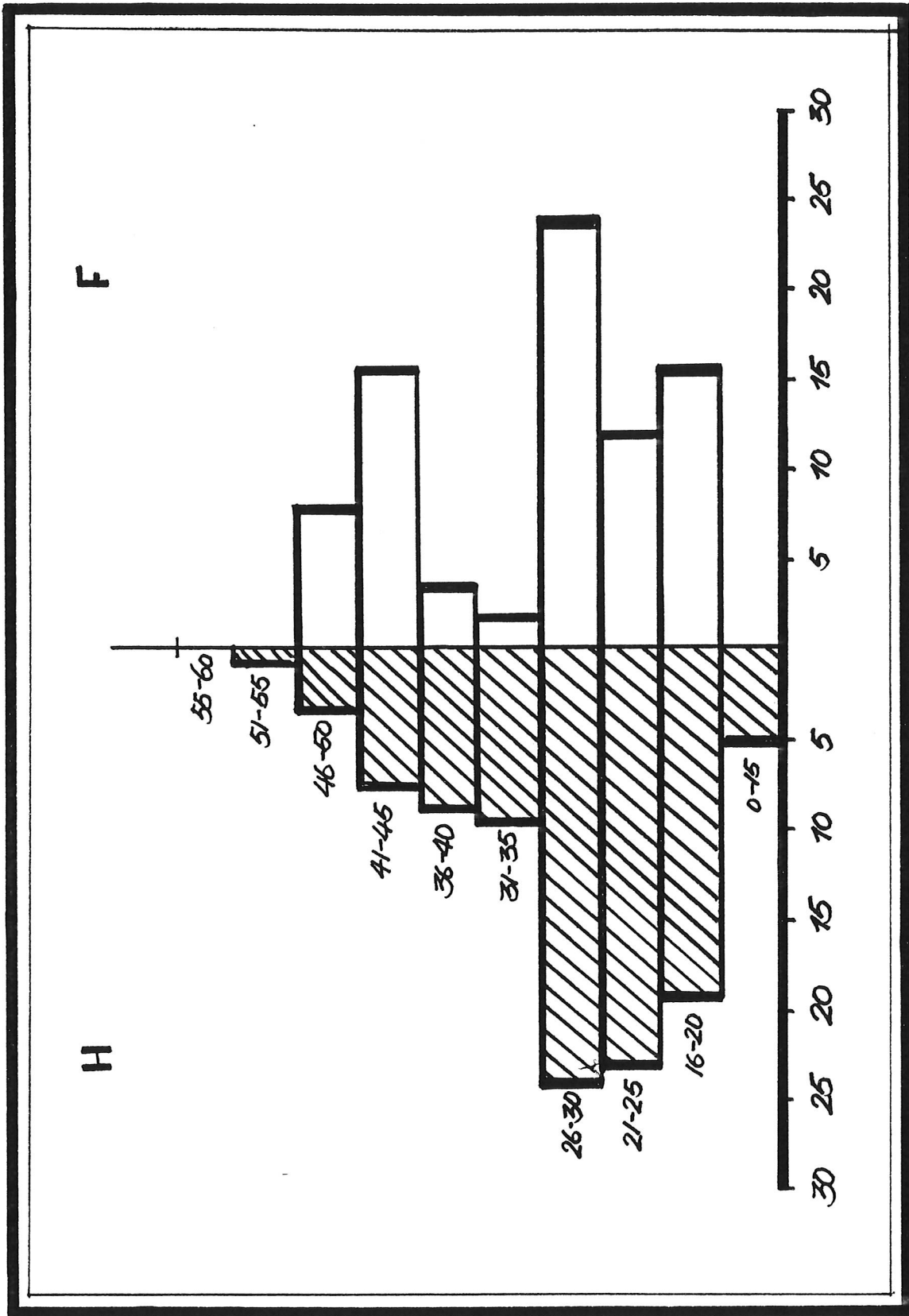
Autre différence notable: Si chez les hommes, la classe d'âge allant de 16 à 20 ans est la plus fortement représentée, dans la population féminine c'est celle de 31 à 35 ans. La classe d'âge de 41-60 ans représente ici 28,67% de la population totale, ce qui est plus que le double du chiffre correspondant du tableau masculin.

1.1.2. COMPARAISON DES ORGANISATIONS DE RESISTANCE EN  
FONCTION DES VARIABLES AGE ET SEXE

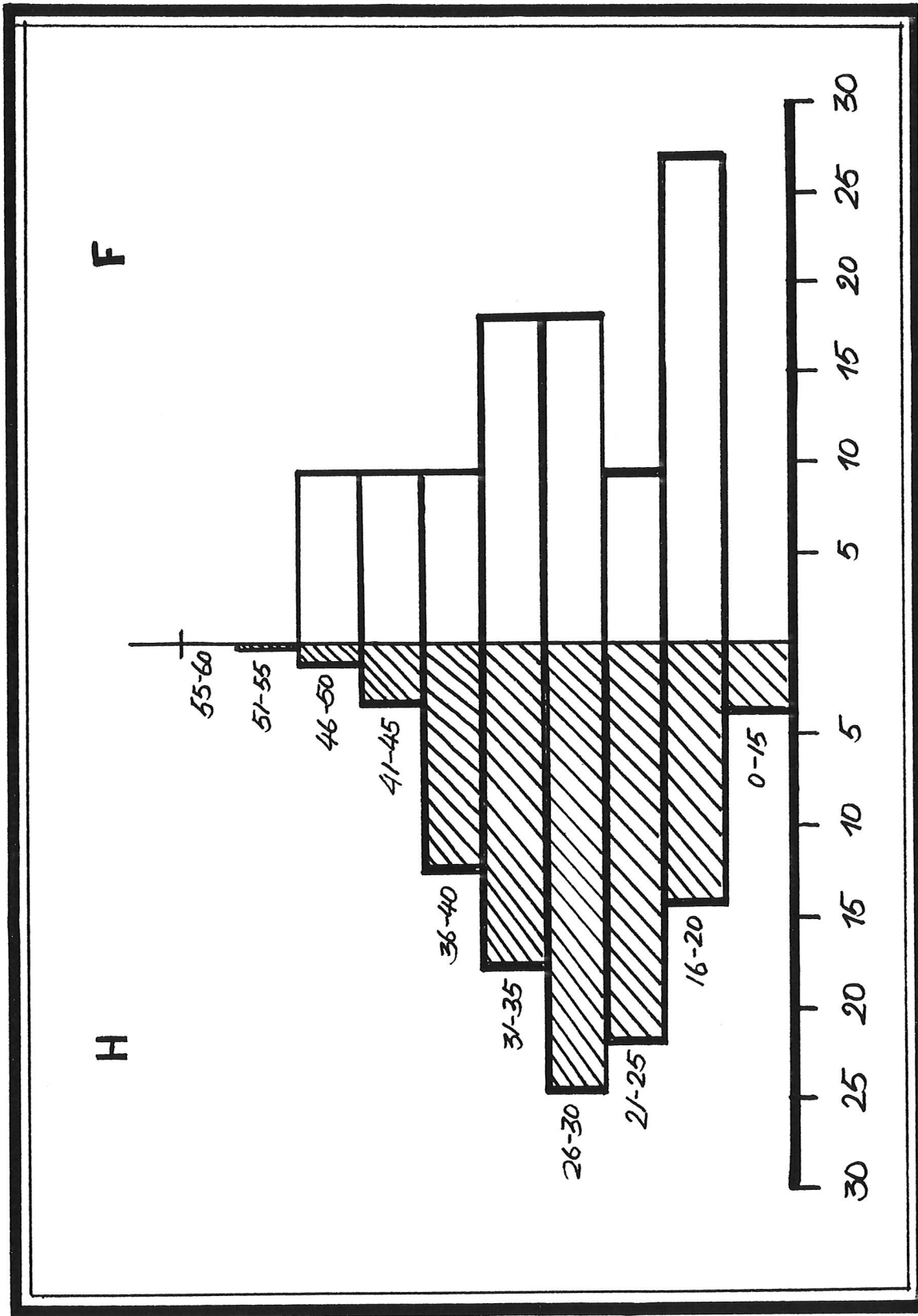
Age	LVL		LPL		LRL	
	M(%)	F(%)	M(%)	F(%)	M(%)	F(%)
0 - 15	7 ( 3,2)	0 ( 0 )	8 ( 5,1)	0 ( 0)	5 ( 2,7)	2 ( 8,7)
16 - 20	31 (14,2)	3 (27,3)	30 (19 )	4 (16)	24 (13,2)	3 (13 )
21 - 25	48 (22 )	1 ( 9,1)	35 (22,2)	3 (12)	36 (19,8)	1 ( 4,3)
26 - 30	54 (24,7)	2 (18,2)	37 (23,4)	6 (24)	42 (23,1)	5 (21,7)
31 - 35	38 (17,4)	2 (18,2)	15 ( 9,5)	5 (20)	35 (19,2)	5 (21,7)
36 - 40	27 (12,4)	1 ( 9,1)	14 ( 8,9)	1 ( 4)	20 (11 )	2 ( 8,7)
41 - 45	8 ( 3,7)	1 ( 9,1)	11 ( 7 )	4 (16)	11 ( 6 )	3 (13 )
46 - 50	4 ( 1,8)	1 ( 9,1)	6 ( 3,7)	2 ( 8)	7 ( 3,8)	1 ( 4,3)
51 - 55	1 ( 0,4)	0 ( 0 )	2 ( 1,3)	0 ( 0)	1 ( 0,5)	1 ( 4,3)
56 - 60	0 ( 0 )	0 ( 0 )	0 ( 0 )	0 ( 0)	1 ( 0,5)	1 ( 4,3)
61 -	0 ( 0 )	0 ( 0 )	0 ( 0 )	0 ( 0)	0 ( 0 )	0 ( 0 )
<u>TOTAUX:</u>	218	11 ( 4 )	158	25 (14)	182	23 (11 )
	229		183		205	



Pyramide d'âge des membres de la LRL



Pyramide d'âge des membres de la LPL



Pyramide d'âge des membres de la LVL



En ce qui concerne la population masculine, on constate que les moins de 26 ans se répartissent comme suit:

LVL: 39,4 %      LPL: 46,3 %      LRL: 35,7 %.

Ce n'est qu'au sein de la LPL que les moins de 21 ans sont le plus fortement représentés (24,1 %) contre seulement 17% auprès de la LVL et 16% auprès de la LRL. C'est la LPL qui se rapproche le plus de la moyenne générale, si on considère la tranche d'âge en-dessous de 21 et de 26 ans. Elle est l'organisation de résistance qui est sensiblement "la plus jeune".

En ce qui concerne la classe d'âge entre 31 et 40 ans, le tableau se présente comme suit:

LVL: 29,8 %      LPL: 18,4 %      LRL: 30,2 %

Nous en concluons que, cette fois-ci, c'est la LPL qui regroupe le moins d'hommes entre les deux âges. C'est la LRL qui en compte le plus, suivie de très près par la LVL.

Pour ce qui est de la classe d'âge entre 40 et 60 ans, on constate que la LVL regroupe 5,9 % de la population masculine, la LPL 12 % et la LRL 10,3 %.

En conclusion nous pouvons dire que c'est la LPL qui compte à la fois le plus de jeunes et le plus d'hommes d'âge mûr, mais le moins d'hommes entre les deux âges. La LRL est l'organisation qui regroupe le plus d'hommes âgés. La LVL compte le moins d'hommes entre 40 et 60 ans, mais sa structure d'âge se rapproche plus de celle de la LRL.

### 1.1.3. LA RESISTANCE, LE FAIT DE LA JEUNESSE

---

La résistance est donc essentiellement le fait de "jeunes" gens. Ce furent aussi des très jeunes qui prirent l'initiative de fonder des organisations de résistance. Ainsi, Raymond PETIT, fondateur du groupe LPL, est né le 16 janvier 1920, il n'avait donc que 20 ans le 10 mai 1940. Hubert GLESENER, cofondateur du LFB de Rumelange, est né le 6 juillet 1911. Les autres membres dirigeants de son groupe, comme Ed.HEYARDT né le 3 août 1916, Jeng FONCK né le 14 juillet 1910, sont du même âge. Dans la LVL aussi, les membres dirigeants sont très jeunes. Le 10 mai 1940, Lucien DURY a 28 ans, Raymond HAGEN 28, Jang MULLER 31, Emile LAUX 25, Tun NOESEN 35, Georges EVERLING 33 et Aloyse RATHS 19.

Nous avons vu l'importance de la tranche d'âge de 16 à 20 ans dans le tableau statistique. L'acte de fondation des organisations de résistance a souvent eu pour cadre les écoles secondaires du Grand-Duché.

Jean Aimé STOLL dit à ce sujet lorsqu'il trace le portrait de Raymond PETIT: "*Les centres d'essaimage furent les écoles:*

*Lycée d'Echternach, Ecole Normale d'Instituteurs, (...), Lycée de Diekirch, Lycée et Athénée de Luxembourg. Cette tactique avait le double avantage de faire appel à l'élément de la population le plus susceptible de s'enflammer, la population estudiantine, et de créer un service de liaison et de dissémination très efficace et très difficile à contrôler par l'ennemi!*(1)

C'est au Lycée de Diekirch que Camille SUTOR, âgé de 19 ans, fonde l'organisation TLS (Trei Letzebuerger Stodenten - Fidèles étudiants luxembourgeois) qui fusionne avec le groupe "LL" d'Aloyse RATHS pour former la LVL.

---

(1): Jean Aimé STOLL, Portrait d'un résistant, in: Roby GLESENER, Dem Vergiessen entreissen

Ado RINNEN qui jouait un rôle prépondérant au sein du LFB (Letzebuenger Fräihétsbond) était étudiant à l'Ecole Normale pour Instituteurs.

Le fait que ce furent des jeunes qui prenaient l'initiative de fonder des organisations de résistance donna parfois lieu à des situations cocasses. Ainsi Aloyse RAHTS, le fondateur de la LL, raconte qu'il avait réuni huit personnes dans son village natal de Bissen, dont trois étaient étudiants. *"Les autres étaient leurs aînés de dix à quinze ans. Je leur ai montré les statuts, disant que j'étais déjà membre de cette organisation et que je pourrais les y admettre en tant que membres. Je n'osais pas leur dire que j'en étais le fondateur, car, vu mon âge (19 ans), leur première réaction aurait été de dire que cela ne pourrait pas marcher, que c'était un jeu d'enfant. Evidemment, les deux plus âgés étaient réticents, et ils ne nous rejoignaient pas tout de suite. Ils se méfiaient de cette histoire d'étudiants."* (1)

Raymond PETIT n'aimait pas être connu par le grand public en tant que fondateur de la LPL. Jean Aimé STOLL explique les raisons de cette attitude: *"Quel accueil le peuple luxembourgeois, habitué à être dirigé par une gérontocratie dont les fleurons, avant de prendre la succession de leurs aînés aux commandes, allaient passer quelques années à l'étranger pour se débarrasser de leur air de province, quel accueil ce peuple aurait-il fait aux appels d'un mouvement de résistance, s'il avait su que celui-ci avait été créé et qu'il était dirigé par un jeune homme de vingt ans 'bien de chez nous' et qui n'avait même pas son baccalauréat."* (2)

D'après le Livre d'Or de la Résistance, la répression dans les lycées a été à la mesure de la résistance des jeunes: Au Lycée de Diekirch, 60 élèves étaient renvoyés, un arrêté par la Gestapo le 18 mai 1942. Au Lycée de Garçons à Esch/Alzette, 94 élèves étaient arrêtés et emprisonnés à Stahleck, après la grève générale de 1942.

---

(1): Aloyse RAHTS, D'Resistenz an de Schoulen, in: Journal, 26.12.1980

(2): Jean Aimé STOLL, Portrait d'un résistant, in: R.GLESENER, Dem Vergiessen entreissen

Au cours de l'année scolaire 1941-42, 32 élèves furent exclus de l'enseignement secondaire pour des raisons politiques. Selon Henri KÖCH, directeur du Lycée de Garçon d'Esch/Alzette, beaucoup d'entre eux appartenaient aux ligues de résistance. Au cours de l'année scolaire 42-43, sur un total de 338 élèves 132 furent exclus de l'école pour des raisons politiques, dont 38 à titre définitif.

Au Lycée de Jeunes Filles à Luxembourg, 152 élèves furent renvoyées pour des "motifs patriotiques" pendant les années scolaires 1940-44. Au Lycée de Jeunes Filles à Esch/Alzette, six élèves furent exclues du Lycée à cause de leur refus d'adhérer à la H.J., 21 pour des motifs politiques différents, 60 élèves furent déportées à Adenau lors de la grève de 1942.

Pour ce qui est des étudiants universitaires, il est à noter que 212 furent convoqués au centre de rééducation de Stahleck pendant la période allant du 31 octobre au 3 novembre 1940. Deux rapports du SD (Service de sûreté allemand) relatant l'attitude provoquante et anti-nazie de 86% des participants à cette "formation", la Gestapo fit arrêter 12 étudiants, qui furent internés par la suite à la prison du Grund à Luxembourg.

A l'Athénée Grand-Ducal de Luxembourg, 19 élèves furent fusillés ou moururent dans des camps de concentration. Parmi eux se trouvaient des résistants connus tels que A. RINNEN, Marcel SERVE, deux membres de l'Armée Blanche belge, un membre du maquis français. 35 élèves y étaient renvoyés au cours des années 40-44, 21 pour avoir refusé d'adhérer à la H.J., un pour avoir distribué des tracts anti-allemands.

Au Lycée de Garçons Luxembourg-Limpertsberg, quatre élèves étaient exécutés, deux sont morts dans des camps de concen-

tration, un élève est tombé au maquis belge, cinq étaient emprisonnés, 25 révoqués à cause de leur attitude anti-allemande, 35 étaient renvoyés ou quittaient l'établissement parce qu'ils refusaient d'adhérer au H.J., 6 se voyaient exclus de l'école, parce qu'exclus du H.J.

A l'Ecole Normale d'Instituteurs il y avait 63 résistants dont 12 membres de la LVL.

A l'Ecole Normale d'Institutrices, 43 élèves étaient renvoyées de l'école le 2 septembre 1942 pour avoir fait grève. Elles étaient arrêtées et déportées dans le camp de Marienthal.

Au Lycée Classique d'Echternach, 33 élèves étaient congédiés par l'occupant à cause de leur attitude patriotique pendant les années scolaires allant de 1940 à 1942. Lors de la grève de 1942, 90 élèves furent déportés à Stahleck le premier septembre 1942. Quatre filles étaient déportées à Adenau.

Les jeunes étaient les premiers à protester contre l'occupation nazie. Ils participaient massivement au "Spengelskrich" (guerre des épingles) qui, à partir du 14 août 1940, tenait les Allemands en haleine. Cette forme d'action de résistance consistait à porter à l'ornière une épingle à laquelle était fixé soit un "lion rouge", soit un portrait de la Grande-Duchesse, soit un symbole aux couleurs nationales. Lorsque, le 20 octobre 1940, les Allemands détruisirent le monument de la "Gölle Fra" à Luxembourg-Ville, les manifestations de protestations qui se formaient étaient surtout portées par les étudiants et les jeunes.

Nous avons vu que les résistants étaient nombreux dans les écoles luxembourgeoises. Les élèves et les étudiants participaient massivement aux hauts faits de la résistance tels que le 10 octobre 1941 et lors de la grève générale fin août - début septembre 1942. Or, la répression parmi les jeunes fut à la mesure de leur engagement. Parmi les 21 exécutés de la "grève générale", dix avaient moins de trente ans, trois appartenaient à la tranche d'âge 31-35, et huit avaient plus de 35 ans. Deux seulement parmi les 21 victimes dépassaient la cinquantaine. Parmi les huit ouvriers exécutés, la moitié était âgée de 19 à 28 ans. Dans les usines, ce fut également la jeunesse qui représentait la force anti-fasciste la plus active, et ce fut cette jeunesse ouvrière qui constituait la base du groupe ALWERAJE et de l'ALEF.

## 1.2. LA REPARTITION GEOGRAPHIQUE DE LA RESISTANCE (\*)

---

Comment se répartissent, du point de vue géographique, la résistance et les organisations de résistance? On comprend l'importance de cette question, si on considère qu'aujourd'hui, dans les écrits panégyriques des différentes amicales des mouvements de résistance, chacune des amicales revendique pour son organisation la représentativité nationale. Nous avons osé formuler l'hypothèse que la réalité a peut-être été différente de l'image que l'ensemble des efforts de mythification, vieux de quarante ans, nous a peinte. Nous avons donc analysé notre échantillon des 1352 porteurs du "titre de résistant" selon les critères de lieu de naissance et de domicile. Une combinaison de ces deux critères nous a paru nécessaire, étant donné que le lieu de résidence indiqué lors de l'obtention du titre ne correspond pas nécessairement à la région dans laquelle le résistant en question a vécu et travaillé pendant la guerre.

### 1.2.1. ETUDE DE LA REPARTITION GEOGRAPHIQUE EN FONCTION DU DOMICILE DES RESISTANTS

---

<u>Domicile</u>	<u>nombre</u>	<u>%</u>	<u>Domicile</u>	<u>nombre</u>	<u>%</u>
Clervaux	57	4,21	Remich	31	2,29
Diekirch	109	8,06	Inconnu	6	0,44
Rédange	16	1,18	France	16	1,18
Vianden	15	1,10	Belgique	7	0,51
Wiltz	33	2,44	Allemagne	3	0,22
Luxembourg	450	33,28	UDSSR	0	0
Mersch	59	4,36	Angleterre	1	0,07
Capellen	58	4,28	Italie	1	0,07
Esch/Alz.	412	30,47	Pologne	0	0
Echternach	30	2,21	USA	1	0,07
Grevenmacher	46	3,40	Canada	1	0,07

(\*) Une carte du Grand-Duché de Luxembourg se trouve en annexe.

Les domiciles luxembourgeois indiqués représentent les cantons. Le nord du pays, avec les cantons Clervaux, Wiltz, Vianden, Diekirch et Rédange, représente ainsi 17,92% de la population de la résistance, le centre avec les cantons Luxembourg et Mersch 37,64%, l'est avec les cantons Echternach, Grevenmacher et Rémich 7,9%, et les cantons du sud, Esch/Alzette et Capellen, 34,64%.

Le tableau suivant met en rapport le nombre de résistants des cantons avec les populations des cantons respectifs (chiffres de 1939).

TABLEAU COMPARANT LE NOMBRE DES RESISTANTS A LA POPULATION  
DES DIFFERENTS CANTONS

<u>Canton</u> (domicile)	<u>Nb.de résistants</u> portant le "titre de résistant"	<u>Population</u> en 1939	<u>Pourcentage de</u> <u>résistants</u>	
			portant le "titre"	effectifs (*)
Luxembourg	450	72490	0,62	6,2
Diekirch	109	18052	0,60	6,0
Vianden	15	2821	0,53	5,3
Mersch	59	12792	0,46	4,6
Esch/Alzette	412	97018	0,42	4,2
Clervaux	57	13635	0,41	4,1
Capellen	58	16740	0,34	3,4
Grevenmacher	46	15587	0,29	2,9
Remich	31	10904	0,28	2,8
Echternach	30	11131	0,26	2,6
Wiltz	33	13591	0,24	2,4
Rédange	16	12015	0,13	1,3

(\*): On multiplie le pourcentage des résistants portant le "titre de résistant" par 10, dans l'hypothèse qu'ils représentent 10 % du nombre total des résistants effectifs.



Une première constatation superficielle qui s'impose est celle que la résistance luxembourgeoise est essentiellement urbaine, fortement représentée dans les cantons de Luxembourg et Esch-sur-Alzette, qui à eux seuls regroupent 63,75 % des effectifs de la résistance.

1.2.2. ETUDE DE LA REPARTITION GEOGRAPHIQUE EN FONCTION DU LIEU DE NAISSANCE DES RESISTANTS

---

<u>Lieu de naissance</u> (cantons ou pays)	<u>Nombre de résistants</u> portant le titre	<u>Pourcentages</u> par rapport à l'échantillon des 1352
Clervaux	104	7,69
Diekirch	111	8,21
Rédange	70	5,17
Vianden	28	2,07
Wiltz	63	4,65
Luxembourg	237	17,52
Mersch	72	5,32
Capellen	82	6,06
Esch-sur-Alzette	373	27,58
Echternach	56	4,14
Grevenmacher	53	3,92
Remich	41	3,03
Inconnu	10	0,73
France	33	2,44
Belgique	7	0,51
Allemagne	7	0,51
UDSSR	1	0,07
Angleterre	0	0
Italie	3	0,22
Pologne	0	0
USA	1	0,07
Canada	0	0

L'analyse du tableau des lieux de naissance nous fournit un résultat plus différencié que l'examen de la répartition de la résistance selon les lieux de résidence. Si ce sont toujours les cantons de Luxembourg et Esch-sur-Alzette qui viennent en tête, le deuxième a devancé le premier. Le canton de Luxembourg perd la moitié de ses effectifs qui se répartissent alors sur les autres cantons. Le district nord représente ici 20,1 % des résistants, le centre 22,84 %, le sud 33,64 % et l'est 11,9 %.

TABLEAU COMPARANT LE NOMBRE DES RESISTANTS A LA POPULATION  
DES DIFFERENTS CANTONS

<u>Canton</u> (lieu de naissance)	<u>Nb. de résistants</u> portant le "titre de résistant"	<u>Population</u> en 1939	<u>Pourcentage de</u> <u>résistants</u>	
			portant le "titre"	effectifs (*)
Vianden	28	2821	0,99	9,9
Clervaux	104	13635	0,76	7,6
Diekirch	111	18052	0,61	6,1
Rédange	70	12015	0,58	5,8
Mersch	72	12792	0,56	5,6
Echternach	56	11121	0,50	5,0
Capellen	82	16740	0,48	4,8
Wiltz	63	13491	0,46	4,6
Esch/Alz.	373	97018	0,38	3,8
Rémich	41	10904	0,37	3,7
Grevenmacher	53	15587	0,34	3,4
Luxembourg	237	72490	0,32	3,2

(\*): On multiplie le pourcentage des résistants "portant le titre de résistant" par 10, dans l'hypothèse qu'ils représentent 10 % du nombre total des résistants effectifs.

1.2.3. ETUDE DES ORGANISATIONS DE RESISTANCE EN FONCTION DE LA REPARTITION GEOGRAPHIQUE

---

1.2.3.1. L'IMPLANTATION GEOGRAPHIQUE DES DIFFERENTES ORGANISATIONS DE RESISTANCE

---

1.2.3.1.1. Etude de l'implantation géographique de la LVL

<u>en fonction du lieu de naissance de ses membres:</u>				<u>en fonction du domicile de ses membres:</u>			
Clervaux	10	=	4,36 %	2	=	0,87 %	
Diekirch	45	=	19,65 %	34	=	14,84 %	
Rédange	22	=	9,60 %	8	=	3,49 %	
Vianden	12	=	5,24 %	6	=	2,62 %	
Wiltz	16	=	6,98 %	12	=	5,24 %	
Luxembourg	32	=	13,97 %	79	=	34,49 %	
Mersch	20	=	8,73 %	17	=	7,42 %	
Capellen	11	=	4,80 %	15	=	6,55 %	
Esch/Alzette	32	=	13,97 %	25	=	10,91 %	
Echternach	4	=	1,74 %	5	=	2,18 %	
Grevenmacher	13	=	5,67 %	12	=	5,24 %	
Remich	7	=	3,05 %	10	=	4,36 %	
Inconnu	1	=	0,43 %	1	=	0,43 %	
France	4	=	1,74 %	0	=	0 %	

Si on considère le critère du lieu de naissance, la LVL recrute 45,83% de ses effectifs dans le Nord du pays, 22,7% dans le centre, 18,7% au sud du pays, 10,46 dans la région de l'est.

Si on prend comme critère le domicile des membres, le tableau est légèrement différent: Plus que 22,7% des effectifs ne viennent du nord, 41,9 du centre, 17% du sud et 11,78 de l'est.

Dans le premier cas, on peut donc dire que c'est la popu-

lation agricole originaire des régions nord et est du pays qui est prédominante (56,26%). Considérée sous l'angle du deuxième critère d'étude employé, elle ne représente plus que 34,26% des membres. Mais de toute façon, on peut affirmer qu'une grande partie de la base de la LVL se forme de militants originaires des régions agricoles et viticoles du pays, plus de la moitié si on considère le critère des lieux de naissance, plus d'un tiers si on considère le critère des domiciles. La LVL est donc fortement représentée dans les mêmes régions où le parti catholique recrute son électorat traditionnel, faible dans le sud du pays qui est le berceau de la gauche et qui, sous les deux points de vue étudiés, ne représente qu'environ 18% de la base géographique de la LVL.

Il est intéressant de voir que la majorité des membres de la LVL sont nés dans les régions les moins peuplées du pays, et une minorité seulement sont originaires des régions à population dense. Ainsi, 105 des militants de la LVL viennent des quatre cantons du nord dont l'ensemble de la population représente en 1939 60114 habitants, et seulement 32 sont originaires du canton d'Esch qui compte cependant à lui seul 97018 habitants.

1.2.3.1.2. Etude de l'implantation géographique de la LRL

en fonction du				en fonction du			
<u>lieu de naissance de ses membres:</u>				<u>domicile de ses membres:</u>			
Clervaux	6	=	2,92 %	1	=	0,48 %	
Diekirch	5	=	2,43 %	6	=	2,92 %	
Rédange	9	=	4,39 %	1	=	0,48 %	
Vianden	1	=	0,48 %	0	=	0 %	
Wiltz	7	=	3,41 %	0	=	0 %	
Luxembourg	31	=	15,12 %	44	=	21,46 %	
Mersch	5	=	2,43 %	6	=	2,92 %	
Capellen	32	=	15,60 %	24	=	11,70 %	
Esch/Alzette	85	=	41,46 %	111	=	54,14 %	
Echternach	2	=	0,97 %	4	=	1,95 %	
Grevenmacher	3	=	1,46 %	5	=	2,43 %	
Rémich	3	=	1,46 %	1	=	0,48 %	
Inconnu	2	=	0,97 %	0	=	0 %	
France	8	=	3,90 %	1	=	0,48 %	
Belgique	4	=	1,95 %	0	=	0 %	
TOTAL:	205						

D'après la première colonne, la LRL recrute donc 13,63 % de ses effectifs dans le nord du pays, 17,52 au centre, 57,06 % au sud et 3,82 % à l'est. D'après la deuxième colonne, 3,88 % de ses membres habitent au nord, 24,38 au centre du pays, 65,84 au sud et 4,86 % à l'est du pays.

Dans les deux hypothèses, c'est la population du sud qui prédomine, et l'est du pays n'est pratiquement pas représenté. On peut en conclure que la base géographique de la LRL se situe principalement dans le sud industriel.

1.2.3.1.3. Etude de l'implantation géographique de la LPL

en fonction du				en fonction du			
<u>lieu de naissance de ses membres:</u>				<u>domicile de ses membres:</u>			
Clervaux	36	=	19,67 %	25	=	13,66 %	
Diekirch	17	=	9,28 %	14	=	7,65 %	
Rédange	6	=	3,27 %	1	=	0,54 %	
Vianden	2	=	1,09 %	2	=	1,09 %	
Wiltz	5	=	2,73 %	4	=	2,18 %	
Luxembourg	33	=	18,03 %	65	=	35,51 %	
Mersch	4	=	2,18 %	8	=	4,37 %	
Capellen	3	=	1,63 %	2	=	1,09 %	
Esch/Alzette	34	=	18,57 %	36	=	19,67 %	
Echternach	19	=	10,38 %	7	=	3,82 %	
Grevenmacher	8	=	4,37 %	8	=	4,37 %	
Rémich	13	=	7,10 %	10	=	5,46 %	
Inconnu	0	=	0 %	0	=	0 %	
France	3	=	1,63 %	0	=	0 %	
Belgique	0	=	0 %	1	=	0,54 %	
TOTAL:	183						

La répartition géographique de la LPL se présente donc comme suit, si on prend comme critère de répartition le lieu de naissance des membres: nord: 33,24% des membres, centre: 20,21%, est: 21,85%, sud: 20,20%. La forte polarisation sur le district nord s'explique par le fait que la LPL-Rodesch fut fondée à Clervaux. C'est le canton de Clervaux qui connaît le plus grand pourcentage des membres de la LPL: 19,67%. Tout comme la LVL, la LPL a donc une forte assise dans les régions à économie agraire.

Le district est également bien représenté, avec un pourcentage deux fois plus élevé que dans le cas de la LVL. Rappelons que le Lycée Classique d'Echternach fut en

quelque sorte le berceau de la LPL-Petit.

Dans le sud du pays, la LPL est assez bien implantée: 18,57% de ses membres habitent le canton d'Esch/Alzette, mais seulement 1,63% sont originaires du canton de Capellen. Si on considère que la LPL est l'organisation de résistance dont la moyenne d'âge est la plus basse, on peut émettre l'hypothèse que sa bonne implantation dans le canton d'Esch s'explique par la présence dans la ville d'Esch de deux Lycées.

Si on prend comme critère de la répartition géographique le lieu de résidence des membres, l'implantation de la LPL se présente comme suit:

Le district nord réunit 22,94 % des membres, le district du centre 39,87 %, le district est 13,63 % et le district sud 20,76 %.

Si on compare ces résultats avec ceux obtenus dans la première colonne de notre tableau, on constate que les données concernant le sud restent inchangées. Les effectifs de la région du nord sont moins importants, ceux du centre légèrement accrus.

Dans les deux cas, on peut conclure à une répartition assez équilibrée de la base de la LPL sur l'ensemble du territoire du Grand-Duché. Jean Aimé STOLL dit à ce sujet: *"La LPL était en fait la seule organisation luxembourgeoise de résistance qui n'eut pas de fief régional particulier: Elle était bien nationale."* (1) Il explique cela par le fait qu'à partir des centres d'essaimage (Lycées et Ecoles Normales), les élèves rentraient chez eux et recrutaient dans leurs foyers respectifs des membres nouveaux. Des groupes locaux se con-

---

(1): J.A.STOLL, Portrait d'un résistant, in: R.GLESENER, Dem Vergies-sen entreissen

stituaient donc un peu partout dans le pays.

1.2.3.2. ETUDE COMPARATIVE DES TROIS ORGANISATIONS EN  
FONCTION DE LA REPARTITION GEOGRAPHIQUE (\*)

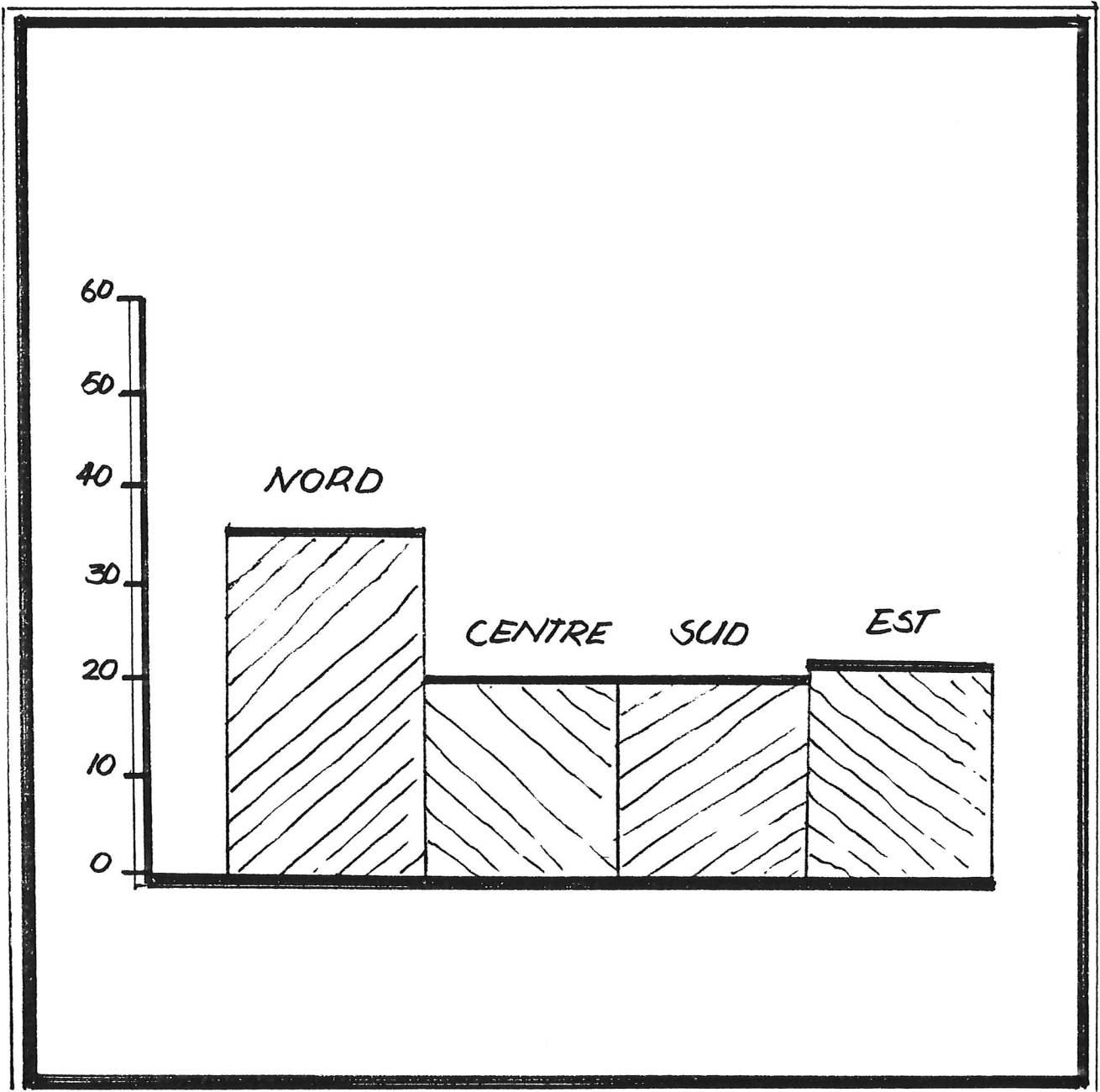
---

<u>Cantons/régions</u>	membres <u>LVL</u>	membres <u>LPL</u>	membres <u>LRL</u>	résistants <u>Total %</u>
Clervaux	10 = 4 %	36 = 19 %	6 = 2 %	8 %
Diekirch	45 = 19 %	17 = 9 %	5 = 2 %	10 %
Rédange	22 = 9 %	6 = 3 %	9 = 4 %	5 %
Vianden	12 = 5 %	2 = 1 %	1 = 0 %	2 %
Wiltz	16 = 6 %	5 = 2 %	7 = 3 %	4 %
TOTAL NORD	105 = 45 %	66 = 36 %	28 = 13 %	32 %
Luxembourg	32 = 13 %	33 = 18 %	31 = 15 %	15 %
Mersch	20 = 8 %	4 = 2 %	5 = 2 %	4 %
TOTAL CENTRE	52 = 22 %	37 = 20 %	36 = 17 %	20 %
Capellen	11 = 4 %	3 = 1 %	32 = 15 %	7 %
Esch/Alzette	32 = 13 %	34 = 18 %	85 = 41 %	24 %
TOTAL SUD	43 = 18 %	37 = 20 %	117 = 57 %	31 %
Echternach	4 = 1 %	19 = 10 %	2 = 0 %	4 %
Grevenmacher	13 = 5 %	8 = 4 %	3 = 1 %	3 %
Rémich	7 = 3 %	13 = 7 %	3 = 1 %	3 %
TOTAL EST	24 = 10 %	40 = 21 %	8 = 3 %	11 %
Etranger	5 = 2 %	3 = 1 %	16 = 7 %	3 %
TOTAL	229 = 100%	183 = 100%	205 = 100%	100%

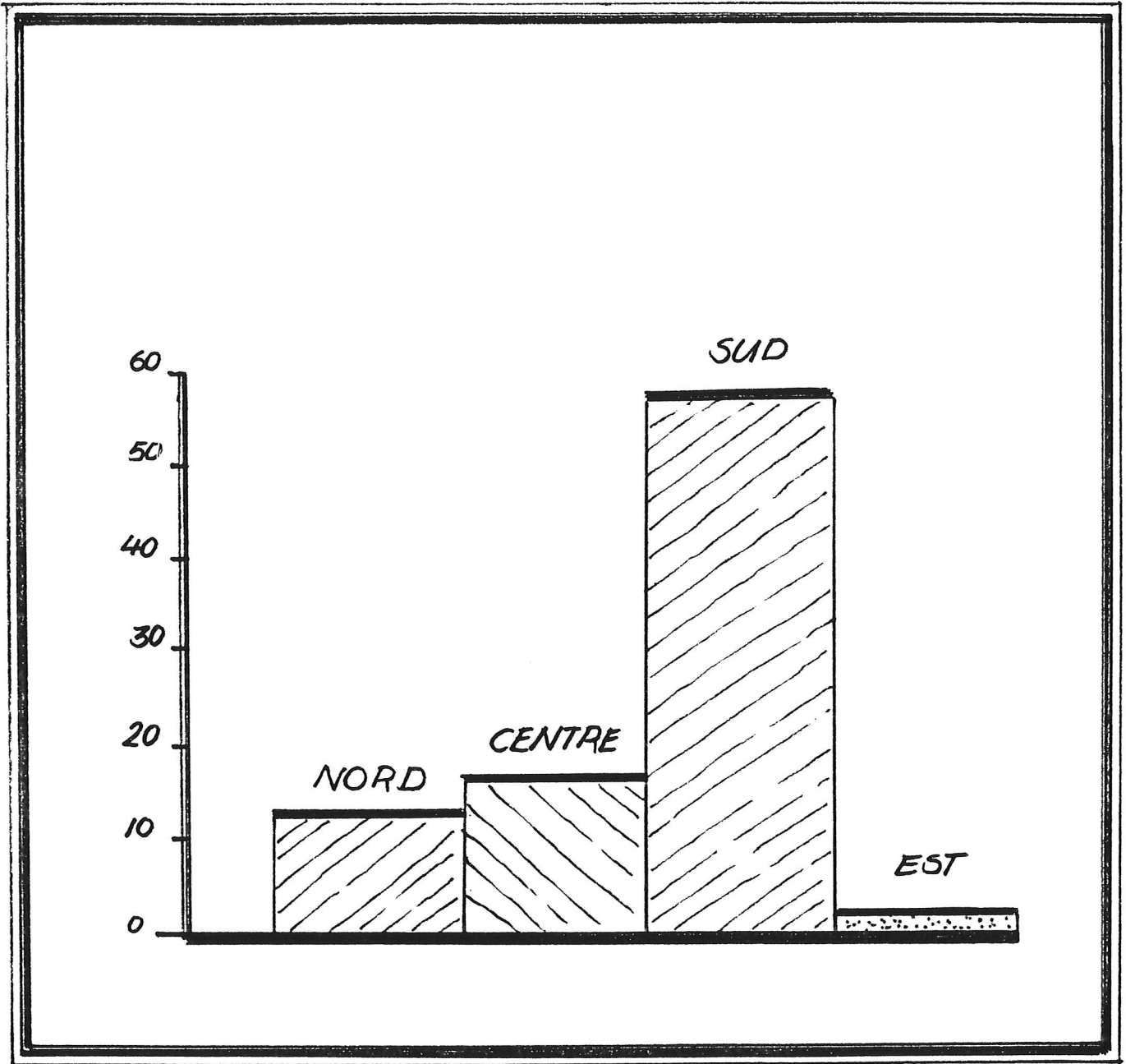
(\*): La variable choisie pour étudier la répartition géographique est ici le lieu de naissance des résistants.



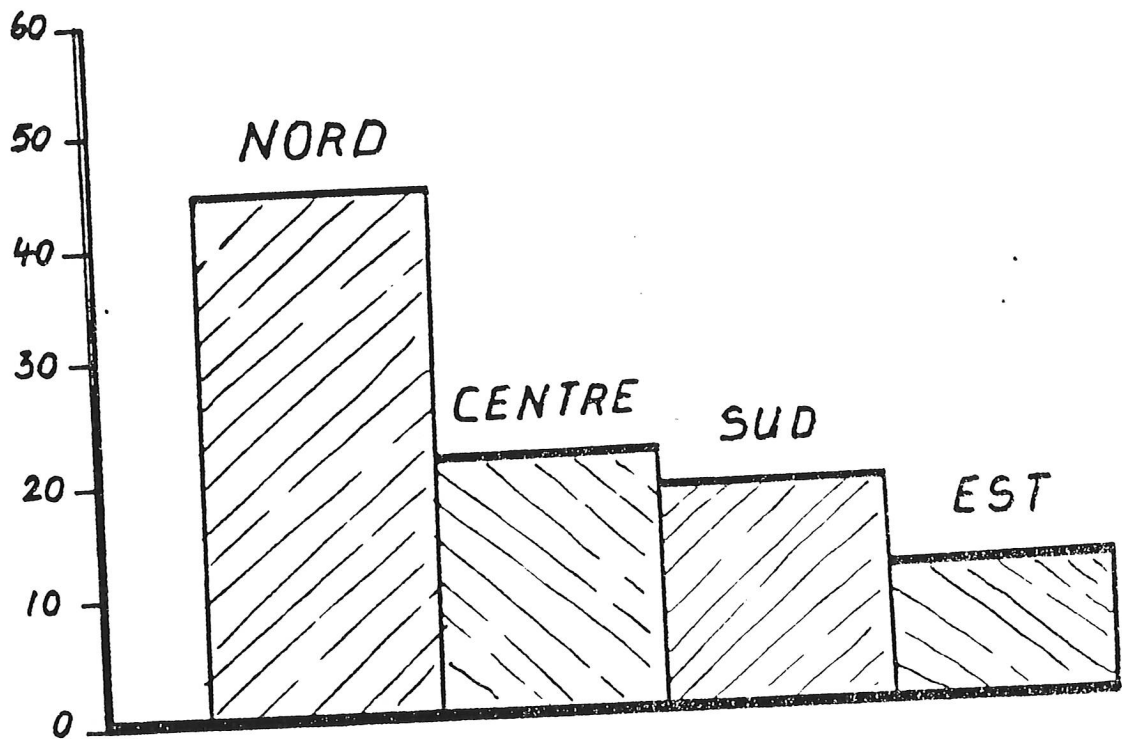
La répartition géographique de la base de la LPL:



La répartition géographique de la base de la LRL:



La répartition géographique de la base de la LVL:



Des trois organisations étudiées ici, c'est la LVL qui est la plus fortement implantée dans le nord du pays, tandis que la LPL est l'organisation la plus représentée dans l'est du pays. Dans le sud du pays, la LRL a une base 1,5 fois plus représentative que celles des deux organisations LPL et LVL réunies.

Si la LPL offre une image assez équilibrée quant à son implantation nationale, il n'en est rien des deux autres organisations qui ont des fiefs régionaux précis. Dans le district du centre, on peut dire que les trois se trouvent sur un pied d'égalité en ce qui concerne leur représentativité.

Les trois organisations offrent donc des images très différentes pour ce qui est de leur implantation géographique. Si la période des années 1940-44 est caractérisée par l'absence de partis politiques, les organisations de résistance ne reflètent-elles pas l'implantation des partis? Ainsi, la carte des régions d'implantation de la LVL recouvre celle de la base de la "Rechtspartei" (parti de droite), et la base géographique de la LRL reflète celle du parti ouvrier.

### 1.3. LA REPARTITION SOCIO-PROFESSIONNELLE DE LA RESISTANCE

---

#### 1.3.1. L'APPARTENANCE SOCIO-PROFESSIONNELLE DES RESISTANTS

---

Un tableau statistique portant sur la répartition socio-professionnelle du groupe de résistants ayant obtenu le "titre de résistant" par le CNR, donne l'image suivant:

TABLEAU I:

<u>Catégories professionnelles</u>		<u>Résistants</u>	
Artisanat	40	=	2,95 %
Agriculture	82	=	6,06 %
Enseignement	43	=	3,18 %
Employés	197	=	14,57 %
Fonctionnaires	149	=	11,02 %
Gastronomie	19	=	1,40 %
Indépendants	135	=	9,98 %
Justice	7	=	0,51 %
Clergé	12	=	0,88 %
CFL	86	=	6,36 %
Ouvriers	111	=	8,21 %
Militaire (*)	175	=	12,94 %
Politique	7	=	0,51 %
Retraités	68	=	5,02 %
Sans (**)	221	=	16,34 %

(\*) : Cette catégorie regroupe les professions telles que: gendarmes, policiers, douaniers, etc., en somme toutes celles qui nécessitent un port d'armes.

(\*\*): La catégorie "sans" recouvre la majorité des résistants de sexe féminin.

Cette catégorisation pose un certain nombre de problèmes :

D'abord, elle classe sous une rubrique déterminée tous les jeunes qui à l'époque de la résistance n'avaient pas encore de profession et qui, lors de la demande d'obtention du titre de résistant, ont évidemment indiqué leur profession du moment.

(En deuxième lieu, on peut supposer que bon nombre des "retraités" de notre tableau faisaient encore partie de la vie active au cours des années 40 à 44.)

Nous nous proposons donc de construire le tableau de la répartition socio-professionnelle de sorte à éliminer les jeunes de l'époque. Nous limiterons donc notre échantillon à ceux des résistants qui, le 10 mai 1940, étaient déjà âgés de plus de 21 ans (Tableau II). Afin d'étudier ce que sont devenus les jeunes de l'époque, le tableau III ne tiendra compte que des résistants qui avaient 21 ans ou moins à cette date.

	TABLEAU II			TABLEAU III		
Artisanat	32	=	3,21 %	8	=	2,24 %
Agriculture	75	=	7,53 %	7	=	1,96 %
Enseignement	29	=	2,91 %	14	=	3,92 %
Employés	139	=	13,96 %	58	=	16,24 %
Fonctionnaires	90	=	9,04 %	59	=	16,52 %
Gastronomie	18	=	1,80 %	1	=	0,28 %
Indépendants	106	=	10,65 %	29	=	8,12 %
Justice	7	=	0,70 %	0	=	0 %
Clergé	12	=	1,20 %	0	=	0 %
CFL	65	=	6,53 %	21	=	5,88 %
Ouvriers	80	=	8,04 %	31	=	8,68 %
Militaire	87	=	8,74 %	88	=	24,64 %
Politique	6	=	0,60 %	1	=	0,28 %
Retraités	68	=	6,83 %	0	=	0 %
Sans	181	=	18,19 %	40	=	11,20 %

Le tableau III, permettant de se faire une image de l'avenir professionnelle des jeunes de la résistance, est également révélateur de l'origine socio-professionnelle de cette jeunesse. 36,68% des jeunes résistants se sont destinés vers des carrières d'enseignants, d'employés et de fonctionnaires, présupposant des études secondaires voire universitaires. Ce fait vient vérifier notre hypothèse de la forte présence de la résistance dans les milieux lycéens et normaliens.

La jeunesse ouvrière est également fortement représentée (8,68%). Parmi les ouvriers, c'étaient les jeunes qui étaient à la pointe du combat, c'étaient les jeunes ouvriers qui se montraient le plus hardis lors de la grève de 1942.

N'ayant pas trouvé d'écart significatif entre le tableau général (tableau I) et les deux tableaux II et III, nous travaillerons donc sur le tableau général.

Au sein de la "société résistante", ce sont les classes moyennes qui sont le plus fortement représentées. Les "nouvelles classes moyennes" (enseignants, fonctionnaires, employés) représentent 28,77% des résistants, les classes moyennes traditionnelles (commerçants, gastronomie, artisanat) 14,33%. Le pourcentage de 42,1 qu'elles totalisent nous paraît considérable.

Avec 8,21%, la classe ouvrière fait plutôt figure de parent pauvre. A la rigueur on pourrait en rapprocher la catégorie "CFL", vues les conditions de vie et de travail souvent semblables. On arriverait ainsi à une représentation des travailleurs de 14,57%. Si on ne considère que leur part dans la répartition socio-professionnelle, on est amené à conclure aussi à un rôle marginal de la paysannerie.

Par contre, on est frappé par la forte présence de "militaires" (phénomène sur lequel nous reviendrons plus en détail) et la quasi-inexistence de la classe politique (députés, ministres) au sein de la résistance.

On peut donc dire que le profil de la "société résistante" est façonné par la forte présence de représentants des classes moyennes et des professions militaires, ce qui jouera certainement un rôle non négligeable dans la pensée politique des mouvements de résistance.

### 1.3.2. LE PHENOMENE "MILITAIRE"

En analysant les différents tableaux de la répartition socio-professionnelle des résistants, on est frappé par la forte présence de "militaires": 12,94% (tableau I). On sait par ailleurs que dans de nombreux cas c'étaient des militaires qui ont pris l'initiative de fonder des organisations de résistance. Ainsi, Alphonse RODESCH, fondateur de la LPL, était douanier, et c'est Demy DONDELINGER (+ 12 février 1942), gendarme à Rumelange, qui fonda le groupe "Trei zur Kro'n" (Fidélité à la Couronne) qui plus tard rejoignait la section rumelangeoise du LFK.

Ces faits pourraient suggérer les questions si la caste "militaire" avait peut-être une fibre plus patriotique que les autres classes sociales, ou si le fait de prêter serment lors de l'entrée au service de l'Etat et de jurer fidélité à la couronne pouvait avoir une influence sur l'attitude de ces fonctionnaires. Quelle était, en fait, la situation de la "force publique" en 1940?(1) La compagnie des gendarmes comptait 300 hommes, tandis que celle des volontaires avait un effectif de 425. Le corps de police lui était fort de 150 hommes. Seize officiers formés

---

(1): Voir Livre d'Or de la Résistance, pp.474-489



dans les écoles militaires étrangères assumaient le commandement et la direction des troupes.

Les premières manifestations de désobéissance et de résistance parmi les membres de la force armée furent provoquées par toute une série de mesures imposées par l'envahisseur par la menace et la contrainte: salut hitlérien obligatoire, introduction de chants de guerre nazis, usage obligatoire et exclusif de la langue allemande, participation forcée à des conférences de politique et d'idéologie allemandes, participation obligatoire en rang serré à des manifestations publiques de propagande, adhésion à la VDB, etc. Au mois de novembre 1940, les nazis décidèrent d'imposer aux membres de la gendarmerie, de la police et de la troupe un stage de rééducation en Allemagne. Début février 1942, l'ensemble des membres de la gendarmerie, de la police et de la troupe, restés jusqu'alors encore en service à l'intérieur du pays, y compris les membres de la musique militaire, furent convoqués afin de signer un engagement "volontaire" et définitif dans la police allemande ainsi qu'une déclaration de fidélité et de loyauté. Rassemblés dans des bâtiments gardés par la Gestapo et la police allemandes, armés de mitraillettes, ils refusèrent en bloc la signature des documents en question et opposèrent une résistance acharnée aux promesses, menaces et violences des représentants du Gauleiter et de la Gestapo. Par la suite, un groupe de 32 gendarmes et de trois policiers fut transporté au camp de concentration de Hinzert et soumis pendant 24 heures aux épreuves de correction du régime SS.

Dans le courant de l'année 1942, une centaine de gendarmes et de policiers furent destitués de leurs fonctions et déportés en Allemagne. D'autres furent mis à la retraite anticipée. Ce qui restait de la police et de la gendarmerie fut disloqué et déporté en Allemagne.

En 1943-44, 4 agents de police, 7 gendarmes et 21 soldats luxembourgeois, déserteurs du service forcé allemand, réussirent à rallier les armées alliées ou à gagner le maquis en France ou en Belgique. Au cours des années 1940-44, 264 officiers, sous-officiers et hommes de troupe de la Force Armée luxembourgeoise durent subir les privations et les tortures des camps de concentration par suite de leur attitude patriotique et de leurs activités de résistance. On sait qu'un officier et deux commissaires de police, deux officiers, six sous-officiers de gendarmerie, huit gendarmes, 15 brigadiers et agents de police, deux officiers et 228 soldats de la troupe ont été internés dans des prisons et des camps de déportation et de concentration en Allemagne. Entre 1941 et 1945, sept membres de la gendarmerie, deux agents de police et quarante-huit sous-officiers et soldats de la troupe sont morts pour la patrie. *"De tous les corps administratifs du Grand-Duché, c'est la Force Armée qui, sans conteste, a payé le plus lourd tribut à la libération du pays"*, dit le "Livre d'Or de la Résistance".

L'expérience militaire du gendarme et du policier devait constituer un apport inestimable pour les organisations de résistance. Même si la résistance luxembourgeoise n'était pas une résistance armée, le maniement des armes était exigé dans la LVL et la LRL. Aux yeux de certaines organisations de résistance, la question des armes était d'une importance non négligeable, leur rôle consistait notamment à maintenir l'ordre et à empêcher le désordre lors de la libération.

Pol JOMÉ, chef de district de la LRL, dit à ce sujet: *"Dans notre programme figurait également la procuration d'armes pour pouvoir nous préparer au moment de la libération. Nous n'avons pu réaliser qu'en partie ce point de notre programme, mais nous avons fait de notre mieux, dans les limites de nos faibles moyens. Un jour on atten-*

*daît l'arrivéè d'armes dans une charretè de paille. Une autre fois, c'ètaît l'armée blanche qui aurait dû nous en procurer. Il existait même un plan pour en faire parachuter par la RAF. Mais tous ces projets ne furent jamais réalisés. (...) A ce qu'il paraît, les alliés n'avaient pas confiance dans nos capacités de mettre sur pied un maquis fonctionnant sérieusement, et voilà pourquoi on n'a jamais eu d'armes. Ce qui importe, c'est qu'au moment de la libération, nous étions assez bien équipés pour maintenir le calme et la sécurité du pays." (1)*

Or, ce n'était certainement pas seulement l'expérience des armes, mais surtout aussi la prédilection pour l'ordre et la discipline que les gendarmes, policiers et militaires apportaient aux organisations de résistance...

---

(1): Pol JOMÉ, D'Schaffen vun der Resistenzorganisatioun zu Hesper an Enge'gend

1.3.3. ETUDE COMPARATIVE DES BASES SOCIO-PROFESSIONNELLES  
DES TROIS ORGANISATIONS LVL, LPL et LRL

---

	<u>LVL</u>	<u>LPL</u>	<u>LRL</u>
Artisans	13 = 5,67 %	6 = 3,27 %	8 = 3,90 %
Agriculteurs	29 = 12,66 %	17 = 9,28 %	4 = 1,95 %
Enseignants	11 = 4,80 %	11 = 6,01 %	2 = 0,97 %
Employés	34 = 14,84 %	26 = 14,20 %	30 = 14,63 %
Fonctionnaires	33 = 14,41 %	27 = 14,75 %	12 = 5,85 %
Gastronomie	2 = 0,87 %	3 = 1,63 %	4 = 1,95 %
Indépendants	21 = 9,17 %	19 = 10,38 %	30 = 14,63 %
Justice	1 = 0,43 %	0 = 0 %	0 = 0 %
Clergé	1 = 0,43 %	2 = 1,09 %	0 = 0 %
CFL	14 = 6,11 %	13 = 7,10 %	24 = 11,70 %
Ouvriers	17 = 7,42 %	13 = 7,10 %	34 = 16,58 %
Militaires	32 = 13,97 %	14 = 7,65 %	17 = 8,29 %
Politique	1 = 0,43 %	0 = 0 %	0 = 0 %
Retraités	9 = 3,93 %	9 = 4,91 %	16 = 7,80 %
Sans	11 = 4,80 %	23 = 12,56 %	24 = 11,70 %
 TOTAUX:	 229	 183	 205

<u>LVL</u>		<u>LPL</u>		<u>LRL</u>	
Employés:	14,84%	Fonctionnaires:	14,75%	Ouvriers:	16,58%
Fonctionnaires:	14,14%	Employés:	14,20%	Employés:	14,63%
Militaires:	13,97%	Indépendants:	10,38%	Indépendants:	14,63%
Agriculteurs:	12,66%	Agriculteurs:	9,28%	CFL:	11,70%
Indépendants:	9,17%	Militaires:	7,65%	Militaires:	8,29%

Le tableau comporte, pour chaque organisation, les cinq catégories socio-professionnelles les plus représentées parmi les membres respectifs.

La classe ouvrière est marginalement représentée dans la LVL et la LPL, tandis qu'on constate une forte présence ouvrière au sein de la LRL. En ce qui concerne la paysannerie, l'image est inversée: fortement présente dans la LVL et la LPL, elle est pratiquement absente des rangs de la LRL. Le taux d'employés varie à peine d'une organisation à l'autre. Les fonctionnaires d'Etat sont représentés dans la même mesure dans la LVL et la LPL, mais leur groupe professionnel ne joue aucun rôle au sein de la LRL. Ce sont également la LVL et la LPL qui accueillent les enseignants organisés dans la résistance, presque pas présents dans la LRL. En ce qui concerne les professions "indépendantes", c'est la LRL qui en compte le plus, au sein de la LPL cette catégorie range également en troisième position, mais elle représente un pourcentage moins élevé, dans la LVL les "indépendants" viennent en cinquième position. Les cheminots sont deux fois plus représentés dans la LRL que dans les deux autres organisations. La classe politique est pratiquement absente des trois associations.

En somme on peut dire que la base socio-professionnelle de

la LVL se structure à peu près de la même façon que celle de la LPL; la seule différence notable consiste dans la plus forte représentation des "militaires" dont l'importance au sein de la LVL vaut presque le double de celle de la même catégorie dans la LPL.

Les structures socio-professionnelles de la LVL et de la LPL qui se dégagent ici se greffent assez bien sur l'idée que nous avons pu nous faire de leur implantation géographique. En effet, la forte présence de fonctionnaires et d'agriculteurs confirme l'implantation de ces organisations au centre et au nord du pays.

En ce qui concerne la LRL, le fait le plus important à souligner est sans doute l'importance de la présence ouvrière. Absente de la liste des cinq catégories professionnelles les plus représentées dans les cas de la LVL et de la LPL, la catégorie "ouvriers" représente le groupe le plus important en nombre au sein de la LRL. Ces ouvriers travaillent dans la grande majorité dans les usines sidérurgiques de l'ARBED au sud du pays. *"Si nous voulions détruire la LRL, nous devrions détruire les usines sidérurgiques"* - voilà ce que dit un des chefs des nazis lors d'un interrogatoire d'un résistant LRL.(1)

L'importante présence des cheminots dans la LRL est confirmée par un rapport du "SD" en date du 11 mars 1943: *"Dans le cadre de l'action d'anéantissement du mouvement de résistance luxembourgeois 'Luxemburger Roter Löwe' (LRL), 63 fonctionnaires ont pu être arrêtés, dont une majorité d'employés des CFL, qui avaient formé un groupe de résistance parmi les cheminots d'Esch et de Pétange."*(2)

---

(1): cité par Marcel ENGEL, André HOHENGARTEN, Hinzert, p.212

(2): Document CNR

#### 1.4. QUELQUES CONCLUSIONS DEGAGEES DE L'ANALYSE QUANTITATIVE

---

D'après ce qu'on a pu voir, il paraît évident que la résistance a d'abord et avant tout été l'oeuvre de la jeunesse, une jeunesse intellectuelle et ouvrière, présente dans les lycées, les écoles et les usines, et qui a trouvé l'appui d'hommes et de femmes entre les deux âges. Ainsi le peuple luxembourgeois, traditionnellement dirigé par une gérontocratie, se voit conduit et entraîné par de jeunes enthousiastes hissant le drapeau du nationalisme et du patriotisme.

En deuxième lieu, la résistance a été essentiellement mâle, l'apport féminin ayant toujours été marginal dans ses rangs. Les organisations de la résistance ont été une affaire d'hommes, les femmes n'y étaient que faiblement représentées. Une certaine misogynie les caractérisait toutes, mais elle était particulièrement flagrante au sein de la LVL, implantée au nord du pays, où, fidèle aux vieilles traditions et normes de la société paysanne, la femme a sa place au foyer et n'est pas complice de la vie des hommes ni donc initiée aux secrets des activités de la résistance. L'éducation des enfants, l'église et la cuisine, voilà les domaines des femmes, la vie professionnelle et politique reste le privilège des hommes. Dans les régions où la classe ouvrière est plus influente dans les organisations de résistance, le nombre de femmes participant à la lutte est plus élevé. Si le taux de résistance féminine est le plus élevé au sein de la LPL, c'est peut-être parce qu'elle a la structure d'âge la plus jeune des organisations étudiées.

En tant que troisième élément de conclusion nous retiendrons que la résistance a été un fait régional. Malgré certains recouvrements de leurs bases géographiques, notamment au centre du pays, les différentes organisations ont des fiefs régionaux bien précis et ne peuvent prétendre à la représentativité nationale. Nous sommes donc en présence d'un régionalisme prononcé, avec tout ce que cela implique au niveau des différences de mentalité et d'héritage culturel.

Sur le plan de la composition socio-professionnelle du mouvement de résistance, le fait le plus frappant - à part l'importance de la présence des professions à formation militaire - est sans aucun doute l'hégémonie incontestable des classes moyennes, traditionnelles et nouvelles. La classe ouvrière semble jouer un rôle plutôt marginal au sein du mouvement, vue sa faible importance numérique. Or, n'oublions pas que la faible présence ouvrière dans l'échantillon étudié ici ne permet pas nécessairement de conclure à une situation semblable au niveau de l'ensemble du mouvement de résistance effectif. Les trois organisations examinées ici ne constituent certainement pas un reflet fidèle et complet de la partie organisée ni surtout de la partie non-organisée et spontanée de tout le mouvement.

Mais déjà on ose affirmer qu'en fait il conviendrait mieux de parler des résistances du peuple luxembourgeois en se servant du pluriel plutôt que de la Résistance avec un 'R' majuscule. En effet, le phénomène est beaucoup trop complexe pour qu'on puisse ne pas parler de phénomènes. Le tableau qu'on découvre est trop différencié, la réalité sociologique trop variée, le caractère régional trop poussé pour permettre d'ignorer les différences et les contradic-



tions, les nuances et les clivages au profit d'une uniformisation et d'une simplification qui peuvent peut-être servir la mythification d'un phénomène soi-disant national et placé au-dessus de toute contradiction, notamment de toute lutte de classe, mais qui ne serviront certainement pas l'honnêteté intellectuelle et la rigueur scientifique.

2e partie:

P R O G R A M M E S E T I D E O L O G I E S  
D E S R E S I S T A N C E S

## 2.1. LA RESISTANCE DE DROITE: IDEOLOGIE ET PROGRAMMES

---

Parmi la résistance de droite, nous pouvons ranger la LPL (tendance Rodesch) et la LVL. Les deux organisations expriment leurs idées politiques dans différents programmes. Dans la première partie nous avons vu que la LVL est une organisation dont la base sociale est fortement composée de la paysannerie et que sa base géographique se situe essentiellement dans le Nord du pays (région et population très conservatrices et catholiques). La base géographique et sociale de la "LPL Rodesch" recoupe celle de la LVL. On connaît deux programmes différents de la LVL: celui du 1er août 1941 et celui du 26 septembre 1943. La "LPL Rodesch" exprime son idéologie dans son programme du 2 août 1942. Ce sera l'idéologie de ces deux organisations qui prédominera au sein de l'"UNIO'N", regroupement des organisations de résistance. Le programme de l'UNIO'N a été publié dans le premier numéro du journal du même nom sous le titre "Ce que nous voulons" (1).

### 2.1.1. LA LVL, L 'UNIO'N - LES DEFENSEURS INTRANSIGEANTS DU CATHOLICISME

---

La LVL se considère comme une véritable milice de Dieu sur terre. Les introductions de ses deux programmes invoquent la protection divine comme guide de son action: "*Nous prions Dieu de conduire notre action et de la bénir, pour le bien de notre chère patrie et de l'humanité toute entière.*" (2) Selon la LVL "*l'éducation et les lois sociales devront suivre des principes catholiques*" (3), "*la nouvelle forme de gouvernement devra se baser sur des prémisses catholiques-sociaux*" (4). Si la "liberté de réli-

---

(1): "D'UNION" No 1, année 1, 10.10.1944

(2): Programme LVL 1er août 1941, 26 septembre 1943

(3): id., art.2 du 1er chapitre "Buts"

(4): id., art.3 du 7e chapitre

gion" est acceptée du bout des lèvres - "La religion catholique devra être religion d'Etat" (1).

Donc dans la conception de la LVL, tous les domaines de la vie sont christianisés, y compris l'Etat, et si elle affirme qu'elle vise "l'exclusion de la religion de la politique des partis" (2), cela ne veut plus dire grand-chose, et ce contrepoids laïque n'est certainement pas assez fort pour contrecarrer sa conception totalitaire qui vise à christianiser la société dans sa totalité.

En 1944, l'UNION reprend à la lettre les conceptions de la LVL: "Liberté religieuse, mais reconnaissance de la religion catholique comme religion d'Etat. Reconnaissance de tous les droits de l'Eglise." (3)

#### 2.1.2. LA LVL - UNE ORGANISATION DE RESISTANCE ANTISEMITE

---

La LVL, organisation de résistance en lutte contre l'occupant nazi, connu pour son antisémitisme, se réclame elle-même de l'antisémitisme: La "liquidation de toutes les entreprises juives" (4) est inscrite dans le programme de la LVL après la libération. Voilà un bel exemple de la tolérance religieuse des "légionnaires". Le "lion rouge" luxembourgeois, profondément catholique, ne tolère donc point de juifs dans la communauté luxembourgeoise d'après-guerre! Mais qu'en est-il de cet antisémitisme dans les années trente? Henri Koch Kent dit à ce sujet: "A propos du fascisme, il y a lieu de citer un groupe de collégiens luxembourgeois, contaminés à la fois par le national-socialisme, le rexisme belge et l'austrofascisme. (...) Pour protester contre l'hospitalité accordée aux réfugiés juifs, ces fascistes en herbe n'hésitaient pas à écrire: 'Combien de temps encore le Luxembourg servira-t-il de pou-belle à Hitler?'" (5).

---

(1): Programme LVL, chap.7, art.7

(2): id.

(3): D'UNION No 1

(4): Programme LVL

(5): Henri KOCH KENT, Vu et entendu, p.196

L'antisémitisme de la LVL reprend la propagande antisémite dont la première manifestation publique au Luxembourg fut l'apposition d'une pancarte "Judenfreies Lokal" par un propriétaire de café fin 1933. Les entreprises juives - si mal vues par les miliciens du Christ - furent l'objet d'inscriptions en 1939.(1)

Le lion rouge, symbole de l'indépendance luxembourgeoise fut à son tour mêlé à l'antisémitisme. Des inscriptions telles que "Les juifs dehors - lion rouge" figuraient à côté de l'entrée principale de l'Athénée à Luxembourg et se dirigeaient contre le professeur Rosenstiel, l'unique juif du corps enseignant luxembourgeois. (2)

Cette agitation anti-juive était le fait de quelques élèves de l'Athénée qui étaient sous l'influence du professeur antisémite KRATZENBERG. Accusé d'antisémitisme en 1938, il se fit défendre dans son procès par le député cléricale Fernand LOESCH, beau-frère de BECH et actuellement encore président du Conseil National de la Résistance (!). Henri KOCH KENT dit que LOESCH *"plaida avec passion la cause de Kratzenberg"* (3).

### 2.1.3. LVL, LPL, UNIO'N - DES ORGANISATIONS DE RESISTANCE CORPORATISTES ET ELITAIRES

---

Si, en 1944, l'UNION revendique *"un parlement qui au lieu d'être composé de partis est élu par des corps professionnels"*(4), elle ne fait que reprendre des conceptions qui ont été élaborées beaucoup plus tôt par la LVL et la LPL-Rodesch.

Déjà en 1942, la LPL-Rodesch revendique ouvertement un régime corporatiste: *"Le peuple luxembourgeois tient toujours à*

---

(1): Henri KOCH KENT, Vu et entendu, p.254

(2): id.,p.256

(3): id.,p.257

(4): "d'UNION" No 1

*l'idéal démocratique. Mais il a fait l'expérience que cet idéal, particulièrement dans un petit pays comme le Luxembourg, ne peut être atteint par le biais de la politique des partis, de la politique politicienne. Une chambre où ne seraient pas représentés des partis, mais les différents corps du pays, du peuple, serait pour notre petit pays l'idéal démocratique.(...) Une telle chambre excluerait les querelles politiques et ne pourrait, de par sa composition, faire qu'un travail pratique. Pour réaliser cette réforme l'on devrait dissoudre par décret la Chambre et le Conseil d'Etat et nommer une commission d'études qui comprendrait des représentants de tous les corps, et qui devrait étudier la nouvelle organisation avec le nouveau mode d'élection." (1)*

La LVL ne se prononce pas tout de suite et ouvertement pour le corporatisme. Dans son programme de 1941, elle ne parle que de la nécessité de renforcer les pouvoirs et les droits du souverain légitime et dit que *"la lutte malencontreuse des partis et leurs querelles (doivent être) étouffées"*(2). Elle n'exclut l'activité des partis que pendant le temps que durera l'élaboration d'une nouvelle constitution. Ce n'est que dans son programme de 1943 qu'elle franchit le pas pour revendiquer ouvertement: *"En tant que forme d'Etat une monarchie démocratique avec un Conseil d'Etat sous la présidence du monarque, avec un gouvernement nommé par le monarque, avec un parlement qui - au lieu d'être composé de partis - est issu des corporations"* (3). Ou encore: *"Notre nouvel Etat devra connaître un régime monarchique démocratique. La vieille querelle malencontreuse des partis doit être étouffée et le peuple sera soudé dans un grand bloc national. Un Etat du peuple sur base corporatiste."* (4)

Qui sont les agents de cette théorie au sein de la LVL? Nous avons déjà dit que la LVL est une organisation qui a son fief dans les terres profondément catholiques du Grand-Duché. L'instance dirigeante de cette organisation comprend sur six membres trois membres des scouts catho-

---

(1): A.RODESCH, Quatre années de lutte (pas de pagination)

(2): Programme LVL, chap.1er, art.2

(3): Programme LVL 1943

(4): id.

liques luxembourgeois. Est-ce sous leur impulsion que le corporatisme, idéologie catholique qui se fonde sur les écrits des pères de l'Eglise, fait irruption dans les statuts de la LVL? Il est vrai que le mouvement scout n'était pas étranger aux idées autoritaires dans les années trente. Ainsi le mouvement scout catholique avait participé activement à la campagne en faveur de la loi muselière. Henri KOCH KENT dit que *"L'évêque Joseph Philippe avait mobilisé non seulement le clergé, mais aussi les organisations catholiques, surtout les 'Jünglingsvereine' (organisations de jeunes), les syndicats chrétiens et le MOUVEMENT SCOUT (souligné par l'auteur)"*(1).

L'instauration du corporatisme ne sera pas laissée au hasard. Si la LVL a un programme d'après-guerre, elle a aussi ses idées sur le rôle qu'elle voudra jouer après la guerre. Déjà en 1941, l'on se prépare au rôle que devra jouer la LVL après la libération: *"La LVL poursuit le but - après la libération, lors du bouleversement - de prendre le pouvoir public dans les mains et de préserver notre patrie luxembourgeoise de la révolution et du chaos, pour que le nouvel Etat puisse être construit dans la paix et dans l'ordre."* (2)

En tant que traditionalistes, les dirigeants de la LVL sont préoccupés par tout ce qui touche à l'ordre, et ils essaient d'étouffer toute tentative de révolution ... venant de gauche. Si dans une interview réalisée avec l'auteur, Monsieur Aloyse RATHS, un des fondateurs de la LL et un des chefs de la LVL, se défend que la LVL ait voulu conquérir le pouvoir, ses antagonistes d'autrefois sont d'un avis différent: Un texte émanant de la "Sicherheitspolizei" et du "SD" dit à ce sujet: *"Après la débacle allemande tant souhaitée et la libération du Luxembourg y faisant suite, la LVL voulait conquérir le pouvoir. Un nouvel Etat devait naître en tant que monarchie démocratique et sur une base catholique-sociale!"*(3)

---

(1): Henri KOCH KENT, Vu et entendu, p.56

(2): Programme LVL 1941, Chap.1, art.1

(3): Einsatzkommando der Sicherheitspolizei und des SD in Luxemburg, 26.10.1943, document CNR

Ce texte mentionne également que les statuts de la LVL donnent ordre aux militants de se procurer des armes et des munitions, de les cacher en lieu sûr et de ne les porter qu'après le renversement. En outre, ce texte mentionne aussi l'uniforme des légionnaires pour souligner encore plus le caractère militaire de cette organisation. Comme uniforme étaient prévus pour chaque membre un béret basque, une chemise kaki avec cravatte ainsi qu'une culotte et des bottes. Si, en 1941, le "*premier but est d'occuper les postes vitaux au moment propice et de veiller à ce que l'ordre règne*" (1), la version de 1943 est plus modérée, puisqu'elle perçoit déjà un autre compétiteur: "*Le premier but est , après le renversement, d'occuper , avec l'accord des troupes d'occupation, tous les postes et endroits vitaux, et de veiller à ce que l'ordre et la paix règnent.*" (2)

La LVL se défend de vouloir faire un putsch. "*Vu nos statuts nous intervenons dans la vie politique. Nous ne visons pas à faire un putsch, mais nous réclamons de faire usage de notre droit d'aider à la reconstruction de notre Luxembourg nouveau.*"(3) Aussi, la LVL se croit-elle assez forte pour se définir en tant que partenaire de discussion avec le gouvernement d'exil: "*Nous exigeons des négociations avec le souverain légitime et avec le gouvernement en exil au sujet du remaniement de notre gouvernement sur la base de notre programme, ainsi qu'au sujet de l'élaboration d'une nouvelle constitution et d'une nouvelle forme de gouvernement selon des principes chrétiens-sociaux.*"(4) Voilà donc un interlocuteur qui ne cache pas son jeu et qui affiche dès le début des négociations son intention d'imposer aux partis de la coalition gouvernementale (Parti de Droite et Socialistes) de renoncer dorénavant à leur rôle en tant que partis politiques.

Dès 1941, la LVL était préoccupée par l'avenir. Le conseil de légion, instance dirigeante de la LVL, prévoyait à

---

(1): Programme LVL 1941, chap.7, art.41, No 1

(2): Programme LVL 1943, chap. programme après renversement, art.46

(3): id., art. 49

(4): id., art. 50, No 1



côté du chef proprement dit "le chef de l'enseignement, le chef de l'éducation des jeunes, le chef de la milice et du service de renseignement, le chef politique (il traite des formes futures de l'Etat, de la langue, des lois pour les étrangers, du rapport entre l'Eglise et l'Etat)"(1). - Entretemps, le gouvernement en exil avait d'autres projets pour l'avenir. Ainsi

KRIER, socialiste, Ministre du Travail, impressionné par l'attrait de la législation sociale anglaise, influencera par exemple le programme socialiste d'après-guerre. Mais d'ores et déjà, ce gouvernement ne jouit pas d'une grande popularité auprès de la LVL. La LVL, qui a la prétention de représenter l'élite nouvelle du peuple luxembourgeois, se croit prédestinée à décider des formes futures de l'Etat. "Après la reconstruction, la LVL restera comme élite nationale, appui pour le souverain et garant de la sécurité, de l'ordre et du progrès" (2).

La LVL a la prétention d'être la conscience du peuple tout entier. Ce crédo, elle le reprendra au sein de l'UNION, où ses idées politiques, son idéologie règnent sans partage. L'ancienne élite a démerité, elle doit céder la place aux "hommes nouveaux", seuls garants "de la sécurité, de l'ordre et du progrès". Les reproches que la LVL adresse à l'ancienne élite sont partagés par beaucoup de résistants, qu'ils soient de droite ou de gauche. Les fautes commises par l'ancienne élite lui servent de tremplin à sa conquête du pouvoir. La grève contre l'occupant nazi lui sert d'exemple pour faire passer son message corporatiste qui veut souder le peuple au sein d'un grand bloc national, indépendamment des clivages et des intérêts de classes.

"Le gros de l'élite a manqué à son devoir en 1940. Notre élite n'en était pas une. Elle a délaissé le peuple pour sauvegarder sa commo-

---

(1): Programme LVL 1941, chap.5, art.19

(2): Programme LVL 1943, chap.1, art.4

*dité. Notre élite était pourrie.*" (1) Voilà la même argumentation que celle dont s'est servi le droitier Alphonse RODESCH en 1942 pour légitimer sa conception de l'Etat corporatiste.

Cette élite comprend le gouvernement en exil, la commission du Gouvernement composée de cinq membres nommés par le parlement immédiatement après l'occupation allemande, le Conseil d'Etat, la Chambre des Députés, les chefs de la justice, les grands chefs des grandes administrations: contributions, postes, assurances sociales. On reproche au gouvernement d'avoir quitté le pays sans avoir donné de directives sur la façon de gérer les intérêts politiques du pays et de ne pas avoir daigné prendre position ni au début de son exil, ni durant les quatre années suivantes, soit par messenger, soit par radio, au sujet d'une question aussi importante que l'adhésion à la VDB.

A l'élite restée au pays, on fait le reproche de son silence et de sa soumission au mouvement de la VDB. Les attaques contre l'élite vont être scandées dès le premier jour de la parution du journal "D'UNION". Elles serviront d'arguments à l'idéologie corporatiste. Toute faute commise par un parti politique, chaque faux pas d'un quelconque haut fonctionnaire servent de preuves pour consolider la théorie de la nécessité de l'abolition des partis politiques qui ne serviraient qu'à diviser. Pendant la guerre le peuple aurait pu venir à bout de cette scission. Mais la réapparition des partis sur la scène politique risquerait de faire voler en éclats l'équilibre et l'harmonie atteints.

On est frappé par le fait que les nazis avaient recours à la même argumentation, lorsqu'ils abolirent les partis au Grand-Duché. Ainsi, leur affiche en date du 23 août,

---

(1): D'UNION, No 108, année 2, 31.8.45, art. "La grève générale"

annonçant la fin du régime des partis, disait: "Aux hommes et femmes luxembourgeois! A la jeunesse luxembourgeoise! L'ère de la démocratie touche à sa fin. Le parlementarisme est en train de sombrer. (...) Le Luxembourg n'est pas un monde à part. Ici aussi le glas a sonné pour les partis. Ils sont devenus superflus. Ils représentent un obstacle pour le progrès. Leur future existence menacerait le bien-être du Luxembourg. La querelle des partis sera remplacée dorénavant par l'idée de la communauté populaire de toutes les couches sociales. Des commissaires mis en place par moi (...) veilleront à ce que la haine de classe et les querelles de partis ne lèveront plus jamais leur tête. Luxembourgeois de toutes les corporations, avec l'extinction du système des partis, un chapitre de votre patrie touche à sa fin. Ce passé est mort et ne doit jamais ressusciter. Une nouvelle ère commence. Sur sa bannière est écrit le mot d'ordre: 'Ouvriers de tous les Etats, unissez-vous!' - Luxembourg, le 23 août 1940- le chef du gouvernement civil - Gustav Simon - Gauleiter" (1).

Les nazis ne doutaient certainement pas que ce seraient les "légionnaires" de la LVL et les "unionistes" qui se chargeraient de ne pas faire ressusciter le passé du régime des partis politiques. Encore en 1945, l'UNION écrit: "Pourquoi cette malheureuse lutte de classes relève-t-elle de nouveau sa tête? Pourquoi faut-il que les différents entre paysans, ouvriers et employés (...), la dispute et la haine de classe soient semés et cultivés de façon artificielle?" (2).

- Phénomène d'acculturation entre l'idéologie nazie d'un côté et la pensée des résistants de l'autre? On aurait presque tendance à y croire, en lisant l'UNION qui par exemple n'hésite pas à définir l'ouvrier de la même façon que les fascistes: "Ouvrier au sens profond du terme est - selon nous - tout homme qui gagne son pain d'une manière honnête par un travail positif, que ce soit par la pelle ou par la plume, par la

---

(1): Paul SPANG, Von der Zauberflöte zum Standgericht, Naziplakate in Luxemburg 1940-44, p.77

(2): D'UNION, No 41, avril 45, art.: "Réflexions"

herse ou derrière le comptoir d'un magasin ou même sur une chaise gouvernementale. Non-ouvriers et par cela associés sont par contre tous les éléments qui gagnent leur vie aux dépens d'autrui, sans travailler ou alors par un travail négatif, par escroquerie plus ou moins camouflée." (1) Nous voilà tout près de la définition fasciste du "Arbeiter der Stirn und der Faust" - on retrouve la même idée de communauté populaire, la même notion morale sans aucune approche économique de la définition du travailleur.

La classe ouvrière semble poser un problème aux corporatistes. Ainsi, dans un article du journal UNION au sujet des ouvriers ("La substance de la corporation des ouvriers est bonne" - "De Stack vun der Arbechterschaft ass gudd") on peut lire: "Pour l'ouvrier fidèle et honnête il y a une place dans la maison appelée Luxembourg." Or, dans le même article, on trouve également l'avertissement suivant: "Elle (la classe ouvrière) doit se libérer de ce qui nous a nui dans le passé: la lutte des classes et la lutte politique." (2) On ne pardonne pas l'esprit de lutte de classe à la classe ouvrière. On souhaite une organisation ouvrière luxembourgeoise qui fasse son chemin sans regarder ni à droite ni à gauche, et qui lutte pour les intérêts de l'ouvrier en s'inspirant des grands principes de la cohabitation dans les pays démocratiques: la solidarité et le patriotisme.

Corporatisme et patriotisme, voilà les thèmes dominants de l'idéologie unioniste, et si la classe ouvrière au Luxembourg fait obstacle à l'idéologie corporatiste, c'est en partie parce qu'elle n'est pas à cent pour-cent de nationalité luxembourgeoise. C'est le caractère cosmopolite des ouvriers qui n'arrange pas les nationalistes. L'article "L'âme luxembourgeoise", décrivant la mentalité de l'habitant du nord, de l'est et du sud du pays, fait sentir le malaise de l'auteur lorsqu'il dit: "Dans le bassin mi-

---

(1): D'Unio'n, 2e année, No 46, 26 avril 1945, art.: Main dans la main pour la patrie

(2): D'Unio'n, No 51, 31 octobre 1944

*nier, dans le sud-ouest du pays qui touche à la France pullule une population originaire de tous les coins de l'Europe." (1)*

Si l'on ne peut pas nier un certain phénomène d'acculturation avec les idées nazies, il ne faut pas oublier cependant que l'idéologie corporatiste au Luxembourg a eu des racines antérieures au 10 mai 1940. Depuis les années trente, le terrain avait été préparé par les adeptes de l'austrofascisme tels que le rédacteur du "Luxemburger Wort" Jean-Baptiste ESCH qui, passionné par les événements autrichiens, développait en long et en large une théorie corporatiste à la sauce luxembourgeoise. Sans prêter attention aux écrits de cet adversaire farouche du socialisme et du communisme, des libres penseurs et des francs maçons, antisémite déclaré et défenseur infatigable de l'hégémonie du christianisme, il serait difficile de comprendre l'idéologie d'une grande partie de la résistance luxembourgeoise.

#### 2.1.4. LES ORIGINES IDEOLOGIQUES DU CORPORATISME AU LUXEMBOURG - L'INFLUENCE DE JEAN-BAPTISTE ESCH

---

Citons un exemple des nombreuses attaques lancées par J.B. ESCH à l'égard des adversaires de la droite traditionaliste, la social-démocratie, la franc-maçonnerie et le judaïsme: *"Ce n'est que maintenant qu'on connaît la pression à laquelle l'Autriche catholique a été exposée depuis la fin de la guerre, en premier lieu de la part de la social-démocratie. Les événements sanglants ont fait la lumière sur les relations qui existent entre le socialisme et la loge et d'autres associations internationales semblables, notamment le judaïsme, ainsi que sur les véritables intentions finales des socialistes visant à la déchristianisation systématique de l'Autriche. Les dirigeants de cette associations internationale savent très bien ce que signifie l'existence d'un Etat autonome et chrétien au sud-est de l'Europe centrale - ceci d'autant*

---

(1): D'UNIO'N, No 3/4, année 1, 1944

*plus depuis que l'Allemagne et l'Italie ont déclaré la guerre à ce genre d'associations internationales. Ce n'est que le 'Quadagesimo Anno' qui a uni les forces catholiques en Autriche en une action commune."*(1)

En ce qui concerne la question syndicale, l'UNION revendique un syndicat neutre abjurant la lutte de classes. Là aussi, c'est J-B. ESCH qui avait préparé le terrain idéologique. Quant aux intentions de la droite concernant les syndicats, il écrit en 1934: "*Comme partout, on rencontre aussi en Autriche les plus grandes difficultés pour instaurer le corporatisme dans le domaine industriel. La raison en est simple. Aucune profession n'est aussi divisée en classes et antagonismes que cette dernière. Nulle part ailleurs employeurs et employés se confrontent d'une manière aussi radicale. Vient s'y ajouter le fait que les ouvriers ne sont pas organisés dans un syndicat unique. (...) Le syndicat socialiste cherche consciemment la lutte des classes et détruit ainsi toute possibilité d'union avec les organisations chrétiennes, pour ne pas parler de l'union avec les employeurs. On a raison d'affirmer qu'une telle attitude représente une barrière infranchissable pour un ordre corporatiste."*(2) ESCH ne dit pas comment, à son avis, il faudrait résoudre cette contradiction. Par contre, il invoque le rôle joué par le mouvement socialiste: "*Le socialisme s'est chargé de cette tâche pénible par l'insurrection: par cela il s'est lui-même illégalisé, et la situation fut clarifiée. Parti et syndicat furent interdits, et le chemin vers un ordre corporatiste fut libre."*(2) Voilà ce que visent la LVL et la LPL-Rodesch dans leurs programmes d'après-guerre, comme nous avons eu l'occasion de le voir dans le chapitre précédent. Et J-B.ESCH de préciser encore: "*Tous les syndicats, y compris les chrétiens, seront dissous et remplacés par un syndicat unique, regroupant des syndicats ouvriers territoriaux qui seront conduits d'une façon autoritaire et apolitique. Les syndicats chrétiens ont dorés et déjà donné leur accord à condition que l'organisation à créer ait un caractère chrétien, pa-*

---

(1): L'Autriche catholique revit, in: "L.W.", 6.3.1934

(2): Le syndicat unique, in: "L.W." 8.3.1934

*triotique et social."* (1) Et ESCH fait semblant de respecter l'esprit de la Quadagesimo Anno qui refuse tout recours à la violence: "*Cette organisation professionnelle n'est pas une organisation de contrainte. Elle doit, si possible, comprendre l'ensemble des membres des syndicats précédents, s'ils sont prêts à se regrouper sur une base patriotique, libre de toute lutte de classes.*" (1) Dans la conception syndicale de l'UNION, on retrouve exactement la même hantise de la lutte des classes et de la classe ouvrière, la même exaspération du patriotisme, la même recherche de l'hégémonie du christianisme...

Si la LVL et la LPL-Rodesch visent un changement fondamental dans les structures de l'Etat, là aussi, elles s'inspirent des idées d'un J-B.ESCH: "*La vieille et pourrie charpente de cette construction étatique qui chancelle et s'écroule ne pourra pas être sauvée par aucune réforme, et dans la future reconstruction de l'Autriche aucune poutre vermoulue ne trouvera utilisation.*" (2) Dans le même article, intitulé "Le grand nettoyage autrichien", on ressent nettement la philosophie de la droite autoritaire: "*Avec le monde des idées du siècle des soi-disantes 'lumières' et de la révolution française, duquel toute l'Europe a commencé à sortir et avec lequel l'Autriche est résolue à opérer une rupture vigoureuse - selon les dires et les actes de ses dirigeants -, s'écroulent également les idées produites par ce monde des idées.*" (2) Ce nettoyage autrichien servira de modèle au grand nettoyage prévu par le gouvernement BECH au Luxembourg en 1937 et empêché par les forces de gauche et démocratiques. Mais l'idée d'un grand nettoyage ne cesse pas d'exister pour autant. Elle hiverne jusqu'en 1940, pour regagner en vigueur dans le vide politique des années 40-45 et éclater à la lumière du jour dès la libération, quand LVL et LPL-Rodesch croient le moment venu, spéculant sur le discrédit du gouvernement en exil.

---

(1): J-B.ESCH, Le syndicat unique, Luxemburger Wort, 8.3.1934

(2): J-B.ESCH, Le grand nettoyage autrichien, Luxemburger Wort, 15.1.1934

J-B.ESCH ne se contente pas de rester sur le plan de la théorie. Il est tellement passionné par ses idées importées d'Autriche qu'il essaie de les adapter à la situation luxembourgeoise dans une multitude d'articles traitant de questions concrètes de la politique au Luxembourg. Un régime politique sans partis le passionne. Selon lui, l'Autriche tente d'édifier un Etat sans partis, c-à-d que *"la division politique et le déchirement du peuple ont été dépassés, et cela non pas par le biais de la violence, mais par la conquête intérieure sur la base de l'idéologie chrétienne. Evidemment cela n'a été possible que parce que l'Etat s'est placé lui-même sur une base confessionnelle chrétienne. Le vieux concept de l'Etat aréligieux a été abandonné (...). L'Etat et l'Eglise collaborent à la propagation des idées chrétiennes et la pratique d'une éducation dans un esprit chrétien."* (1) Le même article expose la nécessité de christianiser tous les domaines de la vie de la société: la famille, les communes, l'Etat, mais aussi les corps professionnels, l'économie et la politique.

De tous ses écrits, c'est peut-être l'article "Voulons-nous l'Etat corporatiste?" qui exprime de la façon la plus nette l'anti-parlementarisme de ESCH, bien qu'il ait écrit l'article en question dans l'intention de se défendre contre le reproche d'être l'adepte d'un Etat corporatiste. *"L'ordre corporatiste veut ramener la société, divisée en classes et en partis (...), sur sa base naturelle, c-à-d sur une base d'états ou de corporations. L'ordre corporatiste n'a rien à faire avec l'Etat ou la politique."* (2) ESCH refuse de donner un jugement quelconque sur la valeur d'un Etat corporatiste, et enchaîne en parlant des efforts de réforme et des tentatives d'abolition du parlementarisme en Belgique et en France, parlementarisme ayant échoué *"pour les raisons si souvent invoquées ici"*(2). Il poursuit par une discussion sur différentes possibilités d'en terminer avec

---

(1): J-B.ESCH, L'Autriche sans partis, Luxemburger Wort, 3.3.1934

(2): J-B.ESCH, Voulons-nous l'Etat corporatiste?, L.W., 19.4.1934



le parlementarisme: "Les uns abolissent le parlement et le remplacent par une dictature. D'autres le laissent subsister, mais renforcent l'autorité du gouvernement et réduisent les pouvoirs du parlement. La question fondamentale est celle de la composition du parlement: se fera-t-elle par suffrage universelle, par des nominations par le gouvernement, par des délégations d'autres organisations ou par une combinaison de ces différentes méthodes. A l'exception des partis d'extrême-gauche, il est communément admis que le suffrage universel et absolu sous sa forme actuelle n'exprime en rien les capacités du peuple et du parlement et que les députés sont trop dépendants de leurs électeurs." (1) ESCH rapporte ensuite qu'en Belgique, les catholiques revendiquent le renforcement du pouvoir du gouvernement ainsi qu'une réorganisation du droit de vote, de sorte que chaque famille ait autant de voix que de membres plus une voix supplémentaire si le chef de famille a plus de quarante ans. En outre, ils revendiquent la cooptation de délégués des organisations professionnelles parmi les députés élus. "En plus (...) l'on propose l'introduction de l'Etat corporatiste en tant qu'amélioration du parlementarisme. (...) Différents modèles sont possibles: composer le parlement législatif par des représentants des corporations, par des délégations, par élection." (1) Il finit par trahir ses convictions: "Chez nous aussi, l'on trouve parmi ceux qui se sont penchés sur le problème des gens qui suivent l'évolution à l'étranger et qui proposent l'Etat corporatiste. Et il y a certainement des avantages, et ne seraient-ce que la garantie de plus grandes compétences, une plus grande autonomie des députés et une limitation de la démagogie et du fractionnisme." (1)

ESCH suivait aussi avec sympathie le mouvement rexiste de L.DEGRELLE et Pol de MONT "qui visait également à un renouveau chrétien de la société et des structures de l'Etat. Ainsi s'était formée autour de J-B.ESCH une sorte de société rexiste luxembourgeoise, regroupant des jeunes gens de toutes les professions, mais surtout des intellectuels, qui discutaient d'idées et de réformes de caractère radical." (2)

---

(1): J-B.ESCH, Voulons-nous l'Etat corporatiste?, L.W., 19.4.34

(2): Nicolas MARGUE, J-B.ESCH: Das gedankliche Fundament seiner Aktion, in: J-B.ESCH: In memoriam et in resurrectionem p.87

Dans son désir de christianiser tous les domaines de la vie, ESCH s'en tenait aux encycliques de Pie XI, notamment "Urbi arcano" sur l'action catholique et "Quadragesimo anno" sur la question sociale. Il remonte même à "Immortale Dei", encyclique de 1885 de Léon XIII sur l'origine du pouvoir d'Etat, encyclique qu'il commémore en 1935 à l'occasion du cinquantième de sa sortie. Cette encyclique préconise que toute autorité est de source divine, y compris l'autorité de l'Etat, ce qui conduit à deux thèses: Premièrement, l'Etat a des devoirs religieux à l'égard des individus et à l'égard de Dieu, il sera donc de son devoir de soutenir l'Eglise. Deuxièmement: En contrepartie, l'Eglise soutient l'Etat par son autorité morale et en luttant contre tout système de pensée autre que le christianisme. "Immortale Dei" fut publié au cours d'une époque de haute conjoncture du libéralisme et se dirigeait particulièrement contre celui-ci. Le libéralisme menace de prolétarianisation les classes moyennes et la petite et moyenne paysannerie, couches que l'ordre corporatiste compte protéger contre les menaces du système du capitalisme libéral: "Les membres de la classe moyenne commerciale et artisanale doivent être maintenus en tant qu'existences indépendantes. (...) Les apprentis, ainsi que les maîtres ou commerçants ruinés ne doivent pas être prolétariés". (1)

Parmi toutes les corporations, ESCH "s'intéresse le plus à la paysannerie. Il est lui-même le fils d'un petit paysan et originaire de l'Oesling." (1) Il ne voit aucune difficulté pour implanter le corporatisme dans la paysannerie. "Dans tous les pays qui s'occupent de l'introduction de l'ordre corporatiste, c'est l'agriculture qui est la plus avancée dans cette voie. Les raisons de ce phénomène sont évidentes. A l'encontre de l'industrie et de l'artisanat, l'agriculture n'est pas divisée en classes. A la campagne, les salariés représentent une minorité, et leurs relations avec les employeurs sont déterminées d'une façon différente par

---

(1): N.MARGUE, J-B.ESCH: Das gedankliche Fundament seiner Aktion, in: J-B.Esch: In memoriam et in resurrectionem, p.97

*leur mode de vie et leurs relations. Il y a un plus grand esprit de collectivité et de solidarité. Il est possible que chez nous aussi ce sera l'agriculture qui constituera la première corporation."* (1)

Les classes moyennes et la paysannerie, couches vivant dans la hantise de la prolétarisation et du communisme, sont également les troupes de choc, la base sociale du mouvement rexiste et austrofasciste. Le corporatisme clérical se heurte à l'anti-cléricalisme et à l'annexionisme des nazis. Mais certaines similitudes ne peuvent pas être ignorées.

Quand les nazis interdisent les partis politiques au Grand-Duché, leur argumentation reprend à la lettre celle des "légionnaires" de la LVL et des "Klöppelmänner" de la LPL-Rodesch. Voilà un des exemples d'approche similaire d'un problème que nous avons rencontrés dans les premiers chapitres de la deuxième partie...

L'historiographie de la résistance au Grand-Duché n'a vu jusqu'à ces jours que la contradiction principale opposant les patriotes luxembourgeois aux Allemands et aux collabos. Cette façon bornée de voir les choses facilite la tâche à ceux qui, pour une raison ou une autre, essaient de faire oublier leurs antécédents droitiers et leur attitude au cours des années trente où ils étaient peut-être austrofascistes, rexistes ou même favorables au régime nazi.

L'influence de ESCH qui fut pendant huit ans rédacteur au "Luxemburger Wort", journal le plus important au Grand-Duché et touchant à l'époque aisément deux cent mille lecteurs, a certainement été de taille dans l'idéologie des différentes organisations de résistants. En analysant de plus près ses écrits et les programmes de la LVL et

---

(1): J.-B. ESCH, L'ordre corporatiste dans l'agriculture, L.W., 10.1.34

et de la LPL-Rodesch, on ne peut pas éviter la question si la contradiction principale qui régit la vie politique et sociale des années 40-44 ne masque pas un aspect d'une importance primordiale, et si, en réalité, la lutte entre la LVL et l'occupant nazi ne porte pas les mêmes caractéristiques que celle qui opposa dix ans plus tôt les austrofascistes aux nationaux-socialistes autrichiens et allemands. Ne serait-ce donc qu'une lutte pour le pouvoir entre deux conceptions d'extrême-droite, dont l'une a l'avantage de pouvoir revendiquer pour elle sa "légitimité nationale"...

## 2.2. LA RESISTANCE DU PARTI COMMUNISTE LUXEMBOURGEOIS: PENSEE POLITIQUE ET PROGRAMME

---

L'objet de cette analyse sera de voir comment les positions du Parti Communiste Luxembourgeois (PCL) varient au gré des circonstances et des événements extérieurs et intérieurs.

### 2.2.1. GUERRE IMPERIALISTE ET LUTTE ACHARNEE CONTRE LA SOCIAL-DEMOCRATIE

---

Lors du déclenchement de la deuxième guerre mondiale, le PCL écrit dans son organe central "Volksstimme" ("Voix du peuple"): *"Cette guerre-là, la classe ouvrière ne pourra pas la soutenir. Les communistes ont toujours lutté contre une telle guerre. (...) Maintenant, les impérialistes anglais et français sont passés à l'attaque et ont envoyé leurs troupes contre l'Allemagne."* (1) Le poids du pacte germano-soviétique semble peser sur ces phrases qui ne se limitent pas à mettre "les impérialistes anglais et français" sur un pied d'égalité avec les nazis, mais qui ont nettement tendance à rejeter sur eux la responsabilité d'une guerre "impérialiste" à l'instar de celle de 1918 - donc une guerre dans laquelle la classe ouvrière n'a pas à choisir son camp, dans laquelle il n'y a pas de camp "juste".

Le PCL n'opère pas de différenciation entre démocratie bourgeoise et fascisme. Son gauchisme, son suivisme à l'égard de Moscou lui font oublier les théories de Dimitrov qui conseillent de ne pas mettre sur un même plan démocratie bourgeoise et fascisme. Il continue ce qu'on appelle la "politique du social-fascisme", suivant ainsi

---

(1): Volksstimme, 18.11.1939

l'exemple du Parti Communiste Allemand des années vingt, avec qui le PCL entretient d'ailleurs de très étroites relations.

Prenons le Parti Communiste Allemand comme témoin: *"Dès que la lutte pour l'instauration de la dictature du prolétariat est à l'ordre du jour, il faut considérer toutes les forces qui en sont adversaires comme un bloc de la bourgeoisie. La social-démocratie, en soutenant que le danger fasciste exige un bloc de la classe ouvrière avec la fraction démocratique de la bourgeoisie, constitue le principal obstacle au passage des larges masses ouvrières sur une position révolutionnaire.*

*Le combat contre la social-démocratie pour arracher les ouvriers socialistes à son influence et organiser, sous la direction du Parti Communiste le front unique des travailleurs communistes et socialistes, est donc la condition préalable d'une victoire sur la bourgeoisie et le fascisme." (1)*

Le Parti Communiste fait donc fi de la tactique du front unique prolétarien, choisie par les communistes français. C'est cette tactique que le VIIe Congrès Mondial (25 juillet - 27 août 1935) se consacre à étudier et à adopter.

DIMITROV dit à ce sujet: *"C'est le mérite du Parti Communiste et du prolétariat français d'avoir, par la pratique de leur lutte dans le front unique prolétarien contre le fascisme, aidé à préparer les décisions de notre congrès dont l'importance est si énorme pour les ouvriers de tous les pays."*

Même après le 10 mai 1940, jour de l'invasion des troupes allemandes au Grand-Duché, le PCL continue à défendre la même position intransigeante, allant à l'encontre des conseils de Dimitrov. Nous avons pu trouver deux documents édités par le P.C. luxembourgeois avant l'invasion de

---

(1): Annie KRIEGEL, Les internationales ouvrières, p.99

(2): cité par A.KRIEGEL, Les internationales ouvrières, p. 106

l'URSS par les troupes allemandes: la brochure "Der Zusammenbruch Frankreichs" (L'écroulement de la France) et un numéro du journal clandestin "Die Wahrheit" (La vérité).

La brochure "Der Zusammenbruch Frankreichs" intéresse l'historien à plus d'un égard. D'abord nous voilà en présence d'un des seuls documents encore accessibles parmi les écrits du PCL d'avant l'invasion allemande en URSS. Le texte en question illustre parfaitement la politique de l'époque des partis communistes occidentaux.

Il y est question avant tout de la défense des acquis sociaux du front populaire, la droite luxembourgeoise ayant avancé la thèse de la responsabilité de ces acquis sociaux dans la faiblesse militaire de la France. Le PCL reproche plutôt à la bourgeoisie française d'avoir aidé l'Allemagne nazie à reconstituer sa puissance militaire et de s'être préparée à une guerre contre l'URSS au lieu de prévoir une guerre contre l'Allemagne. Or, dans la défaite française, une grande part de responsabilité est attribuée à la bourgeoisie anglaise qui aurait souhaité une guerre germano-soviétique, dégradant la France à un dominion anglais, dans l'attente de pouvoir imposer sa politique après avoir attendu que perdants et gagnants sortent affaiblis de la guerre.

Sur le plan idéologique, c'est la social-démocratie qui est rendue responsable de la guerre: *"Que les choses ont pu en arriver là, c'est la faute de la social-démocratie. Elle est une des principales responsables de la guerre. C'est elle qui a divisé la classe ouvrière, c'est elle qui prêche la croisade contre l'URSS."*

Dans l'analyse du PCL, la bourgeoisie continue d'être l'ennemi principal, qu'elle soit luxembourgeoise, française, allemande ou anglaise. La guerre impérialiste ne change

rien à la contradiction principale, la politique "classe contre classe" continue. Bien qu'on ne dise plus ouvertement que l'ennemi principal est la social-démocratie, le texte en question ne la ménage pas de reproches et rejette sur elle la responsabilité de la défaite en Espagne et en France. De toute façon, selon les vues du PCL, ce n'est pas la France proprement dite qui a subi une défaite, mais la France des deux cents familles: la France bourgeoise. A la classe ouvrière de relever le drapeau de la révolution française et de faire renaître un second Valmy contre l'envahisseur germanique et la bourgeoisie qu'on voit déjà dans le rôle qu'avait joué la noblesse en 1789! Or, voilà qu'on reproche à cette bourgeoisie tant dédaignée, d'avoir - comme précisément la noblesse en 1789 - capitulé et mis ses propres intérêts au-dessus de ceux de la nation. La contradiction principale étant restée inchangée, l'union nationale ne pourra pas chasser l'envahisseur. Seule la classe ouvrière apportera le salut avec l'aide de l'URSS dont on justifie la politique extérieure.

L'exemplaire du journal clandestin "Die Wahrheit" que nous avons réussi de trouver propage également l'idée de la guerre impérialiste. L'éditorial est intitulé: "Der Krieg gegen die Arbeiterklasse. Die Arbeiterklasse gegen den Krieg" (La guerre contre la classe ouvrière. La classe ouvrière contre la guerre). Selon l'analyse du PCL, le monde capitaliste de l'époque est divisé en deux blocs guerroyants qui font payer à la classe ouvrière allemande, italienne, anglaise les frais de l'industrie de guerre. *"La guerre que mènent les brigands capitalistes pour une nouvelle répartition du monde se dirige en premier lieu contre la classe ouvrière qui, d'un côté et de l'autre, est encore plus exploitée qu'en temps normal."* L'article appelle les ouvriers à la lutte et cite l'exemple des grèves en Angleterre, au Canada, aux Etats-Unis, en Belgique et aux Pays-Bas.



Dans le même numéro de "Die Wahrheit", un article intitulé "De la politique étrangère de l'URSS" parle du pacte de non-agression conclu entre l'Allemagne nazie et l'URSS. Le PCL reprend ici intégralement l'argumentation soviétique qui consiste à dire que "le pacte de non-agression avec l'Allemagne et le pacte de neutralité conclu avec le Japon renforcent la position internationale de l'URSS, car il s'agit d'ébranler les supports du pacte anti-komintern. Il fallait réduire la menace à l'égard des frontières soviétiques pour que le gouvernement soviétique puisse se servir d'une meilleure position pour continuer sa lutte pour la paix contre les manoeuvres du monde capitaliste ennemi avec davantage de mobilité. Contrairement aux guerres précédentes, il y a trois fronts: les deux côtés capitalistes et le côté de l'URSS et de la classe ouvrière. Ce dernier, déjà existant avant, a été imposé aux yeux de tous par la prise du pouvoir par le prolétariat et il a donné à la classe ouvrière de nouveaux moyens pour exercer son influence sur le plan international." Les intérêts de l'Etat soviétique se confondent ici avec ceux de la classe ouvrière internationale. La guerre garde son caractère impérialiste et injuste tant que l'Union Soviétique reste en dehors.

L'article "Monsieur BECH lässt die Katze aus dem Sack" (Monsieur BECH dévoile son jeu) analyse la politique du gouvernement luxembourgeois en exil. On reproche au gouvernement BECH de "réciter tous les jours l'évangile anglo-américain d'un Luxembourg meilleur d'après-guerre" qui sera construit après la victoire de Londres et de Washington. Et une fois de plus, on ne rate pas l'occasion pour insister sur l'identité entre bourgeoisie et nazisme: "L'évangile brun résonne de la même façon, on n'a qu'à remplacer Londres par Berlin". A BECH on reproche surtout d'avoir déclaré "qu'après la guerre le petit Luxembourg ne pourrait plus rester dans la même situation qu'avant la guerre et qu'il devrait être placé sous la protection militaire des Alliés". Et le PCL de reprocher au gouvernement d'"avoir vendu le pays sans nous consulter".

Le PCL croit dans la possibilité de construire un Luxembourg indépendant et libre, à condition de détruire le capitalisme, cause de la guerre et de l'oppression nationale.

L'article "Le premier mai 1941" est à plus d'un égard révélateur de la politique du PCL. Fascistes et socialistes y sont attaqués violemment, et l'on n'hésite pas à opérer une comparaison entre les idéologies social-démocrate et nationale-socialiste! Notons que l'article en question est la copie d'un tract distribué par les militants du PCL. Voici quelques extraits:

*"L'ouvrier qui jusqu'à maintenant pensait encore en termes réformistes, a dû s'apercevoir que les slogans de ce premier mai résonnaient de la même façon que ceux de l'année dernière. On nous a encore répété la vieille chanson de la communauté populaire, de la nécessité de faire des sacrifices en échange de belles promesses pour l'avenir, aujourd'hui pour ARBED-Krupp, le 'Führer', hier pour ARBED-Schneider-Creusot et la Grande-Duchesse. (Voilà la seule attaque du PCL à l'égard de la Grande-Duchesse qu'on ait pu trouver. Elle a dû être mal vue par la population...) La plupart des ouvriers ont certainement tiré la conclusion que nous voilà en présence de la suite logique d'une trahison progressive des revendications des travailleurs (...). Le 1er mai 1941 représente l'aboutissement naturelle de 20 ans de politique réformiste internationale de collaboration avec la bourgeoisie (...), politique qui frayait le chemin à la bourgeoisie pour sa politique de guerre." Et l'auteur du tract pense pouvoir affirmer que "les pensées des ouvriers sont près du prolétariat de l'Union Soviétique qui, en 1918, a pris le chemin de la chute révolutionnaire de la bourgeoisie et qui, aujourd'hui, fête le premier mai en paix et en sécurité."*

## 2.2.2. GUERRE JUSTE ET - LUTTE CONTRE LA SOCIAL-DEMOCRATIE

---

### 2.2.2.1. LA NOTION DE "GUERRE JUSTE"

---

Après l'invasion allemande en URSS, le PCL change ses analyses, du moins en ce qui concerne la politique sur le plan extérieur. L'article "Zur Kriegslage" (Sur la situation de la guerre), paru dans "Die Wahrheit" du mois de décembre 1941, contient une approche tout à fait nouvelle des problèmes internationaux, qualifiant même l'Angleterre et les Etats-Unis de "démocraties bourgeoises" afin de les différencier du fascisme allemand. L'article commence par chercher des explications aux victoires d'Hitler, et l'argumentation employée laisse pour le moins entendre que les communistes luxembourgeois (et Staline?) auraient cru aveuglément au pacte germano-soviétique et qu'ils ne se seraient pas attendus à une attaque de la part d'Hitler. *"Hitler doit ses victoires du début au fait qu'il a rompu la parole donnée."* (1)

Comment explique-t-on la guerre d'Hitler contre l'URSS? *"D'abord, par sa guerre contre l'URSS, Hitler espérait parvenir à une collaboration avec l'Angleterre et les Etats-Unis. (...) (Or,) les deux grandes démocraties bourgeoises ont entretemps rejoint le camp de l'URSS."* (2)

Mais la politique étrangère de l'URSS semble toujours poser un problème à l'opinion publique luxembourgeoise (et au sein même du PCL?). *"L'Union Soviétique lutte pour la libération de son territoire et des pays qui sont sous le joug fasciste. Les gouvernements d'Angleterre et d'Amérique en sont aussi conscients que les peuples luttant pour leur liberté et qui comprennent aujourd'hui pourquoi l'URSS a soutiré à l'influence d'Hitler une partie de la Pologne, des pays baltes, de la Bessarabie et des régions frontalières."* (3) Contradiction sur contradiction! Le PCL ne

---

(1): Die Wahrheit, déc.41, La situation de la guerre, p.3

(2): id., p.4

(3): id., p.5

sait plus à quel Saint se vouer. Si l'URSS s'était cru obligée de "soutirer à l'influence d'Hitler" certains territoires, c'est qu'elle comptait donc avec l'éventualité d'une guerre avec les nazis? Mais que devient alors l'explication des victoires d'Hitler soi-disant dues à l'effet-surprise?

Si dans le numéro précédent de "Die Wahrheit" figurait encore la liste des butins de guerre de l'ensemble des pays capitalistes, celui de décembre 1941 ne mentionne plus que ceux de la "plutocratie nazie".

"Die Wahrheit" du mois de janvier 1942 introduit la théorie du front unique anti-fasciste. Il n'est plus question de la théorie des trois fronts, mais *"deux coalitions gigantesques se font face: l'Union Soviétique, l'empire britannique et les Etats-Unis d'un côté, l'Allemagne, le Japon et l'Italie de l'autre."* (1) Ce ne sont plus les intérêts impérialistes qui déterminent la nature de la guerre, mais dorénavant, d'après la nouvelle analyse du PCL, *"les intérêts des gouvernements capitalistes d'Angleterre et d'Amérique se confondent avec ceux de l'Union Soviétique et des peuples."* (1) On reproche cependant aux pays capitalistes d'avoir trop longtemps hésité avant de franchir le pas de la coalition avec l'URSS. Voilà la petite note de discorde dans l'harmonie nouvelle, point de désaccord qui finira par jouer un rôle très important.

Débarassé de la question du pacte entre Staline et Hitler, le PCL, soulagé, puise à pleines mains dans son répertoire de glorification de l'Union Soviétique, allant jusqu'à la comparer à la Grèce affrontant la Perse: *"Tout comme la résistance aux Thermophyles et la victoire de Salonnis, la résistance de Moscou et la victoire de Rostov réduiront la menace."* (2) L'Union Soviétique est définie com-

---

(1): Die Wahrheit, janv.42, De la deuxième guerre mondiale, p.1

(2): id., p.2

me avant-garde du combat anti-fasciste: *"Tous les yeux sont tournés vers l'URSS. C'est à elle qu'incombe la tâche de faire éclater la machine de guerre de Hitler."*(1) Aux puissances bourgeoises on réserve le second rôle dans la coalition anti-fasciste: *"Les réserves de l'empire anglais et la force de production des Etats-Unis, du premier Etat industriel capitaliste, fournissent les bases de la victoire."* (1) Tout comme la classe ouvrière est à l'avant-garde de la lutte anti-fasciste à l'intérieur du pays, c'est l'Etat ouvrier qui dirige la lutte sur le plan international. "Die Wahrheit" de mai 1942 insiste une fois de plus sur le caractère juste de la guerre en cours: *"Aux événements bouleversants vint s'ajouter le 22 juin 1941 l'agression fasciste de l'URSS, créant une situation fondamentalement nouvelle. La quantité se mua en qualité. La guerre, impérialiste au début, devint lutte pour la liberté de tous les peuples sous le joug fasciste."* (2)

#### 2.2.2.2. LA LUTTE IDEOLOGIQUE CONTRE LA SOCIAL-DEMOCRATIE

Si, sur le plan international, il pratique la politique du front unique anti-fasciste, le PCL n'abandonne pas pour autant sa lutte idéologique contre la social-démocratie. S'il attaque la politique sociale des fascistes, il n'hésite pas d'associer la social-démocratie à ces critiques.

L'article "Les mineurs reconnaissent le vrai visage de la DAF" (3) dénonce la politique sociale des fascistes comme conduisant à un appauvrissement de la classe ouvrière. On accuse le double jeu des fascistes: *"Les premières prestations de la DAF étaient révolutionnaires en apparence. Il y avait des vociférations contre les bonzes et les capitalistes, et on disait que*

---

(1): Die Wahrheit, janv.42, De la deuxième guerre mondiale, p.2

(2): Die Wahrheit, mai 42, Le premier mai, p.2

(3): Die Wahrheit, déc.41, p.6

ce seraient désormais les ouvriers qui donnaient les ordres et que les mineurs seraient les premiers citoyens de l'Etat."(1) Ensuite on confronte fiction et réalité, on dénonce les mensonges et les fauses promesses des nazis - pour finir par tirer une parallèle avec la politique des dirigeants sociaux-démocrates des "syndicats libres"! "Les revendications ouvrières ont été trahies avec la même argumentation que celle qu'utilise aujourd'hui la DAF. Là aussi, on nous disait que la question salariale ne serait à l'ordre du jour qu'après la guerre. A l'époque c'étaient des hommes tels que P.KRIER, Anton KRIER et Nic. BIEVER qui ont pris la clef des champs, ainsi que J.FOHRMANN, aujourd'hui un ami du dirigeant de la DAF PUETZ, COMES Jaenghi, aujourd'hui secrétaire de la DAF et propagandiste du nazisme, ainsi que JUNG Léo, trésorier de la VDB. Il ne pourrait y avoir de preuve plus nette du fait que les traîtres de la classe ouvrière se rejoignent et s'entendent à la merveille dans l'exercice de leur sale métier."(1) Voilà de dures attaques de la part du PCL qui n'hésite même pas à ne pas faire de différence entre les sociaux-démocrates qui collaborent avec l'occupant et ceux qui sont en exil! En outre, les attaques sont en partie injustifiées: ainsi J.FOHRMANN p.ex. fut déporté en 1942 et interné en 1944.

C'est une véritable renaissance de l'idée de "social-fascisme", politique que le PCL cultive pendant cette époque - à l'exemple du Parti Communiste allemand au cours des années vingt.

Tout en condamnant la politique de la social-démocratie, le Parti Communiste lance cependant un appel à l'unité de la classe ouvrière. Or, cette unité ne lui paraît réalisable qu'au prix de la lutte contre la social-démocratie. "C'était le manque d'unité des ouvriers, dont une partie était montée contre les communistes par les traîtres et escrocs réformistes" qui est responsable du fascisme, et "la libération n'est possible qu'à condition de rétablir l'union de la classe ouvrière". (2)

---

(1): Die Wahrheit, déc.41, p.6

(2): id., p.8, art."Lettre d'ARBED-Belval"

Le PCL continue sa lutte contre la social-démocratie, même lorsque la menace des nazis d'enrôler de force les jeunes Luxembourgeois dans la "Wehrmacht" se précise. Encore en mai 1942, trois mois avant l'annonce officielle par le Gauleiter SIMON de sa décision d'enrôler de force des soldats luxembourgeois, la célébration du premier mai offre au PCL l'occasion d'attaquer ses ennemis sociaux-démocrates. L'article "Le premier mai 1942" construit une parallèle avec la fête du premier mai 1940 qui, lui "se trouvait anesthésiée par le brouillard chauviniste. (...) Ce fut la conséquence logique du réformisme, cette malédiction du mouvement ouvrier, qui avait livré la classe ouvrière à la première guerre mondiale, trahi la révolution allemande et pris la fausse route d'une collaboration avec la bourgeoisie et de l'hostilité envers les ouvriers ayant une conscience de classe et envers l'Union Soviétique, ce qui devait conduire inévitablement à la catastrophe, une deuxième guerre impérialiste." (1)

Cette véritable haine des communistes à l'égard de la social-démocratie s'explique en partie par une réaction aux événements qu'avait suscités au Luxembourg dans un passé récent le conflit finno-soviétique. Lors de la guerre entre l'Union Soviétique et la Finlande, les conseillers communaux communistes furent dépourvus de leur mandat et leur journal "Volksstimme" fut interdit. "Dans les associations culturelles et au sein de la 'Libre Pensée', les adversaires de la Finlande furent traités comme des militants de second rang, s'ils ne furent pas exclus tout simplement. Les KRIER et BIEVER excluèrent du syndicat tous les ouvriers qui furent contre l'aide aux Finlandais, c-à-d les adversaires de Hitler. FOHRMANN (...) inventa la formule du 'communazi'." (2) Au ministre socialiste de la justice, BODSON, le PCL reproche d'avoir constitué un dossier pour une loi muselière visant les communistes, dossier qui rendrait service à la Gestapo et conduirait les communistes tout droit au camp de Dachau.

---

(1): Die Wahrheit, mai 42, Le premier mai, p.1

(2): Die Wahrheit, janv.42, La Finlande adhère au pacte anti-Komintern, p.7

### 2.2.3. LE PROGRAMME DE 1942: LA POLITIQUE DU FRONT UNIQUE

---

C'est en mai 1942 que le PCL publie son programme au titre révélateur "Contre la tyrannie nazie et la ploutocratie de l'ARBED. Pour un Luxembourg meilleur."

Le programme en question a la prétention de vouloir réaliser l'union de tous les bons Luxembourgeois: "Le programme que nous proposons au pays n'est pas communiste. Si nous agissons ainsi, ce n'est pas pour renier nos convictions communistes ou bien pour les cacher. Aujourd'hui comme toujours nous déclarons ouvertement que seul le communisme mènera à la paix et au bonheur du genre humain. Mais, à l'heure actuelle, notre peuple combat pour sa survie. Voilà la raison pour laquelle nous proposons le présent programme qui représente une plateforme pour l'union indispensable de tous les Luxembourgeois dans la lutte contre le fascisme et qui définit en même temps la base d'un Luxembourg nouveau et meilleur."(1)

Dans le système de pensée communiste, il s'agit donc d'un programme "minimal" que le PCL présente ici au peuple luxembourgeois sous le joug de l'hitlérisme, un programme minimal qui devrait permettre aux communistes d'adhérer à un large front unique. Le programme tient compte de la nouvelle situation internationale: "Dans la lutte de libération nationale nous ne sommes pas seuls. Les ressources du front anti-fasciste sont inépuisables: A la tête marche l'Union Soviétique avec son Armée Rouge, la meilleure armée du monde, suivie de l'empire britannique et du puissant Etat industriel que sont les Etats-Unis d'Amérique."(2)

La politique du front uni est donc à nouveau justifiée, mais l'alliance avec les deux puissances capitalistes

---

(1): Programme PCL 1942, pp.13-14

(2): id., p.9



n'empêche pas le PCL de continuer sans trêve la lutte idéologique, préconisant la chute de l'impérialisme comme une des tâches immédiates de la classe ouvrière et dépassant ainsi les limites d'un programme minimal digne de ce nom. *"Les communistes sont convaincus que la liberté et la paix des peuples ne pourront être assurées que par la destruction du capitalisme qui est la racine de toute oppression nationale et sociale. (...) Ce seront l'expérience politique, l'unité et l'esprit combattif de la classe ouvrière qui détermineront si, avec la chute d'Hitler, le monde sera libéré du joug de l'impérialisme."*(1) "Sous aucune condition", le PCL ne veut retourner à la situation d'avant-guerre. Il prône *"l'édification d'une société vraiment nouvelle sur la base de la liberté et de l'égalité des peuples"* (1).

Le droit à l'auto-détermination constitue le premier point du programme. Le PCL récuse *"tous les accords économiques et financiers que l'ancien gouvernement a pu conclure entre-temps à Londres ou à Washington, étant donné qu'à la merci d'Etats étrangers, il n'a pas pu décider en pleine souveraineté."* (2)

Déjà l'on se soucie de l'alliance entre le gouvernement luxembourgeois et les démocraties bourgeoises. Le PCL ne veut pas que le gouvernement fasse un choix et qu'il ait des relations privilégiées parmi les alliés. Déjà apparaissent les limites du front uni. Déjà s'annonce la politique des blocs. Dans le chapitre concernant la politique étrangère, le PCL précise ses idées à ce sujet: *"Le nouveau gouvernement nouera des relations amicales avec tous les gouvernements populaires qui naîtront après la chute d'Hitler et notamment avec l'Union Soviétique qui (...) continuera à être le meilleur garant de la paix et le puissant ami et protecteur des petits peuples."*(3) Ce serait donc au sein du bloc soviétique que le Luxembourg trouverait aide et refuge. En ce qui concerne les relations avec les puissances impéria-

---

(1): Programme PCL 1942, p.9

(2): id., p.10

(3): id., p.12

listes, le PCL précise que *"la condition première d'une politique extérieure exclusivement luxembourgeoise (serait) l'expulsion du capitalisme financier international hors des positions économiques cardinales dans notre pays."* (1) - *"La nationalisation de la grande industrie, des banques, des chemins de fer et des ressources du sol fournira donc la base de tout ordre vraiment nouveau."* Ce sera *"non seulement la tâche de la classe ouvrière, mais la cause sacrée de tout Luxembourgeois."*(2)

Voilà des projets qui dépassent les limites d'une politique de front unique. L'appartenance au bloc soviétique, les nationalisations, la destruction du système capitaliste sont des éléments de programme politique qui ne favorisent guère une large union contre Hitler. L'on se demande, si le PCL ne profite pas de la lutte anti-fasciste pour propager ses revendications d'avant la guerre, auxquelles il n'a pas changé grand-chose. Or, pour le PCL, la lutte contre le fascisme inclut et présuppose la lutte contre l'ARBED p.ex., il n'opère aucune séparation entre les questions sociale et nationale. Ainsi, dans l'introduction au programme, une large part est réservée à la lutte contre les patrons de l'ARBED, société sidérurgique qui, aux yeux du PCL, représente *"l'expression de la domination du capital financier international"* (3) et qui dirige la politique nationale et internationale du pays. On reproche à l'ARBED de jouer un double jeu:

D'un côté, le PCL fait la critique de sa collaboration ouverte avec l'Allemagne nazie, collaboration qui s'annonça en 1933 par l'envoi du directeur NICKELS comme fondé de pouvoir à Berlin et par son assistance au congrès du parti nazi à Nuremberg. Le directeur général de l'ARBED fut nommé président de la "Bezirksgruppe Luxemburg der Wirtschaftsgruppe Eisenschaffende Industrie" et président de la nouvelle Chambre de l'Industrie et du Com-

---

(1): Programme PCL 1942, p.10

(2): id., p.12

(3): id., p.2

merce par le "Reichsministerium" avec l'accord du "Gauleiter". D'autre part, le PCL est par contre d'avis que l'ARBED essaie également de ne pas perdre les faveurs du bloc antagoniste anglo-français (fuite du président du Conseil de Gestion BARBANSON).

L'ARBED collaborant avec l'ennemi (1), le PCL en conclut à la nécessité d'intégrer la lutte contre l'ARBED à la lutte contre le fascisme. La question de l'ARBED se trouve rangée du côté de la "contradiction principale", fascistes et dirigeants de l'ARBED forment un tout.

Pour ce qui est de la politique intérieure, le PCL revendique tout d'abord l'élection d'un nouveau gouvernement *"démocratique, social et vraiment national"*(2) sortant d'un parlement élu au scrutin libre et secret. On préconise *"un système électoral amélioré, donnant à tout moment le droit aux électeurs de retirer leur mandat aux députés parjures et oublieux de leur devoir, ce qui empêchera l'ancienne corruption parlementaire"*(2). Tout comme la résistance de droite, le PCL ne veut donc plus que la forme de parlementarisme de l'avant-guerre soit réintroduite. Les deux tendances de la résistance sont d'accord pour dénoncer l'attitude "parjure" et "corrompue" des députés. La revocabilité du mandat dont il est question ici est un acquis historique de la "Commune de Paris", revendication reprise par Marx et Lénine. Mais le parlementarisme bourgeois pourrait-il s'accomoder de cette mesure révolutionnaire? Le PCL doit plutôt considérer cette revendication comme premier pas dans la liquidation du parlementarisme bourgeois.

En ce qui concerne les droits démocratiques, le PCL vise l'élargissement des droits politiques et syndicaux, notamment du droit d'opinion et de religion, du droit à la parole, de la liberté de presse et de réunion,

---

(1): Voir à ce sujet: Paul CERF, De la collaboration

(2): Programme PCL 1942, p.10

du droit de grève et de la liberté d'association. Ces revendications constituent une réponse à la politique autoritaire de la "Rechtspartei" dans les années trente qui avait maintes fois attaqué les droits démocratiques de la classe ouvrière luxembourgeoise.

Evidemment, le PCL prend ses distances par rapport au corporatisme, et il exige *"le rétablissement de la liberté des métiers, c-à-d l'abrogation de toute obligation de corporation et de toutes les restrictions à la liberté de travail"*. (1)

Le PCL se fait le défenseur de la culture luxembourgeoise *"et de notre langue qui doit occuper une place plus large dans la vie publique pour renforcer, consolider et conserver l'unité et la conscience nationale"*. (1) Mais pour prévenir un patriotisme local et borné, il préconise *"une participation à l'oeuvre culturelle de tous les peuples progressifs, surtout de l'Union Soviétique qui marche à l'avant-garde de l'humanité dans le domaine culturel comme dans le domaine politique et social."* (1)

Le programme contient encore un chapitre traitant des punitions qu'il faudra infliger aux traîtres, des mesures de dédommagement des persécutés, de l'expropriation des profiteurs de guerre, etc.

En conclusion, le programme de 1942 souligne la justesse de l'analyse faite par le PCL sur la vraie nature du fascisme dans les années 33 à 40. Il s'agit d'un véritable réquisitoire contre la politique de droite et - de la gauche. Sont rappelées la bienveillance de la droite à l'égard du régime allemand, la non-assistance à la République espagnole, la persécution des combattants luxembourgeois des Brigades Internationales, les tentatives du ministre socialiste d'interdire le PCL lors des événements de la Finlande - à une époque où seuls les communistes défendaient la vérité. Et *"aujourd'hui encore,*

---

(1): Programme PCL 1942, p.11

*ce sont les communistes qui vous montrent le chemin à prendre."*

On termine par un appel lancé aux ouvriers, mineurs, paysans, fonctionnaires et employés, cheminots, ménagères et mères et jeunes ainsi que par un éloge des victimes de guerre luxembourgeois.

On peut se demander, si le programme de 1942 peut servir de plateforme à un front unique. Les attaques répétées contre la gauche socialiste écartent a priori un allié potentiel. Et les tendances de droite ne peuvent certainement pas être gagnées pour l'union sur une base impliquant des revendications en matière de politique économique et étrangère, telles qu'on les trouve dans le programme en question. Même si l'Union Soviétique commence à bénéficier des sympathies de bon nombre de gens à cause de la lutte déterminée qu'elle mène contre l'ennemi commun, son système politique suscite la méfiance, et le suivisme à son égard dont le programme fait preuve à tous les niveaux ne facilite pas le consensus. La plateforme de 1942 est une sorte d'intermédiaire entre un programme maximal et un programme minimal qui suggère l'hypothèse d'un compromis entre deux tendances au sein du PCL, l'une modérée et consciente de la nécessité d'une large unité, l'autre ultra-gauchiste et radicale. Bien qu'elle ne fasse pas mention de la notion de "dictature du prolétariat", concept qui a toujours tracé la ligne de démarcation par rapport à la social-démocratie, elle peut être interprétée comme programme de transition vers le socialisme, rappelant sous beaucoup d'aspects celui des partis communistes des pays de l'Europe de l'est, auxquels Staline avait conseillé après les accords de Yalta de se préparer à l'après-guerre. Dans les programmes de l'époque de ces partis l'on ne trouvait, en effet, aucune référence à la "dictature du prolétariat", mais on parlait de "régime populaire", de "démocratie nouvelle", de "république populaire", etc., et là aussi, les partis communistes se faisaient les grands défenseurs du patriotisme et du na-

tionalisme.

L'ambivalence dans la politique du PCL - gauchisme d'un côté, appel à une large unité, à la création de "comités d'action anti-fasciste" de l'autre - continue. En juin 1942, "Die Wahrheit" lance un appel à l'unité, parce que *"Hitler signifie l'anéantissement de tous les Luxembourgeois, du catholique jusqu'au communiste, de l'intellectuel jusqu'au travailleur."* (1) Mais dans le même numéro, on dénonce encore avec ardeur *"le venin de la passivité, avec lequel la social-démocratie a vacciné la classe ouvrière."* (2)

Lorsque le PCL s'adresse à la paysannerie - et il est vrai qu'au niveau verbal il fait un effort pour ne pas abandonner ce terrain à la droite -, c'est avec maladresse et sans grande conviction. Alors qu'en 1937 une écrasante majorité de la population rurale s'est prononcée pour la loi muselière, donc contre le parti communiste(3), le PCL n'hésite pas à écrire en 1942: *"Des changements profonds se sont faits dans la pensée politique des paysans. Ils suivent avec un enthousiasme croissant la lutte de libération des paysans russes contre les mêmes oppresseurs et pour notre libération!"* (4) Cette évaluation de la mentalité des paysans luxembourgeois, profondément catholiques et base traditionnelle de la droite, ne correspond pas à la réalité. Si le PCL connaissait vraiment la mentalité paysanne, il saurait que l'enthousiasme des paysans luxembourgeois pour leurs collègues soviétiques reste à créer.

Ce n'est que sous l'influence de Jean KILL que le PCL abandonne pour un moment tout sectarisme pour rédiger avec le groupe de combat ALWERAJE un texte commun en juillet 1942. Ce texte s'adresse à toutes les classes de

---

(1): Die Wahrheit, juin 42, p.3

(2): id. p.1

(3): Henri KOCH KENT, Ils ont dit non au fascisme, pp.102-106

(4): Die Wahrheit, juin 42, p.5

la population, il ne parle plus des nationalisations et met l'Union Soviétique sur un plan d'égalité avec l'Angleterre. En voici un extrait: *"Ce dont le pays a besoin, c'est l'union de tous les patriotes sans considération de parti et d'idéologie, dans un vaste front unique. La terreur hitlérienne ne fait pas de distinction entre l'ouvrier et le paysan et l'intellectuel. Elle assassine les ouvriers Barthelmy et Siedler tout comme les employés Claude et Dondelinger, le libéral Frantz Clement tout comme le socialiste Léon Weirich et le communiste Zénon Bernard. Dans les prisons et les camps de concentration pèrit le curé catholique à côté du libre penseur. Toutes les barrières de parti et d'idéologie ne doivent-elles pas tomber, afin de nous rapprocher du but commun qui est la liberté et l'indépendance de notre pays!"*(1)

(En 1972, la publication de ce texte au périodique "Rappel" provoqua une vive controverse, notamment une prise de position de Madame Yvonne USELDINGER, la femme de l'éditeur de "Die Wahrheit", qui essayait de faire croire à la non-existence de ce texte rédigé en commun avec le groupe ALWERAJE, de sorte qu'on aurait pu penser que le texte avait été le fruit d'une initiative personnelle de Jean KILL.) (2)

Le numéro d'août 1942 de "Die Wahrheit" qui contient le texte en question n'est jamais diffusé, il tombe aux mains des nazis. On y aurait trouvé en outre un article "sur la situation de la guerre", disant qu'"en Angleterre et aux Etats-Unis les dernières difficultés matérielles sont en train d'être surmontées, dans un temps proche, le deuxième front viendra..." (3). La lutte idéologique continue, et dans les temps durs que traverse le Luxembourg, le PCL croit utile d'exposer sur quatre pages "la constitution soviétique et les droits de l'homme socialiste"(4).

Jean KILL semble avoir été plus proche de la réalité...

---

(1): Die Wahrheit, août 42, p.18

(2): Voir "Rappel" no 4, 1972

(3): Die Wahrheit, août 42, p.4

(4): id., pp.11-14

Après la grande razzia contre les communistes en août 1942, c'est l'ALEF (Aktiv Letzeburger Enhétsfront gént de Faschismus), fondé par François FRISCH en accord avec le parti, qui reprend la lutte. Ses publications "D'jong Freihetskämpfer" et "De jonge Pioneer" propagent le programme du PCL de 1942.

Le 7 février 1943, on peut lire dans "D'Jong Freihetskämpfer" sous le titre "Ce que nous voulons": *"Lors de la libération sonnera le glas des capitalistes étrangers au Luxembourg"*. Des capitalistes luxembourgeois on dit qu'ils ne sont patriotes que *"pour mieux encore pouvoir exploiter leur patrie et leurs compatriotes, au profit de leur compte personnel."* Si le programme du PCL ne parle que de l'expropriation des capitalistes étrangers, l'ALEF va plus loin et déclare ouvertement la lutte à la bourgeoisie luxembourgeoise. Dans le texte cité, on dit par exemple qu'avec une poignée de fer on viendra aisément à bout de cette petite poignée d'égoïstes que sont les capitalistes.

Ce que pratique l'ALEF ne peut donc guère être qualifié de politique de front uni contre le fascisme. Le drapeau de la lutte de classe domine celui de la lutte antifasciste.



### 2.3. LES AUTRES ORGANISATIONS DE RESISTANCE

---

#### 2.3.1. LE GROUPE DE COMBAT "ALWERAJE"

---

Pour pouvoir comprendre la pensée politique du groupe "ALWERAJE", on doit s'arrêter sur la personnalité de son fondateur Albert WINGERT.

Né le 26 juin 1897 à Holtz, il devient en 1917 instituteur dans le nord du pays, à Insenborn, pour abandonner ce poste en 1921 à la suite de heurts avec le curé du village qui lui reproche de ne pas former les enfants selon les préceptes catholiques. Après avoir enseigné pendant dix ans à Sarrebruck (de 1923 à 1933) à l'école française, il regagne le Luxembourg pour accepter un poste d'instituteur dans une ville ouvrière du sud du pays, à Schiffflange. C'est ici que Pir HAAS fait sa connaissance.

P.HAAS est alors membre de l'organisation de la jeunesse socialiste, A.WINGERT s'occupe de la formation des jeunes de l'organisation.

Très tôt, A.WINGERT se heurte au nazis. P.HAAS dit que *"le jour de la rentrée scolaire, l'instituteur WINGERT choisit, au lieu du texte prescrit sur le 'Führer', un texte traitant du problème des meneurs et des chefs de bande. Tant qu'il était instituteur, il n'y avait dans sa classe ni salut hitlérien ni chant nazi."* (Témoignage P.HAAS, recueilli par l'auteur)

Arrêté très tôt, le 18 octobre 1940, et condamné à trois mois de prison pour menées anti-allemandes, il est destitué et transféré à un chantier routier à Wittlich dans l'Eifel. Rentré clandestinement à Schiffflange, il fonde l'organisation de résistance ALWERAJE. En août 1942, il

est arrêté et interné à Hinzert, dirigé par le "Ober-scharführer SS" SCHAAF, surnommé "Iwan le terrible" à cause de sa brutalité. (Déjà lors de son arrivée au camp, WINGERT assomme Schaaf qui l'a attaqué à cause de son attitude provocante.) Le berceau du groupe ALWERAJE se trouve dans le sud industriel du pays, et notamment dans les villes Esch-sur-Alzette et Schiffflange. Parmi les 27 membres arrêtés lors de la razzia d'août 1942, il y a 16 ouvriers, dont 13 occupés à l'ARBED (Aciéries Réunies de Burbach-Eich-Dommeldange). La composition sociologique du groupe le conduit à combiner lutte anti-fasciste et lutte sociale, et cela d'autant plus que la plupart de ses membres viennent de la jeunesse socialiste, très combative au cours des années trente et plus à gauche que ses aînés du Parti Ouvrier socialiste et les Jeunesses Communistes.

Pir HAAS définit l'idéologie du groupe comme suit: "*Ce qui unissait ces gens, c'étaient leurs activités anti-fascistes d'avant-guerre, leur attitude vis-à-vis de l'idéologie fasciste qu'ils condamnaient comme mauvaise et dangereuse, leur camaraderie pendant l'évacuation, les poursuites dont ils étaient très tôt victimes pendant les années 40-41 et leur amour pour la patrie.*" (1)

Si les membres de la LVL sont dans leur grande majorité les continuateurs d'une politique d'extrême droite, les résistants de l'ALWERAJE sont proches des luttes démocratique et anti-fasciste d'avant-guerre, et même de la lutte anti-capitaliste, car, tout comme le Parti Communiste Luxembourgeois, ils attaquent durement les menées des dirigeants de l'ARBED et leur collusion avec les nazis.

Mais si ALWERAJE a une grande influence dans les usines et les minières d'ARBED-Schiffflange, il s'adresse néanmoins aussi aux paysans et aux employés. "*Proletaires,*

---

(1): Rappel, janvier 1972, p.20

*unissez-vous - Ouvriers et paysans, unissez-vous - Paysan, toi aussi, tu peux soutenir la lutte. Pas de produits pour le fascisme hitlérien - Pas une seule tonne de minerai pour Hitler" - tels sont les mots d'ordre qui figurent sur les billets-papillons (voir en annexe).*

Le journal clandestin de ALWERAJE "Ons Zeidong" décrit le fascisme nazi comme suit: "Tous les Luxembourgeois savent ce que veut dire fascisme nazi: 1) Pour l'ouvrier: baisse de salaire, augmentation des prix, dénonciations dans les usines, augmentation des cadences, impôts, (...) journée de travail de dix heures, pas de droits démocratiques, oppression, esclavagisme. 2) Pour le paysan: pas de liberté, baisse des prix de vente, punitions, vol de chevaux, vol d'enfants, pas d'engrais ni de semences, confiscations de la récolte. 3) Pour l'employé: services d'esclaves pour l'Etat et le parti, pas de droits démocratiques, le règne de l'arbitraire, dénonciations, malhonnêteté intellectuelle, (...) torture morale. 4) Pour la jeunesse: Au lieu d'un enseignement et d'une éducation, abêtissement et abrutissement, estropie caractériel, torture physique et intellectuelle dans le H.I.J. et le B.D.M. (...) 5) Pour nous tous: domination effrénée du capital, misère économique, faim, maladie, licenciements, tortures par la Gestapo, prison, déportations, camps de concentration et la mort." (1)

Les affinités avec le PCL conduisent à un appel signé par les deux organisations, appel visant non seulement l'union des forces de gauche, mais l'union de tous les patriotes (voir chapitre 2.2.3.).

Les relations avec la LPL et la LVL ne semblent pas avoir été des meilleures, si l'on veut bien croire Monsieur HAAS: "Ces patriotes nous évitaient comme la peste. C'étaient les mêmes qui menaçaient de nous expatrier après la guerre, au cas où nous survivrions. (...) Ils prétendaient que nous avions caché un stock d'armes au cimetière de Schiffflange, afin de transformer le pays en ruines." (2)

---

(1): RAPPEL, janvier 1972, p.63

(2): Les Sacrifiés, No 2, 1980, p.14

Après la guerre, Albert WINGERT prend position par rapport à la politique de la LVL: "Malheureusement nous n'avons pas pu éviter ce qui est arrivé à l'UNIO'N: Elle est devenue un parti essayant de construire un Etat chrétien-social en commun avec les chrétiens-sociaux. Déjà pendant la guerre, ils ont avancé cette idée. Mais ils ont vite battu en retraite, dès qu'on leur disait que leurs intentions étaient les mêmes que celles des Messieurs Dollfuss, Seipel, Tisso, Hlinka, Velupa, Franco, Salazar - de tous ces fascistes ayant soutenu Hitler." (1) Le clivage idéologique entre ALWERAJE d'un côté et la LVL et la LPL-Rodesch de l'autre est donc considérable - pendant la guerre et après la libération.

### 2.3.2. LE LFB (LETZEBUERGER FREIHETSBEWEGUNG)

---

Le LFB (Letzebuenger Freihétsbewegung) entretient d'étroites relations avec le groupe ALWERAJE. Sa base sociale est essentiellement ouvrière. En plus de la question nationale, c'est surtout la situation sociale des travailleurs qui préoccupe le LFB. Ainsi, le tract "Sozialismus der Tat" (Le socialisme dans les actes) revendique un socialisme véritable, dénonçant le national-socialisme comme caricature du socialisme: "Dans les réunions de la DAF (Deutsche Arbeitsfront - Front Ouvrier Allemand), dans les prises de positions dans les usines, on entend parler de socialisme(...) et d'aide au monde ouvrier.(...) On entend de telles paroles dans toutes les réunions de la DAF. Mais les grands discours des dirigeants de parti peuvent-ils être d'une aide quelconque? Les ouvriers luxembourgeois sont d'un avis différent. La situation salariale s'est détériorée.(...) La classe ouvrière exige le véritable socialisme, le socialisme des actes et non pas le national-socialisme." (2)

---

(1): Ons Zeidong, No 33, 1947

(2): Tract LFB, in R.GLESENER, Dem Vergiessen entreissen

Un autre tract du LFB "Arbeiter weiss du" (Ouvrier, sais-tu) dénonce la politique sociale des nazis. Il exprime le malaise des ouvriers vis-à-vis du favoritisme des nazis et de l'ARBED à l'encontre des employés:

*"Ouvrier, sais-tu qu'on considère les employés comme les piliers des structures étatiques allemandes et qu'on leur attribue davantage de valeur qu'aux ouvriers? Que l'ARBED, fidèle à ces principes, a accordé aux employés une gratification de 13 % du revenu annuel(...), que par contre on accorde aux ouvriers le montant ridicule de vingt francs en tant que prime spéciale à l'occasion de la fête du premier mai..."* Le tract appelle ensuite les ouvriers à la lutte pour le respect de la journée de travail de huit heures:  
*"Ouvrier, sais-tu qu'il n'est pas permis de travailler davantage que huit heures par jour? Si on introduit la journée de dix heures, la performance ne devra pas être supérieure à celle de huit heures."*  
(1)

Le tract "Nachklänge zum Kreistag der VDB in Esch" loue l'attitude patriotique de la classe ouvrière: *"Bien que le Gauleiter n'arrête pas de parler de l'attitude complaisante des ouvriers du canton d'Esch, afin de gagner les paysans, les employés et les commerçants pour sa cause, on ne peut pas assez répéter que les ouvriers étaient les derniers à devenir membres de la VDB. C'étaient les ouvriers qui avaient une attitude de rejet vis-à-vis du système allemand (...). Les autres classes devraient suivre l'exemple de l'attitude des ouvriers et dorénavant ni hisser les drapeaux allemands ni participer aux manifestations allemandes."*(1)

Lutte sociale et union nationale face à l'occupant nazi, telles sont les préoccupations du LFB. Il importe à ses yeux que *"catholiques, socialistes, communistes, syndicalistes, tous luttent et souffrent ensemble sous le joug nazi."* (2)

---

(1): Tract LFB, in: R.GLESENER, Dem Vergiessen entreissen

(2): Tract LFB "De la situation générale", février 1942, in: R.GLESENER, Dem Vergiessen entreissen

### 2.3.3. LE LFK

---

Le LFK est une organisation, dont la base sociale est aussi essentiellement ouvrière. (Parmi les 11 membres arrêtés en avril 1942, ne figurent pas moins de sept ouvriers des mines.)

Les statuts du LFK, définissant ses buts en sept points, mentionnent sous le point numéro cinq les principes suivants:

- "1) Sauvegarde de l'ordre lors de la libération
- 2) Fidélité vis-à-vis de la monarchie et reconnaissance de la souveraine après la guerre
- 3) Poursuites juridiques des traîtres au pays
- 4) Soutien à la formation d'un gouvernement populaire
- 5) Soutien de tous les Luxembourgeois nationaux
- 6) Obéissance aux ordres de la direction du LFK dans le but de la libération du pays." (1)

Le programme du LFK est bien vague et ne nous dit pas grand chose quant à l'idéologie du groupe.

Or, après la libération, le LFK explique plus clairement ses vues dans son journal "Liberté". Ainsi l'article "La faillite de la bourgeoisie" dit que "la classe qui est issue de la révolution française comme classe dirigeante a perdu dans le courant d'un centenaire, malgré beaucoup de mérites individuels, les qualités collectives qui destinent une classe à la direction d'un peuple. Deux guerres qui ont détruit l'Europe par la faute de la bourgeoisie ont signé le déclin de la bourgeoisie. (...) Cette guerre qui aurait du renforcer sa position, a amélioré sa position économique, mais elle lui a arraché son masque et le reste d'autorité morale. (...) Nous avons besoin d'un autre monde." (1)

Si la bourgeoisie a démérité, à qui revient la direction de la société?

---

(1): Liberté, 6 octobre 1945, année 1, no 20

D'après le LFK, ce rôle incombe à l'élite patriotique, "cette élite qui (...) revendique à juste titre de prendre en main la formation des cadres de la nation et la direction du peuple." (1) Cet esprit élitiste rapproche le LFK de la LVL.

Le LFK ne cache pas ses griefs à l'égard des hommes politiques: "La résistance avait compris que les vues étroites et égoïstes des politiciens pouvaient les laisser dans l'ignorance des aspirations du peuple, et elle s'était promis de les rappeler aux pouvoirs publics et aux représentants élus, une fois le moment de la victoire venu." (2)

Quelle est l'interprétation que donne le LFK des quatre années de résistance? "Tout au long du dur chemin qu'ils ont parcouru ensemble, les résistants ont appris à s'estimer malgré la divergence de leurs opinions politiques et confessionnelles(...). Les hommes de gauche comprenaient au contact des hommes de droite qu'ils avaient souvent attaqué à tort l'avarice et l'amour du profit des 'capitalistes' qui en réalité n'étaient que de braves bourgeois.(...) Les hommes de droite comprenaient que l'ordre et l'autorité, s'ils doivent être à la base de toute société civilisée, ne représentent pas une finalité en soi, que la liberté des hommes et la démocratie sociale ainsi que d'autres exigences de la classe laborieuse valaient la peine d'être examinées." (2)

Conciliation et compromis, tels semblent être les devises du LFK qui se rapproche ainsi de l'idéologie sociale-démocrate. Le LFK se réclame du "socialisme humaniste".

L'article "La doctrine politique de la résistance" explicite ce point de vue: "La liberté pour laquelle nous avons combattu ne représentait pas seulement l'indépendance nationale, aussi ancrée dans nos coeurs qu'elle soit (...). Le sens que la résistance a donné dès le début au mot 'libération' montre aussi son côté humaniste, l'orientant en fait vers le socialisme. Ouvriers, intellec-

---

(1): Liberté, No 12, année 1, 11 août 1945, art. La mission de la résistance

(2): Liberté, No 20, 6 oct. 1945, année 1, art. Elections et Résistance

tuels et paysans se sont retrouvés dans une action commune et ont réfléchi ensemble sur la condition humaine, ses misères et ses espoirs. Ils ont approfondi les idées de l'égalité et de la justice sociales et les ont transférées de la sphère politique à la sphère économique. De cette manière, le socialisme s'est confondu avec l'esprit de la résistance. Le patriotisme et l'amour de la patrie ont fait qu'une autre revendication du socialisme a porté ses fruits au sein de la résistance. C'est la constatation que c'étaient partout le grand capital et la bourgeoisie capitaliste et libérale qui ont collaboré avec l'ennemi, et c'est aussi la conclusion que le pouvoir économique doit être au service de la nation. Comme son origine, son esprit, la doctrine de la résistance doit être une synthèse: le socialisme humaniste." (1)

#### 2.3.4. LA LRL

---

La LRL, cette importante organisation de résistance, solidement implantée dans le sud et ayant une base ouvrière importante, ne menait guère la lutte idéologique. Elle se consacre essentiellement à cacher les réfractaires, à faire passer vers la France les fugitifs politiques. De ce fait, nous ne disposons pas de tracts qui pourraient nous renseigner sur la pensée politique de ce groupe. Nous avons cependant pu prendre connaissance de deux versions des statuts de la LRL (2).

Le statut en date du 1er février 1941 définit sous le point deux comme but de l'organisation de "déliéer de leur engagement vis-à-vis des Allemands ceux des Luxembourgeois qui, par leur adhésion à la VDB s'étaient bel et bien ralliés à la cause allemande, mais qui, depuis, ont fait les preuves de leur sincérité en tant que Luxembourgeois de par leur comportement et leur attitude et qui ont scutenu la cause luxembourgeoise de toutes leurs forces." Le point 8 précise que "chaque membre paye une contribution à

---

(1): Liberté, No 25, année 1, 10 nov. 1945

(2): Document Conseil National de la Résistance



*son entrée dans l'organisation ainsi qu'une cotisation mensuelle facultative." Cet argent sert à "soutenir les Luxembourgeois qui, à cause de leur fidélité à la patrie, sont déportés par les Prussiens dans des prisons, des camps d'internements et de concentration ou qui perdent leur travail." (point 10)*

La LRL mène donc une lutte de libération nationale et ne s'intéresse pas aux questions sociales. Ainsi, le point 13 de ses statuts dit clairement: *"Il est strictement interdit à nos membres de profiter de l'organisation pour faire une politique de classe ou de parti. En ce moment nous ne connaissons qu'un seul type de politique, et c'est la liberté de notre patrie et la création d'un Luxembourg nouveau."* Cet article ne viserait-il pas à défendre aux communistes et aux socialistes, solidement implantés dans la ville de Differdange, de se livrer des batailles idéologiques au sein de la LRL?

Qu'entend-on par "un Luxembourg nouveau"? On peut supposer qu'une organisation dont la base se compose surtout de travailleurs vise également une amélioration sensible de la situation des ouvriers après la guerre et qu'elle ne se contente pas d'un retour à la situation d'avant la guerre.

#### 2.3.5. LA LPL-PETIT

---

La LPL-Petit définit ses buts dans un texte intitulé "La LPL, sa fondation, son essence, sa structure, ses buts" (Die LPL, ihre Gründung, ihr Wesen, ihr Aufbau, ihre Ziele). Ce texte qui est à la fois statut et programme se différencie des autres écrits semblables par sa précision en ce qui concerne la forme et le contenu. On voit l'effet de la plume de l'intellectuel, soucieux de ne rien laisser au hasard, de prévoir jusque dans le

moindre détail les rouages qui seront à la base de l'organisation.

La LPL se considère comme une société secrète: "La LPL n'est pas un regroupement sans engagement de tous les patriotes luxembourgeois, permettant à chacun d'agir à sa guise. La LPL est un corps organique bien structuré, dirigé par une centrale, et au sein duquel toute partie fait le travail qui lui est confié au service de l'ensemble. (...) Or, en tant que société secrète, elle ne peut choisir que ceux des fidèles Luxembourgeois qui ont les qualités nécessaires à un travail organisé et secret." (1)

La LPL représente donc l'élite des patriotes luxembourgeois rassemblés dans une organisation hiérarchisée qui a des ressemblances avec le parti de type nouveau défini par Lénine. Ce n'est pas la quantité qui compte, mais bien la qualité des membres.

Le critère d'adhésion est donc le patriotisme. "La LPL est le rassemblement de tous les patriotes luxembourgeois; elle n'opère aucune distinction entre les riches et les pauvres, entre les conceptions du monde cléricale, socialiste ou libérale. Au sein de la LPL il n'y a ni différences de classes, ni intérêts de partis, ni conceptions du monde différentes. Il n'y a qu'une seule pensée qui prédomine, un seul désir: nous sommes Luxembourgeois et libres, et en tant que Luxembourgeois libres nous voulons avoir une patrie libre dans ce pays." (1) Les buts de la LPL sont donc d'ordre strictement nationaliste, patriotique. "Au cours de la guerre, les tâches les plus importantes sont les suivantes: propagande et organisation, influenciation de la population, information, soutien des fidèles Luxembourgeois en détresse, collecte et gérance d'argent, empêchement de provocations nuisibles, affaiblissement du pouvoir militaire allemand et recensement des traîtres luxembourgeois. Dans la mesure du possible, la LPL essayera d'éviter aux Luxembourgeois les conséquences du régime de terreur actuel, elle

---

(1): Das Wesen der LVL

veut sauvegarder les forces nationales du pays et reconstituer l'indépendance luxembourgeoise." (1)

Les buts pour la période d'après-guerre sont également d'ordre purement patriotique. Contrairement à la LPL-Rodesch, la LPL-Petit n'a pas de programme concernant les institutions politiques. "Une première tâche de la LPL lors de la faillite du régime allemand sera le nettoyage du pays et la protection de la population. Il n'y aura aucune place dans notre nouvelle patrie pour des traîtres qui ont tourné le dos au pays, causé la ruine de familles entières, jeté en prison de fidèles Luxembourgeois." (1) Aux yeux de la LPL "70 % des traîtres luxembourgeois sont d'origine allemande ou mariés à des partenaires qui eux sont d'origine allemande. 21 % des traîtres sont des dégénérés moraux ou intellectuels ou des gens de moindre valeur (cambrioleurs, criminels violents, délinquants sexuels, adultères, alcooliques et idiots, etc.). Le peuple luxembourgeois ne souffrira donc en aucune mesure de la perte de ces éléments." (1) Ces qualifications des traîtres, l'assimilation des alcooliques et des adultères aux délinquants et criminels sont révélatrices de la mentalité de l'époque.

Tout comme les autres organisations de résistance, la LPL revendique le droit de participer à la reconstruction de la patrie. "Fidèle à sa devise 'Nous ne luttons ni pour un parti ni pour une conception du monde, mais uniquement pour la liberté de notre patrie luxembourgeoise', la LPL participera d'une façon décisive à la reconstruction de notre patrie recupérée." (1)

---

(1): Die Ziele der LPL

## 2.4. CHARLOTTE, MARIE - RITES ET NATIONALISME

---

### 2.4.1. LE "CULTE MARIAL" DE LA GRANDE-DUCHESSE

---

Rien n'est peut-être plus révélateur de l'idéologie de la résistance que le culte de la Grande-Duchesse et les rites d'initiation au mouvement. Entendons par idéologie comme le fait ALTHUSSER (1) "un système (possédant sa logique et sa rigueur propres) de représentations (images, mythes, idées, concepts, selon les cas) doué d'une existence et d'un rôle historique au sein d'une société donnée". Pour comprendre la résistance, il importe de prêter attention aux phénomènes mentaux dont l'intervention est incontestablement toute aussi déterminante que celle d'autres phénomènes.

#### 2.4.1.1. LA GRANDE-DUCHESSE EN TANT QUE FIGURE MATERNELLE

---

A la libération du Luxembourg, D'UNIO'N, périodique des mouvements de résistance, titre: " Comme des enfants soupirent après leur mère qu'ils n'ont vue depuis des années, ainsi le peuple luxembourgeois soupire après sa Grande-Duchesse." (2) Pour fêter le retour au pays de la Grande-Duchesse, l'UNIO'N organise sous le mot d'ordre "Fidèle à la couronne, fidèle au pays!" une ovation pour la "mère" retrouvée, à laquelle participent vingt mille personnes. Ce 14 avril 1945 est un jour mémorable pour la résistance luxembourgeoise.

Le 14 avril 1945, D'UNIO'N écrit: "Pour vous, Madame, nous ne voyons qu'une seule image, celle de la mère. (...) Dans vos larmes il y a la joie de la mère qui retrouve ses enfants, la fierté de

---

(1): cité par G.DUBY dans son article "Histoire sociale et idéologies des sociétés" in: J.Le GOFF, P.NORA, Faire de l'histoire, tome 3, p.149

(2): D'UNIO'N, No 1, 10.10.1944, année 1

*retrouver ses enfants qui ont lutté pour leur mère et à ses côtés pour un idéal sacré".* (1) Un autre exemple du même type:  
*"Que Dieu bénisse notre soleil: la Grande-Duchesse!"* (2)

Ce discours fait autour de la personne et du statut de la Grande-Duchesse qui occupe une place privilégiée dans l'idéologie de la résistance comprend toutes les caractéristiques d'une relation enfants-mère et finira - comme nous allons le voir plus tard - par s'entremêler de plus en plus au culte traditionnel célébré par les Luxembourgeois en honneur de la Sainte Vierge.

La ballade "Le 10 mai" (3), dont le lecteur trouvera quelques extraits significatifs dans la suite immédiate, illustre mieux que tout autre document que nous ayons pu trouver l'image de la souveraine que la Résistance a propagée dans le peuple. Décrivant les événements tragiques de 10 mai 1940, la ballade en question parle du pacte indéfectible entre la couronne et ses sujets, mais mieux encore, elle met en lumière les liens entre mère et enfants:

---

(1): D'UNIO'N, No 41, 14.4.1945, année 2

(2): D'UNIO'N, No 44, 21.4.1945, année 2

(3): publiée dans "Ons Hemecht", organe de la LPL, mars 1942, pp.4-5

10. Mē

(...)

Den Dupong stürmt an d'Schlass eran,  
e stēt, blēch a bebeckt.

"Madame, nun ass et agetraff!  
d'Preisen sin agerekt!"

"Minister, sin d'Preisen agefall,  
da gnod mengem arme Land!  
Da müssen dro'en um frieme Joch  
zesumme Mamm a Kand."

"Madame, dir drot eng helleg Kro'n,  
an d'Zeit, an d'Zeit verrönnt;  
Sie greifen mat ravegen Hänn derno,  
Fort, fort, so' schnell we' Der könnt!"

"Mei Vollek ass mein Diadem,  
dat all mein Denken föllt,  
a stēt mengem Gleck meng Kro'n am We,  
dann huel, wi'en se huelen wöllt.

(...)

Nu sin hier Ae vun Tre'ne blann,  
de' Aen so' gutt, so' trei,  
Nu kreische si no hirer Mamm! -  
Minister, meng Plätz ass hei."

(...)

D'Sonn re'selt scho Gold op Feld a Bam  
de leschte Stier vergēt,  
du dre't en Auto iwert d'Grenz  
ons Fürstin an hirt Lēd.

Le 10 mai (traduction)

(...)

Dupong se précipite au château,  
debout, pâle et courbé.

"Madame, voilà que c'est arrivé,  
les Prussiens nous ont envahis."

"Ministre, si les Prussiens sont là,  
alors grâce à mon pauvre pays!  
Devront porter le joug étranger  
ensemble la mère et l'enfant."

"Madame, vous portez une sainte couronne,  
et le temps, le temps s'écoule;  
Ils tendent vers elle leurs sales mains,  
Partez, partez aussi vite que vous pouvez!"

"Mon peuple est mon diadème,  
pour lui toute ma pensée,  
et si ma couronne empêche mon bonheur,  
que prenne qui la voudra.

(...)

Maintenant leurs yeux sont pleins de larmes,  
ces yeux si bons si fidèles,  
Voilà qu'ils pleurent après leur mère!  
Ministre, ma place est ici."

(Mais le ministre la convainc de partir.) (...)

Le soleil endore champ et arbres  
la dernière étoile s'éclipse,  
quand la voiture traverse la frontière,  
emportant la souveraine et sa peine.

Cette ballade est un exemple-type des multiples écrits panégyriques qui fleurissent dans la presse clandestine, et qui atteignent le zénith aux environs du 23 janvier, fête nationale au Luxembourg. Poèmes, photos et articles pleins d'éloges et d'admiration servent de support à un culte de la personnalité qui va en s'accroissant jusqu'au retour de la Grande-Duchesse en 1945. De multiples tracts célèbrent le patriotisme et l'esprit de solidarité de la Grande-Duchesse. Voici un exemple: "Le 23 janvier est le jour où chaque Luxembourgeois, qu'il soit au pays ou à l'étranger, pense à sa patrie et à sa Grande-Duchesse. (...) Jusqu'à ce jour, aucun souverain n'a été plus attaché à la patrie qu'elle. Elle prie pour les Luxembourgeois qui souffrent du régime prussien. (...) Elle connaît et partage la souffrance des familles dont des membres ont été déportés, torturés, enfermés. Elle sait combien de larmes de mères ont été versées pour nos jeunes..." (1).

Les attaques répétées que lancent le Gauleiter SIMON à l'égard de la personne de la Grande-Duchesse ne font que faire venir de l'eau au moulin de la campagne patriote. Ainsi, un tract de la LPL-Petit, intitulé "Autour du 23 janvier" se sert des attaques allemandes pour chanter, une fois de plus, l'éloge de la Grande-Duchesse, "le symbole de la liberté": "Les Prussiens ont essayé de salir ce qui représente pour nous le symbole de la liberté. Dans l'article du 6 octobre 1941, le Gauleiter prussien a tenté de s'attaquer à l'honneur de notre Grande-Duchesse, à son honneur en tant que mère de notre prince et de notre pays. En tant que mère, notre Grande-Duchesse est au-dessus de tous les concepts prussiens. (...) Nous comprenons qu'un Prussien puisse attaquer publiquement une mère, sachant qu'un Prussien n'a pas de mère. Ce qu'on entend par mère en Allemagne est enfermé dans les étables chez nous. Les devoirs d'une mère prussienne peuvent être remplis par le bétail des écuries. Chez nous, toute mère est sacrée. Et la Grande-Duchesse mérite en tant que mère notre double amour. Si en tant que Grande-Duchesse, elle garantit et symbolise la liberté et le bonheur de

---

(1): tract de la LPL en date du 23 janvier 1943, in:  
A.RODESCH: Quatre années de lutte (sans pagination)



*notre pays, c'est en tant que mère qu'elle garantit cette liberté aux générations futures: Notre souveraine nous a fait cadeau d'un prince dont l'amour pour le Luxembourg est aussi grand et impérissable que celui que nous portons à l'égard de sa mère.(...) Ces larmes que la Grande-Duchesse a versées pour nous et celles que nous avons versées pour elle nous lieront pour l'éternité."* (1)

L'attaque du Gauleiter contre l'honneur de la Grande-Duchesse a blessé le patriotisme des résistants à son point le plus fragile et le plus sensible. Et c'est avec brutalité et par des contre-attaques rassistes qui ne se distinguent plus de celles de leurs adversaires que les résistants défendent avec d'autant plus d'ardeur l'image de leur idole adorée. On dirait la réaction d'un enfant qui se débat aveuglement et farouchement contre celui qui met en question l'honneur et la bonté de sa mère.

Certains poèmes s'adressent directement à la Grande-Duchesse, l'appelant par son prénom et la tutoyant comme si l'on s'adressait à un membre de la famille. "Même si tu es loin de l'amour de la patrie, tu peux dire: Mes enfants sont et restent fidèles, et je les reverrai." (2) De nouveau les Luxembourgeois sont assimilés à des enfants perdus dans la tourmente, loin de la chaleur maternelle et guidés par l'espoir d'un retour de la mère.

On pourrait parler d'un véritable complexe d'Oedipe des résistants. Si tous les résistants étrangers ont choisi une figure mâle comme personnage d'intégration et d'identification, la résistance luxembourgeoise vénère les vertus d'une femme. Le seul fait que déjà avant la guerre la Grande-Duchesse a été à la tête du pays ne suffit certainement pas pour fournir une explication satisfaisante

---

(1): Tract distribué par la LPL-Petit le 23 janvier 1942

(2): Tract "Ons Hémecht" du LFB, in: Roby GLESENER: Dem Vergiessen entréissen

phénomène. Les relations enfants-mère qui s'établissent entre les résistants et la Grande-Duchesse sont peut-être aussi le propre d'un pays aussi minuscule que le Luxembourg. Le peuple est faible en nombre et il n'a pas la force militaire qui lui permettrait d'affronter son adversaire sur ce plan. Il est "petit", tel qu'un enfant qui cherche la protection de sa mère lorsqu'il est agressé, et tel qu'un enfant il croit en la toute-puissance de cette protection maternelle qui alors perd toute référence objective à la réalité. Mais la femme est aussi symbole d'une résistance pacifique, douce, non-musclée.

Si la figure d'intégration de la résistance est une femme, l'occupant, l'intru est essentiellement mâle, dominateur, musclé et castrateur. L'occupant, c'est le mâle allemand, le "Prussien", le militaire par excellence, au comportement viril par outrance, se vantant de ses prouesses et de sa force, et assimilant volontiers lâcheté et féminité.

Ainsi, dans ses discours "musclés", le Gauleiter Simon n'hésite pas à traiter de "femmelettes" ceux qui refusent de porter l'uniforme allemand. Aux yeux de la résistance l'avenir, l'espoir sont féminins, et ils sont incarnés par la personne de la Grande-Duchesse, dont les douces vertues viendront à bout du machisme nazi. La résistance parle souvent du combat entre Goliath et David. On peut se poser la question, si Goliath ne représente pas le mâle qui succombera au David féminin, vertueux, charismatique, ressemblant à cette mère auprès de laquelle l'on se reconforte pour puiser de nouvelles forces pour lutter contre la brutalité de la puissance militarisée au langage casernier mâle.

#### 2.4.1.2. LE CULTE DE LA GRANDE-DUCHESSE IMITE CELUI DE LA SAINTE VIERGE

---

La tradition luxembourgeoise voue à la Sainte Vierge, "la consolatrice des affligés", un culte vieux et ardent. Pendant l'époque de la résistance, on constate que la figure de la Grande-Duchesse-mère est souvent assimilée à cette mère immaculée. La Grande-Duchesse n'est plus vue comme personne laïque, mais elle est sacrée, sanctifiée. Pour célébrer son anniversaire, les écrivains de la résistance ont souvent recours au langage liturgique. Ainsi on rencontre souvent des termes tels que "weißen" (sacrer), "Herrscherin", "Fürstin" (souveraine).

Dans l'admiration qu'ils témoignent à l'égard de la Grande-Duchesse, les Luxembourgeois mettent toute la ferveur de leur croyance dans la monarchie et dans le catholicisme. La Grande-Duchesse devient symbole des valeurs dominantes de la société luxembourgeoise: famille, patrie, église, sens de la hiérarchie.

Les nombreux photos-montages distribués par les mouvements de résistance représentent la Grande-Duchesse de la même façon que la Sainte Vierge. La célèbre photo clandestine représentant la Souveraine entre le tracé des frontières luxembourgeoises fut aussi chère et aussi sacrée aux yeux des résistants que celle, toute aussi célèbre, de l'effigie de "Notre Dame de Luxembourg, consolatrice des affligés" reproduite sous forme de coeur de la patrie.

Citons à ce sujet un article de D'UNIO'N d'avril 1945, consacré à l'accueil de la Grande-Duchesse: "*Nous aurions aimé prendre notre coeur dans la main pour vous le montrer, chère mère, dans son noyau il est écrit un nom: Charlotte.*" (1) Cette

---

(1): D'UNIO'N, No 42, 17.4.1945, année 2

phrase reprend presque mot par mot le texte d'une chanson pieuse très connue au Luxembourg qui s'adresse à la Sainte Vierge "Oh Mamm, léiw Mamm do uewen, ech hun dech énzeg gier. Dei Numm as mir gegruewen an d'Hierz bis an de Kier" (O mère, chère mère au ciel, je t'aime comme rien au monde. Ton nom est gravé dans le noyau de mon coeur).

Le culte marial joue un rôle primordial dans la mémoire collective du peuple luxembourgeois. L'historien luxembourgeois Gilbert TRAUSCH écrit à ce sujet: "*Il faut un passé commun. Pas de nation sans histoire. Un passé riche de souffrances et de joies, riche aussi de figures hors du commun, d'exploits héroïques que l'imagination populaire peut transformer en personnages légendaires et en images d'Epinal. Pas de Luxembourgeois, si illetré soit-il, qui ignore Jean l'Aveugle et le Klëppelkrich. Et comment ne pas évoquer ici le rôle du culte marial, si profondément enraciné dans la piété populaire!*" (1) Les trois éléments, culte marial, Jean l'Aveugle et le Klëppelkrich, communément acceptés comme éléments fondamentaux du sentiment national luxembourgeois, sont des thèmes chers à la résistance.

Culte marial et attachement à la dynastie se confondent. L'impuissance du petit peuple luxembourgeois face à l'omnipotence nazie rappelle la situation historique du même peuple implorant la protection de Sainte Marie comme ultime secours face aux menaces de l'adversaire mortel qu'a été jadis la peste. Les images de la mère immaculée de Dieu et de la Grande-Duchesse-mère se confondent de plus en plus dans la conscience populaire.

Pouvoir temporel et pouvoir spirituel sont intimement liés dans la mémoire collective du peuple luxembourgeois. Ainsi, c'est dans la cathédrale qui, chaque année pen-

---

(1): G.TRAUSCH, Comment les Luxembourgeois sont devenus une nation, in: FORUM No 58, 25.9.82, p.19

dant deux semaines, recueille des milliers de catholiques venus de l'ensemble du pays et de ses environs et qui vont en pèlerinage vers le centre religieux du pays pour célébrer le culte marial, qu'est également célébrée, avec la participation de tous les corps de la société luxembourgeoise, la fête nationale de Grand-Duché, le jour de l'anniversaire de la Grande-Duchesse! Les nazis ne s'y trompent pas: ils interdisent et la célébration de ce 23 janvier et les processions annuelles de pèlerinage de l'Octave.

La Sainte Vierge et la Grande Duchesse sont toutes les deux considérées comme les protectrices d'une nation, d'un territoire aussi. Depuis 1938, les Luxembourgeois possèdent un territoire propre, délimité par des frontières clairement définies qu'il s'agit de défendre. Les photos qui ont pour objet la vénération de la Consolatrice ont toujours montré en arrière-plan la cathédrale de Luxembourg, les fortifications de la ville millénaire et, au premier plan, la statue rayonnante de la Vierge consolatrice des affligés (voir document en annexe). Des photos-montage que les mouvements de résistance font circuler représentent le territoire luxembourgeois "aux pieds de la Grande-Duchesse" (voir document en annexe). Voici donc une belle illustration symbolique du projet politique de la résistance du type LVL-LPL, visant le renforcement du pouvoir monarchique et soulignant donc l'indissolubilité de l'alliance monarchie - identité nationale/territoire national.

Dans l'idéologie de la résistance, seule la monarchie est vécue comme garant de l'indépendance nationale. Pas la moindre revendication républicaine dans toute la propagande de la Résistance! Si en 1919, le pays était encore divisé en ce qui concerne l'option pour une forme de gouvernement (16885 électeurs s'étaient prononcés en

faveur du régime républicain le 28 septembre 1919), plus de vingt ans plus tard la question ne semble plus être à l'ordre du jour: Les attaques continuelles des nazis contre la personne de la Grande-Duchesse renforcent de plus en plus les liens d'association entre monarchie et indépendance nationale. L'attitude de la Grande-Duchesse qui, à l'encontre du roi belge, a opté pour l'exil politique, refusant ainsi de se plier aux contraintes de l'occupant nazi, contribue à son statut de "mère" de la résistance. Ainsi, la politique du président de la Chambre des Députés REUTER qui essaye par tous les moyens d'arranger le retour au pays de la Grande-Duchesse - il envoie par exemple un télégramme à la Grande-Duchesse pour la prier de revenir au Luxembourg, et dans une lettre à RIBBENTROP il demande l'autorisation d'envoyer une délégation à Lisbonne afin de négocier le retour de la souveraine - est sévèrement condamnée par la résistance.

#### 2.4.1.3. UNE TACHE D'OMBRE DANS LE "CULTE MARIAL"

Dans un tract distribué au début de l'année 1941 et "adressé à tous les Luxembourgeois fidèles", la LPL-Rodesch lance de violentes attaques contre les fonctionnaires, la Chambre et le Conseil d'Etat, ayant manqué à leur devoir de patriotes en "abandonnant le pays à son sort". *"S'ils avaient rempli leur devoir, la honte aurait pu être évitée et nous connaîtrions un régime tel qu'il existe en Belgique"*. Le refus par la Grande-Duchesse de rester au pays sous le régime de l'occupant nazi qui a souvent été interprété comme un comportement courageux et renforçant le statut de la Grande-Duchesse comme figure de proue de la résistance, est donc mis implicitement en question ici. En effet, le même tract qui reproche à l'élite de tolérer les insultes du Gauleiter à l'égard de la

Grande-Duchesse ("*Ils ont laissé le Gauleiter insulter la Grande-Duchesse!*") revendique indirectement que celle-ci joue le même rôle que le roi des Belges, à savoir celui d'une collaboration douce. Une Grande-Duchesse qui protègerait, par sa seule présence physique, ses enfants des excès nazis? En somme, on attendrait donc de la Grande-Duchesse de jouer le même rôle qui, en 1918, avait coûté le trône à sa soeur.

Cette contradiction n'illustre-t-elle pas le désespoir, le désarroi du peuple luxembourgeois qui se sent abandonné dans la tourmente, quelques mois seulement après la célébration du centenaire de son indépendance, fête qui avait glorifié la Grande-Duchesse comme le symbole par excellence de l'indépendance du Luxembourg!

#### 2.4.1.4. LE ROLE DE LA MONARCHIE DANS LES PROJETS POLITIQUES DES RESISTANCES

---

La résistance est monarchiste qu'elle soit de droite ou de gauche. Ainsi, même l'organisation ALWERAJE, fondée par le socialiste de gauche Albert WINGERT, participe activement au culte de la Grande-Duchesse. Pir HAAS témoigne que "*lors de l'anniversaire de son Altesse Royale la Grande-Duchesse Charlotte, six billets-papillons différents avec le portrait de la Grande-Duchesse furent imprimés à côté du journal 'Ons Zeidong' et distribués par milliers.*"(1) Ainsi, même la tendance la plus "à gauche" du Parti Ouvrier participe à la plus vaste campagne en faveur de la monarchie que le Luxembourg ait jamais connue, cassant par cela les dernières attaches républicaines de la gauche.

Les billets-papillons dont parle P.HAAS s'adressent à la Grande-Duchesse pour lui dire: "*Conduis le pays d'une main fer-*

---

(1): P.HAAS, Le groupe de résistance ALWERAJE Schiffflange, in: Rappel, janvier 1972

*me, le peuple t'accompagnera plein d'amour et se tiendra fidèlement à tes côtés."* On va même jusqu'à suggérer une relation de simultanéité entre monarchie et liberté: "*Partout où nous portons dans nos coeurs l'amour pour le trône, la liberté ne pourra jamais nous échapper."*

Pour ce qui est du LRL, on opère également une association étroite entre résistance et monarchie. Ainsi la photo de la Grande-Duchesse figure sur les cartes de membres des résistants LRL.

Ce culte de la Grande-Duchesse que l'on rencontre donc dans la propagande de presque toutes les organisations de résistance (et même dans les publications du PCL de l'époque nous n'avons trouvé qu'une seule et très timide critique de la Grande-Duchesse) finira par servir certains projets politiques qui naissent au sein du mouvement. La relation "maternelle" de la Grande-Duchesse vis-à-vis de ses sujets - tant invoquée et cultivée pendant des années - ne tolérerait pas de mise en question sous formes d'institutions politiques venant aliéner la relation de la "mère" à ses "enfants". La relation mère-enfants est une relation directe, proche, sans intermédiaires. Donc dorénavant il ne saurait plus être de question de politiciens, de partis politiques, de députés, qui ont fait la preuve de leur manque de compétence et de patriotisme et qui ne feraient que perturber l'intimité de la relation souveraine-peuple.

Si l'on se remet en mémoire les programmes de la LVL et de l'UNIO'N, on voit aisément comment ces projets politiques ont pu tirer profit du culte de la Grande-Duchesse. Le pouvoir exécutif de la "mère" sera élargie et le contact avec ses "enfants" ne passera plus que par une chambre où seront représentés les états professionnels. Ce sera la mère qui conduira ce "bloc national" dont les



discordances seront absentes. Les Luxembourgeois formeront une grande famille sans distinction de classes ni surtout de luttes de classes entre les "enfants".

Une deuxième hypothèse qu'on pourrait formuler serait celle du projet de la résistance de droite, catholique et corporatiste, d'élever la Grande-Duchesse au-dessus des préoccupations quotidiennes et des affaires basses et matérielles et vulgaires de la politique, de lui confiner un rôle de symbole, afin de gouverner à travers elle. Des enfants intrigant derrière le dos de la mère, lui forçant la main, se servant de sa personne et de son prestige pour s'assurer le pouvoir, pour édifier leur Etat corporatiste et catholique! Ce ne seraient plus les partis qui gouverneraient par l'intermédiaire de la personne de la Grande-Duchesse, mais les unionistes, les légionnaires de la LVL.

#### 2.4.2. LES RITES D'INITIATION

Les rites d'initiation auxquels ont du se plier les nouveaux adhérents de certaines organisations de résistance nous apprennent tout autant sur l'idéologie de ces mouvements que leurs tracts ou journaux clandestins. La cérémonie rituelle, avec les gestes et serments prescrits, le cadre, l'ambiance et le déroulement souvent empruntés en partie aux pratiques religieuses ou mystiques, témoignent d'un certain ordre rêvé de l'univers.

La LVL attache une telle importance au rite d'initiation qu'il figure dans son programme du 1er août 1941. L'ordonnance de la cérémonie y est décrite dans les détails: *"Lors de la cérémonie d'admission, le candidat met la main*

droite sur un crucifix, en formant un V avec le premier doigt et l'index, il donne la main gauche au légionnaire qui l'initie et dit d'une voix claire et forte le serment suivant: 'Je jure, ainsi que Dieu me soit en aide, d'être fidèle au souverain légitime et au chef de la LVL, de me soumettre à tous ses ordres et de conserver le secret de la LVL, aujourd'hui et jusqu'à ma mort...' Puis l'on remet au candidat un mot d'ordre secret et un insigne secret qu'il devra cacher en un endroit sûr." (1) Pour pouvoir devenir membre, il faut remplir certaines conditions fixées par un "Règlement détaillé d'admission": "Le candidat doit être connu en tant que véritable Luxembourgeois, ne pas être un souillard, avoir une renommée respectable et ne pas appartenir au PCL." Ainsi, aux yeux de la LVL, le fait d'être communiste range quelqu'un dans la catégorie des "non désirables" et lui interdit l'accès aux rangs des gens respectables, tout comme le fait d'être souillard!

Voici comment Charles SCHMIT décrit une cérémonie d'initiation à la LVL: "Un des hommes posa son chapelet sur un des longs bancs. Puis X s'avança et dit: 'Touchez le chapelet de la main gauche, levez la main droite pour prêter serment'. Les autres font ce qu'on leur dit. 'Répétez après moi. Je jure fidélité au chef de la LVL. Je jure de me soumettre à ses ordres et de garder le secret de la LVL.' Puis le silence régnait... L'un après l'autre baissait les doigts pointés vers Dieu. Ensuite Ernest leur communiquait le signe de tous les membres de l'organisation: On devait écrire avec l'index les trois lettres L.V.L. dans la paume de la main d'un inconnu."(2)

Ainsi, dans le petit village de l'Oesling, où se passe la cérémonie décrite ici, chapelet et patriotisme sont étroitement liés. Point de salut pour la patrie sans la religion! Souvent c'est le sentiment religieux qui fournit la base, la motivation de la résistance, le fascisme étant vécu et représenté comme l'antéchrist qui vient

---

(1): Statuts LVL, chap.III, art.10

(2): C.SCHMIT, Le serment des patriotes de Consthum, in: Rappel 8/71

menacer cette communauté profondément catholique qu'est la population paysanne du nord du pays. C'est cette société paysanne qui est à la base d'une organisation telle que la LVL. Les cérémonies d'initiation fournissent des indices valables de l'idéologie de la LVL, mais aussi des systèmes de valeurs régissant la vie de cette société secrète et déterminant le comportement de chaque individu par rapport au groupe. C'est sur ces systèmes traditionnels de valeurs et de normes que se fondent les contraintes organisationnelles qui sont alors facilement acceptées.

Le chapelet, le chef, la soumission aux ordres, le respect du secret - voilà les mots-clefs d'une cérémonie d'admission à la LVL. Le chapelet confère la bénédiction et la protection de Dieu, vers lequel on tend les doigts pour prêter serment. Mais il confère également le pardon de Dieu et la justification morale des actes à commettre. Dans un village de l'Oesling, où l'horloge et le clocher de l'Eglise régissent le déroulement de la journée, où le curé représente l'autorité morale bien plus encore que l'instituteur, où rien ne se fait sans l'accord de Dieu, la résistance ne peut pas être un acte laïque. Le chef spirituel en est Dieu et le chef de la LVL, qui dirige la lutte contre l'antéchrist, est son représentant sur terre. On lui doit donc fidélité et obéissance. Les pouvoirs de ce chef sont illustrés par l'"organigramme" de la LVL, reflétant le sens de la hiérarchie et de l'autoritarisme qui régit l'organisation.

Dans la société paysanne, autoritaire, on accepte facilement de se soumettre à un chef puissant - à condition qu'il soit Luxembourgeois et catholique. Le sens de l'ordre et de la discipline, la serviabilité vis-à-vis d'un supé-

rieur, l'habitude d'obéir et de suivre des ordres sont profondément ancrés dans la mentalité paysanne.

Le "secret" de la LVL - sans secret, point de prestige - reproduit l'ambiance des premiers chrétiens dans les catacombes. L'esprit du catholicisme aime le secret, le mystérieux.

Les rites d'initiation ont sans doute également hérité du mouvement scout catholique, dont les adhérents sont particulièrement nombreux au sein de la LVL. Ce mouvement a toujours été connu pour son sens de la hiérarchie, l'importance qu'il attribue à la position du chef et au respect de ses ordres, au port de l'uniforme, etc. Les scouts catholiques ont toujours eu la tradition de prêter le serment de fidélité au pays en hissant le drapeau luxembourgeois.

Voyons un autre témoignage, livré cette fois par un membre du LFB de Dudelange, petite ville industrielle située au sud du pays. Pour être initié à l'organisation, il a été obligé de se rendre *"une nuit à minuit précis derrière le parc 'Léh' (nom d'une forêt près de Dudelange) auprès du monument du 'Klëppelkrich' et de prêter serment en présence d'un homme inconnu qui se faisait connaître par le mot de passe. Cela fait, l'étranger me quitta en me serrant la main et en me souhaitant bonne chance. Le mot de passe était 'Charlotte'. Le texte du serment de fidélité qu'on devait prêter en levant deux doigts était le suivant: ' Je jure fidélité au pays, à la Grande-Duchesse, à l'organisation, et je sais que la trahison signifie la mort.'* - Maintenant j'étais membre du LFB." ( Témoignage recueilli par l'auteur).

Notons la différence avec le serment de la LVL. Ici on ne trouve aucune référence religieuse. L'acte de résis-

tance est un acte laïque. Ce qui est intéressant, c'est la référence au "Klëppelkrich", la Guerre des Gourdins: les deux hommes se rencontrent auprès du monument du "Klëppelkrieger", paysan rebelle, luttant contre les troupes révolutionnaires françaises à la fin du 18e siècle.

Et le choix du lieu, et celui du temps de la rencontre (minuit!) sont lourds de signification et confie à l'acte son caractère exceptionnel, mystérieux, mythique, sortant du commun. Cette signification du lieu et du temps est bien ressentie ainsi par R.N. qui nous a fourni le témoignage en question. Dans son petit cahier d'écolier, dans lequel il a noté sur une cinquantaine de pages les souvenirs de ses activités de résistant, il écrit à la plume en se servant d'une encre bleue. Or, il prend le soin de noter le texte du serment en rouge, afin de souligner son importance. Même en 1970, quand R.N. écrit ses "mémoires de résistant", l'effet du rite d'initiation de l'époque porte encore ses fruits.

Le groupe ALWERAJE ne connaît pas de rites d'initiation. *"Le groupe ALWERAJE n'avait pas de listes (de membres), il ne demanda pas de cotisation aux membres et renonça à des phrases fanfaronnantes et des serments". (1)*

En ce qui concerne la LRL, le déroulement du rite d'initiation est fixé par les statuts. Le point 3 en stipule: *"Chaque membre devra prononcer en présence d'un agent un serment solennel de fidélité à la Grande-Duchesse et à son pays. La formule de serment sera la suivante: 'Je jure fidélité à la Grande-Duchesse et à son pays, et je jure de ne divulguer aucune information concernant l'organisation, sachant que je serais puni de mort.'" (2)*

---

(1): P.HAAS, Le groupe de résistance ALWERAJE Schiffflange, in: RAPPEL, janvier 1972

(2): Statuts de la LRL, point 3, document CNR

Les statuts de la LPL-Petit ne mentionnent aucune cérémonie d'admission ni aucun serment à prononcer.

En règle générale, on peut dire qu'on retrouve dans les rites d'initiation les caractéristiques idéologiques telles qu'elles sont également véhiculées par les publications, mais à un niveau rituel, mystique, souvent non-verbal, mais d'autant plus impressionnant parce que situé en dehors du discours faisant appel à la logique et au conscient. Ces cérémonies se greffent sur des valeurs, des rêves et des fantasmes qui jouent au niveau du subconscient, et c'est de ce fait qu'émanent leur efficacité et la durée et la force de leur effet. Au niveau verbal, on retrouve les références à la monarchie, la religion et le "Klëppelkrich" (dont nous aurons encore l'occasion de parler dans la suite), leur importance varie cependant selon les mentalités et les régions. Ainsi, comme nous avons pu le constater, au nord du pays, les rites d'initiation sont des cérémonies quasi-religieuses, tandis qu'au sud du pays ce sont plutôt le patriotisme fervent et le culte de la Grande-Duchesse qui fournissent le cadre affectif.

### 2.4.3. DU MYTHE DE LA NATION A L'ANNEXIONISME

---

Nous avons déjà eu l'occasion de voir que dans les écrits des résistants luxembourgeois, qu'ils soient de droite ou de gauche, on trouve de fréquentes références aux "Klëppelmänner", ces paysans armés qui, à la fin du 18e siècle, luttèrent contre les troupes de la Révolution Française. Le "Klëppelkrich", la "Guerre des Gourdins" dont il est question ici, eut lieu dans les années 1798-1799. Une armée forte de trois mille paysans armés au hasard, portant le nom de "l'armée de Jésus Christ", se révolta contre l'extension de la conscription aux départements annexés par la France. Pour ces paysans, s'il fallait mourir, que ce fût au moins au service de Dieu et à l'ombre du clocher natal! L'"armée de Jésus Christ" était sous les ordres d'un étudiant en théologie, le "Commissaire de l'Armée des Gourdins".

Ce n'est pas par hasard qu'Alphonse RODESCH, l'un des fondateurs de la LPL, commence son récit "Quatre années de lutte" de la façon suivante: "*Ce fut à Clervaux, dans les Ardennes, terre de la révolte paysanne de 1798, que la LPL vit le jour en novembre 1940.*" (1) C'est dans l'héritage historique des "Klëppelmänner" qu'il situe l'action des résistants.

Le premier tract de la LPL, distribué en décembre 1940, invoque l'exemple des "Klëppelmänner" pour mobiliser les Luxembourgeois contre les tentatives d'assimilation des nazis. Parlant de l'adhésion de nombreux Luxembourgeois à la VDB, la LPL en appelle à la conscience de ses compatriotes en faisant allusion aux "*Klëppelkrichbaueren*" qui sont morts pour la patrie".

Le Parti Communiste revendique lui aussi l'héritage des paysans de la Guerre des Gourdins.

---

(1): A.RODESCH, Quatre années de lutte

Ainsi, le Gauleiter Simon faisant lui aussi appel aux Guerriers des Gourdins afin de motiver les jeunes luxembourgeois à s'enrôler dans les armées allemandes, le PCL réagit: *"Réveillez-vous, esprits de partisans d'autrefois!(...) Des collines de l'Oesling jusqu'aux vallées du bassin minier - battez le tambour de l'insurrection en masse contre les nouveaux oppresseurs!"* (1) Pour témoigner de leur volonté d'indépendance, le PCL fait dire aux "Klëppelmänner": *"ni welsch, ni allemand - Luxembourgeois!"*.

Or, le PCL ne peut pas cacher un certain sentiment de malaise vis-à-vis de cette révolte paysanne qui, objectivement, servait les intérêts du clergé et de la réaction. Objectivement, dit-il, car *"subjectivement, les Klëppelmänner défendaient une juste cause"*, le patriotisme, étant donné que *"l'agresseur s'appelait alors France, et le Luxembourg n'était plus qu'un département dit 'des Forêts'".* Aujourd'hui, l'envahisseur s'appelle Allemagne, et le Luxembourg n'est qu'une partie d'un Gau, le 'Moselland'. A l'époque c'étaient les sans-culottes qui pillaient le pays, aujourd'hui ce sont les nazis."(1) Le rapprochement entre 1798 et 1942, entre les sans-culottes et les nazis, semble pour le moins douteux voire démagogique, et on ne peut se soustraire à l'idée que le PCL est en train d'interpréter l'histoire en fonction de ses besoins propagandistes.

Or, par la force des choses, il a du mal à résoudre les contradictions qui naissent de cette position, étant donné qu'il ne peut pas nier que *"les occupants français apportèrent au pays des libertés et des droits, et que cette occupation fut donc juste historiquement."* (1)

Cette attitude contradictoire du PCL s'explique par sa volonté manifeste de répliquer à tout prix à la propagande nazie en faisant appel au sentiment national des Luxembourgeois qu'il essaie de décrire comme ayant existé à travers les âges.

---

(1): Die Wahrheit, juin 1942, Art.: Parmi nous les Klëppelmänner



Le PCL réagit également lorsque les nazis vont jusqu'à prétendre que le fait que des "Luxembourgeois" avaient été empereurs allemands constitue une preuve de l'appartenance des Luxembourgeois au troisième Reich. Dans l'introduction à son programme de 1942, le PCL réserve tout un chapitre aux "falsifications de l'histoire par les nazis", et il y dit, entre autre, que *"des étrangers pouvaient prétendre au trône impérial. Ainsi, Henri VII (1308-1313) a eu comme rival dans la lutte pour la couronne le frère du roi Philippe IV, Charles de Valois. (...) Henri VII avait une mère française, et toute son éducation était imprégnée de culture française."* (1) Ce qui prouverait qu'on n'avait pas besoin d'être germanique pour porter la couronne. Il est question ici d'un antagonisme qui existe davantage entre les deux identités culturelles française et germanique qu'entre les cultures luxembourgeoise et germanique.

Si nous acceptons l'identification culturelle comme un des éléments du sentiment national, on peut se demander où est dans ce débat l'originalité luxembourgeoise. Le PCL dit *"qu'en tant qu'empereurs allemands, les Luxembourgeois n'agissaient jamais en tant qu'Allemands, mais toujours en tant que Luxembourgeois."* Ainsi *"ils se trouvaient continuellement en guerre contre les princes électeurs de Trèves, et ils ne défendaient que les intérêts luxembourgeois."* (1) N'auraient-ils pas plutôt défendu leurs propres intérêts seigneuriaux, féodaux, tout comme le faisaient de leur côté les princes électeurs de Trèves? Quel anachronisme que de vouloir greffer des conflits nationaux sur des conflits féodaux!

L'originalité luxembourgeoise de Jean l'Aveugle (1310-1346) est illustrée par le fait qu'il *"ne parla pas un mot d'allemand et s'était lié au roi de France pour mourir à Crécy à son service."* (1) Ainsi, le PCL, parti par ailleurs fier de son caractère internationaliste, fouille l'histoire pour trouver les traces d'une présumée conscience nationale luxembourgeoise vieille d'un millénaire. *"Dans 21 ans, le Luxembourg fêtera le millénaire de sa fondation comme Etat (souligné par*

---

(1): Programme PCL 1942, p.6

*l'auteur). Notre patrie a du endurer beaucoup d'oppressions dans les mille ans de son histoire, mais avec l'oppression étrangère, le patriotisme et l'esprit de résistance grandissaient. Ce que les nazis rencontrent aujourd'hui n'est que l'expression de la même volonté d'indépendance que nos ancêtres ont témoignée vis-à-vis de la domination par les Espagnols, qui furent haïs à cause de l'inquisition tout comme les nazis connaissent la haine du monde entier à cause des camps de concentration." (1)*

La résistance à la recherche de ses ancêtres! Patriotisme et esprit de résistance au Luxembourg auraient donc une histoire millénaire! Or, les historiens luxembourgeois sont plutôt d'avis que vers 1780 aucun Luxembourgeois ne pouvait imaginer l'existence d'un Luxembourg indépendant. A l'époque on imaginait plutôt l'intégration du Luxembourg dans un ensemble plus vaste tel que les Pays-Bas sous les Habsbourg ou la France. Si on ne peut pas nier l'existence d'un certain particularisme luxembourgeois, cela ne veut pas dire qu'on puisse en déduire la volonté d'indépendance étatique fournissant la base d'un véritable sentiment national. Ainsi, lorsque en 1815 les calculs diplomatiques du Congrès de Vienne donnent naissance à un Grand-Duché indépendant, au Luxembourg cette décision est accueillie avec indifférence. Ce nouvel Etat n'était pas le fruit d'une lutte ni le résultat d'une volonté d'indépendance de la population. Lorsqu'éclate la révolution belge, les révolutionnaires luxembourgeois optent pour la Belgique. Or, le PCL n'hésite pas à qualifier cette *"lutte du peuple luxembourgeois en 1830 comme lutte de libération nationale"* (1).

Quand en 1839 les structures d'un Etat moderne sont créées, il n'existe pas encore de sentiment national digne de ce nom. La création de l'Etat n'est donc pas non plus la reconnaissance d'une nationalité existante, mais c'est au contraire l'existence de ces structures étatiques qui va

---

(1): Programme PCL 1942, p.7

faire naître le sentiment d'appartenance commune, le sentiment national. On peut donc dire que l'Etat luxembourgeois précède le sentiment national qui d'ailleurs a du mal à se former. C'est d'abord par opposition, en se démarquant par rapport à leurs voisins, que les Luxembourgeois se trouvent des intérêts communs. Le patriotisme luxembourgeois se définit par la négation, par le refus des nations voisines.

L'occupation nazie est venue renforcer, revigorer ce sentiment national, et elle a contraint les Luxembourgeois à mener une lutte sur le plan culturel afin de barrer la route à l'idéologie du "Heim ins Reich". Ainsi ils ont été amenés à se pencher sur la question de leurs origines, ce qui a donné lieu à toute une série de mythifications et de projections. Or, entre cette mythification d'une identité nationale et l'évocation quasi-obsessionnelle d'un patriotisme prétendu vieux de mille ans d'un côté et le piège du chauvinisme de l'autre, il n'y a qu'un petit pas à franchir, et la prochaine étape sera celle de l'agression culturelle de tout ce qui est autre, différent, étranger.

Si dans son programme de 1943 la LVL exige "*la réunion culturelle, économique et politique du Luxembourg d'antan dans les limites des frontières linguistiques*" (1), c'est que cette revendication joue un rôle important dans les rangs de la résistance. L'"UNIO'N" lancera une véritable campagne annexioniste, avançant des arguments frisant souvent le ridicule et parfois franchement fascistes pour justifier l'annexion des terres sises Outre-Moselle. "*Les nationalistes de 1918 ont déjà avancé la revendication et montré l'injustice historique vis-à-vis du Luxembourg. Nous ne mentionnerons que les trois démembrements de 1659, 1815 et 1839. (...) Et si aujourd'hui, pour des raisons de force majeure, nous renonçons à un droit historique, nous tirons cependant de la deuxième agression de la part*

---

(1): Programme LVL 1943, Le programme d'après-guerre de la LVL, art.10, document CNR

*des Prussiens le droit et le devoir d'exiger la restitution de la partie de notre pays qu'ils ont volée en 1815, sinon davantage."* (1)

L'occasion est bonne pour profiter, à côté des alliés, du démembrement de l'Allemagne. Ne voit-on pas déjà les troupes luxembourgeoises occuper la région de Bitbourg? On comprend que le désir de vengeance et la haine à l'égard des Allemands sont grands, les blessures de la guerre ne sont pas encore cicatrisées. Mais cela seul suffit-il pour justifier et expliquer le recours aux mêmes arguments et méthodes que ceux employés pendant quatre ans par l'occupant tant détesté? Ne serait-ce pas là un singulier phénomène d'acculturation?

Or, le désir d'annexionisme rencontre quelques difficultés de taille: *"Ce sont les habitants de ces régions qui constituent un problème. Nous ne voulons pas admettre des Prussiens au sein de notre peuple. Une solution consisterait dans l'évacuation de ces territoires et l'interdiction de séjour pour tout Prussien!"*(1) Voilà donc la "solution" du "Raum ohne Volk" (territoire sans peuple) qui réapparaît. La terre est luxembourgeoise, mais ses habitants ne le seraient pas? La première "solution" envisagée est rejetée, étant donné que *"ces Prussiens parlent encore aujourd'hui luxembourgeois."*(1) On propose donc l'assimilation pure et simple, affirmant sans gêne: *"Ce sont les Prussiens et d'autres encore qui nous ont appris comment il faut procéder. Toutes les administrations ne seront occupées que par des Luxembourgeois.(...) L'économie et l'industrie seront également dirigées exclusivement par des Luxembourgeois. Après un certain nombre d'années, ces gens devraient être assimilés et pourraient, sous certaines réserves, faire partie du corps luxembourgeois, à condition d'avoir prouvé qu'ils sont de bons Luxembourgeois et qu'ils entendent le rester."* (1)

Quelque temps plus tard, un article de l'"UNIO'N" se sert même du vocabulaire de "Mein Kampf": "Un peuple sans espace

---

(1): D'UNIO'N, No 10, 23.1.1945, Le Luxembourg élargi (Dat gréssert Letzebuerg)

(E Vollek ouni Raum), aussi petit qu'il soit, ne peut se développer dans son cadre, et doit au contraire encore et encore donner son excédent de sang à l'étranger (...). Un peuple ayant suffisamment d'espace vital n'a pas besoin d'affronter des problèmes tels que la question, si on doit émigrer ou non, comme nous le faisons aujourd'hui." (1)

Voilà ce qu'on appelait "Blut- und Bodentheorie" (la théorie du sang et de la terre) sous le troisième Reich. Ainsi le petit peuple luxembourgeois, sorti renforcé des épreuves de la guerre, semble faire preuve de visées impérialistes, revendiquant l'extension de son territoire limité. La grenouille qui soudain se prend pour le boeuf! Ce sont les riches terres d'Outre-Moselle qui chatouillent les goûts annexionistes des Luxembourgeois: "Ne pourrions-nous pas faire usage de cette terre fertile et des grandes forêts (...)? Comme main-d'oeuvre (...) nous pourrions y employer dans les années à venir, en plus des civils, les prisonniers de guerre. (...) Quant à la région Moselle-Sarre, on n'a qu'à demander l'avis d'un expert pour savoir la qualité de la terre et la richesse des innombrables vignobles." (2)

La leçon administrée par le Gauleiter SIMON a porté ses fruits et l'idéologie fasciste semble avoir été semée dans une terre fertile. Sa récolte se mélange aux vieilles idées de la droite autochtone et constitue ainsi un phénomène complexe, enraciné dans les anciens systèmes de normes et de pensée de la population.

#### 2.4.4. LE ROLE DE LA LANGUE DANS L'IDEOLOGIE NATIONALISTE

---

La question nationale est une question de culture. Et qui dit culture, dit aussi langue. Les tentatives entreprises pour mettre en évidence la conscience nationale luxembour-

---

(1): D'UNIO'N, No 10, 23.1.45, Le Luxembourg élargi

(2): D'UNIO'N, No 62, 16.3.46, Le Luxembourg doit-il procéder à des annexions?

geoise et pour renforcer le sentiment d'identité nationale se sont donc aussi penchées sur la question de la langue nationale luxembourgeoise. Lorsque, à l'occasion d'un recensement de la population ("Personenbestandsaufnahme") le 10 octobre 1940, le Gauleiter SIMON pose trois questions concernant la nationalité, l'appartenance ethnique et la langue maternelle, la population luxembourgeoise répond par un triple "Letzebuergesch" (luxembourgeois) Ceci était le résultat d'une vaste campagne des organisations de résistance.

On assiste à une mythification de "notre" langue et de ses origines qui constitue une partie importante de la campagne au sujet de la question nationale dont nous avons parlé dans le chapitre précédent.

Ainsi le PCL, dans l'introduction de son programme de 1942, écrit: "*Le plus vieux monument littéraire du Luxembourgeois est né au 13e siècle au couvent de Marienthal près de Mersch, où Hermann de Luxembourg composa un poème de 6000 rimes chantant la légende (...) de la comtesse Yolande de Vianden.*" (1) Or, un court extrait du poème en question suffit pour donner une idée du caractère germanique de la langue dans laquelle sont écrits les rimes: "*Ich han vil vol gelesen / von guoden vroiven reinen / steder envant ich keine...*" En ce qui concerne les langues qu'on parlait à cette époque au Duché, Joseph MEYERS écrit: "*Les langues officielles furent l'allemand et le français. Si dans les siècles médiévaux précédents l'on s'était servi du latin dans les textes diplomatiques, l'allemand et le français faisaient maintenant leur apparition dans ces documents.*" (2)

Gilbert TRAUSSCH dit que c'est seulement "*partage de 1838 qui a créé l'unité linguistique. Tous les Grands-Ducaux parlent le luxembourgeois, un parler germanique mosellan, auquel s'est intégré un important vocabulaire français.*" (3)

---

(1): Programme du PCL 1942, p.8

(2): J.MEYERS, Die Geschichte Luxemburgs, p.80

(3): G.TRAUSSCH, Le Luxembourg à l'époque contemporaine, p.89

La littérature d'expression luxembourgeoise ne fait son apparition que dans le premier tiers du 19e siècle. "Peu à peu les Luxembourgeois prennent conscience de leur façon de s'exprimer. Les linguistes y voient un dialecte mosellan d'origine franque (Moselfränkisch). Les Luxembourgeois d'autrefois prétendaient parler 'Letzebuenger Deitsch' (du 'luxembourgeois allemand')" (1). C'est aussi ce qu'ils parlent en 1940. Or, par opposition aux contraintes exercées par les Allemands, on rejette violemment l'idée d'un dialecte mosellan d'origine franque.

Ainsi, dans un appel du LFB, traitant du recensement du 10 octobre, on peut lire: "Les Prussiens veulent que les Luxembourgeois (...) écrivent que notre langue maternelle est l'allemand, ils disent que notre langue luxembourgeoise n'est qu'un dialecte(...). Or, notre langue est plus ancienne que leurs jacasseries des casernes." (2) Un tract de la LPL dit: "Notre langue et notre peuple ont connu une histoire de mille ans, ils sont plus anciens que la langue allemande (...), et nous avons le droit de rester ce que nous sommes: des Luxembourgeois libres et indépendants!" (3)

Si l'occupant allemand a raison de dire que le luxembourgeois est en réalité un dialecte mosellan d'origine franque, il use de cet argument pour remettre en question le sentiment national et le droit à l'indépendance des Luxembourgeois. Comme l'Allemagne base le concept de nationalité sur celui de l'appartenance linguistique, les Luxembourgeois se voient contraints à avancer la thèse de l'existence d'un système linguistique luxembourgeois et de renier l'évidence des faits réels. Cette contrainte et les efforts fournis pour prouver l'origine et les bases historique de la "langue" luxembourgeoise enfonce les propagandistes de la résistance de plus en plus dans mythification.

---

(1): G.TRAUSCH, Le Luxembourg à l'époque contemporaine, p.104

(2): Tract LFB, in: R.GLESENER, Dem Vergiessen entreissen

(3): Tract LPL, document CNR

La chanson "De Feierwon" de Michel LENTZ, d'inspiration patriotique profonde, devint rapidement un véritable hymne national et une sorte de chant de ralliement des Luxembourgeois. En 1870, le refrain de la dernière strophe qui se terminait par les mots "Mir welle bleiwe wat mir sin" (Nous voulons rester ce que nous sommes) est transformé comme suit: "Mir welle jo keng Preise sin" (Nous ne voulons pas être Prussiens)! Pas besoin de dire que la chanson en question, dans sa version nouvelle, a connu un succès certain dans les milieux de la résistance.

S'il est vrai que la résistance, dans ses écrits, introduit le luxembourgeois en tant que langue écrite, habitude que les Luxembourgeois n'avaient jamais eue, et qu'elle revendique sa reconnaissance en tant que langue à part, il est cependant vrai aussi qu'elle a souvent recours à la langue allemande pour propager ses revendications. Ainsi une multitude des tracts des organisations de résistance, et même de ceux qui traitent de la question linguistique, sont écrits en allemand. Ainsi les résistants communiquent leur nationalisme dans une langue que l'occupant déclare être la sienne, mais que les Luxembourgeois ont l'habitude de lire et d'écrire et que notamment les classes populaires possèdent plus facilement que la bourgeoisie francophone et francophile. Les Allemands sont conscients de cette contradiction, et dans leur propagande ils en profitent pour dresser les classes populaires contre la bourgeoisie francophile, "oubliant" leur condamnation de toute forme de lutte de classes.

Nous ne connaissons aucun tract des organisations de résistance qui soit écrit en français. Malgré eux, les résistants sont obligés d'avoir recours à la langue allemande tant détestée pour être compris par le peuple. Le



PCL semble être le seul à s'être servi d'une autre langue que l'allemande: l'italien, histoire de se faire comprendre par les immigrés italiens anti-fascistes.

Voilà donc un autre paradoxe de la résistance luxembourgeoise: On se sert de l'allemand pour revendiquer le droit à la langue luxembourgeoise et pour refuser l'octroi de la langue allemande, tout en niant tout lien et toute familiarité entre les deux.

Ce sera donc l'occupation allemande qui aura révélé au peuple luxembourgeois son originalité, son identité et l'importance de sa langue, employée jusqu'alors ni dans les actes officiels, ni dans les journaux (dont la plupart sont écrit en allemand), ni dans les prières - ce qui est révélateur, parlant de ce peuple luxembourgeois profondément catholique. C'est sur ces faits que l'occupant insistera pour prouver au Luxembourgeois que leur langue maternelle est l'allemand.

Dans sa réaction, la résistance met en question les habitudes et traditions linguistiques des Luxembourgeois. Ainsi, dans son "appel aux Luxembourgeois fidèles", la LPL-Rodesch écrit en 1941: *"En ce qui concerne ce capital (la langue maternelle), nous avons pêché. Notre constitution ne reconnaît pas notre propre langue maternelle et a mis l'allemand à sa place. Nous en connaissons maintenant les conséquences. Dans nos églises on prie et on prêche en allemand, notre presse est rédigée en prussien, notre langue est bannie de l'école. Et parce que nous avons si bien appris l'allemand, voilà que les Allemands nous considèrent comme compatriotes (Volksgenossen). (...) Nous exigeons que notre langue maternelle occupe dorénavant la place qui lui est due dans l'église, dans l'école primaire, dans la presse, dans le parlement et dans d'autres endroits. L'allemand on s'en f... , car notre orientation économique d'après-guerre se fera du côté de la Belgique, de l'Angleterre et de l'Amérique."* (1)

---

(1): tract LPL, in: A.RODESCH, Quatre années de lutte

La LVL revendique la reconnaissance du luxembourgeois en tant que langue officielle dans ses deux programmes.

Le PCL demande *"une propagation de notre culture nationale et de notre langue qui devra occuper une place plus importante dans la vie officielle et culturelle du pays (...) en tant que moyen efficace contribuant au renforcement et à la sauvegarde de notre unité et de notre conscience nationales."* (1)

---

(1) Programme PCL 1942, p.11

## CONCLUSION

---

Au terme de notre analyse, qui est loin de vouloir revendiquer avoir réussi à expliquer tous les phénomènes, et qui est consciente qu'un travail approfondi et complet de l'histoire de la Résistance reste encore à faire, nous pouvons cependant risquer d'affirmer que la réalité résistante est bien plus complexe, plus différenciée que certains s'efforcent de le faire croire.

Le mythe qui voulait que la Résistance soit un acte, un mouvement progressiste par essence vole en éclats.

Bien des Luxembourgeois ont lutté pour des idéaux qui étaient aussi présents dans le camp adverse. Ainsi la contradiction principale Résistance-Oppression nazie n'arrive pas à expliquer et à traduire toute la réalité des cinq années qui ont agité le Luxembourg. La NATION opprimée n'était pas un ensemble homogène, expurgée de contradictions.

La Résistance a été un ensemble hétérogène tant du point de vue de sa composition socio-économique et géographique que du point de vue politico-idéologique.

Les organisations de résistance sont des sociétés différentes, recouvrant des réalités socio-culturelles différentes.

Le mythe si longtemps propagé qui prétend que la Résistance n'a connu aucune scission idéologique, se heurte aux réalités. La pensée de la Résistance n'a pas été UNE. La Résistance est en beaucoup de points la continuation de la

vie politique et sociale des années trente et par cela même porteuse des mêmes contradictions qui ont agité les années trente. Corporatisme contre lutte de classes, divisions du mouvement ouvrier, voilà ce qui marque la Résistance tout comme la société des années trente, et la lutte contre l'ennemi commun ne fait pas tout à fait taire les contradictions.

La résistance de droite relève le drapeau du corporatisme prêché par le parti catholique. Mieux encore, elle profite du vide politique dû à l'absence des partis politiques pour accentuer encore les vues anti-démocratiques des années trente, et nous assistons à un singulier phénomène d'acculturation entre la pensée des "légionnaires" et celle des nazis.

Pour ce qui est de la gauche, le Parti Communiste continue sa lutte contre la social-démocratie et la "Rechtspartei". Une organisation telle que le LFK avoue ouvertement ses convictions socialistes-humanistes...

La diversité et l'antagonisme existent donc au sein de la pensée politique résistante. La résistance est bien plus qu'un mouvement patriotique.

L'unité existe pour refuser le retour à la société d'avant-guerre, et pour renover les structures constitutionnelles et politiques de la société d'après-guerre. Mais si les uns veulent en finir avec le libéralisme pour édifier une société expurgée de toute contradiction, où tous les domaines de la vie sont christianisés, les autres veulent la fin du libéralisme pour édifier un socialisme humaniste, ou, dans le cas du PCL, pour poser les fondements d'une transition vers un régime de démocratie populaire.

Pour beaucoup de résistants se pose le problème de la création d'une nouvelle classe politique. Le problème général

de l'épuration, des châtements, de l'élimination des inciviques, doit être replacé dans la perspective plus vaste du renouvellement des cadres. Beaucoup, que leurs convictions datent d'avant la guerre ou que le désastre national les ait déterminées, sont des adversaires du parlementarisme (ou d'une certaine forme de parlementarisme). Le PCL et la LVL ont des projets nettement différents en ce qui concerne cette question.

Mais la Résistance n'a pas été à même de provoquer une rupture politique ou constitutionnelle. Les "hommes nouveaux" n'avaient-ils pas l'envergure nécessaire pour conduire leurs troupes vers cette rupture? Le peuple luxembourgeois avait-il trop de respect vis-à-vis de la gérontocratie par laquelle il était habitué à être conduit et dirigé? Etait-il bien trop conservateur dans son ensemble pour vouloir un véritable changement? Le projet des légionnaires de la LVL lui rappelait-il trop la loi muselière des années trente qu'il avait refusée?

Le fait est que l'ancienne classe politique réussit vite à marginaliser, à étouffer les "révolutionnaires-résistants". La victoire éclatante du parti catholique aux élections de 1945 ferma une parenthèse et permettait la continuité sans rupture. La pensée politique de la Résistance n'a donc pas marqué radicalement dans les faits la vie politique luxembourgeoise.

Bien que divisés sur des projets politiques, les Résistants se réclament tous - le PCL y compris - du même héritage culturel: le "Klëppelkrich", Jean l'Aveugle... font partie du patrimoine culturel de toutes les organisations de résistance. Que ce soit l'instituteur communiste Jean KILL ou les normaliens de la LPL ou de la LVL, tous témoignent de la même façon dans leurs écrits qui ont trait à la question nationale d'une culture semblable, tous se sentent inspirés

par les "Klëppelmänner" et revendiquent le caractère luxembourgeois de tel prince ou tel empereur. Face aux Prussiens, tous succombent au même réflexe de mythification de la nation et de la langue maternelle.

Bien plus que les programmes politiques, les rites d'initiation et le culte de la Grande-Duchesse sont révélateurs de la mentalité des Résistants et du peuple luxembourgeois. Les Rites et le culte de la mère de la patrie, étroitement associé à celui de la Vierge Marie, témoignent des valeurs, des codes moraux qui régissent la pensée profonde d'un petit peuple qui s'accroche à des valeurs traditionnelles pour trouver ainsi un secours, un abri contre les souffrances et les peurs qui l'assaillent de toute part. Le thème de la Grande-Duchesse-Mère est la traduction des habitudes mentales du peuple luxembourgeois, qui bien plus que toute grande nation, se sent égaré, insécurisé dans la tourmente et semble ressentir un pressant besoin de sécurité et de protection.

Voilà une nation qui, pour la première fois dans son histoire centenaire, est contrainte de défendre au péril de la mort, de la déportation, de l'internement, une indépendance nationale qui n'a pas été la récompense, le fruit d'une lutte menée. Forcé de définir son originalité par rapport aux "Prussiens", le peuple luxembourgeois devient conscient de l'importance d'une langue qu'il a délaissée pendant (trop) longtemps. Dans la lutte qui l'oppose au "Prussien", on a l'impression que c'est parfois plus "le Prussien" que le système nazi qui est perçu comme ennemi, du moins en ce qui concerne certains résistants. Le nationalisme est revigoré, exacerbé pour basculer dans le chauvinisme et l'impérialisme qui, à côté des formes fascisantes, ne peuvent prendre que des aspects ridicules qui portent ombrage à la lutte courageuse de ceux des résistants qui ne se sont certainement pas battus dans le but d'annexer les terres sises

oultre-Moselle.

Mais aujourd'hui, en temps de crise économique, certains semblent vouloir renouer avec ce nationalisme outrancier en fondant une organisation qui lutte à la fois pour la sauvegarde du "Letzebuergesch" qui se verrait dénaturé par les influences qui viennent du dehors et du dedans et contre un taux trop élevé à leur avis de travailleurs immigrés au pays. En ce sens, certains résistants ont trouvé là de dignes continuateurs.

Hier comme aujourd'hui c'est dans les périodes critiques, au cours des crises qu'on voit apparaître au grand jour des structures latentes, ordinairement cachées. Ainsi la Résistance, reflet de la société globale, exprima-t-elle ce qu'il y a de positif et de négatif dans le peuple luxembourgeois.

Les efforts qui ne visent qu'à la glorification de la Résistance luxembourgeoise ne pourront être qu'à moitié vrais ou faux. Le tableau qu'ils construisent, où tout n'est que lumière, et qui ne contient pas de nuances, pas de contrastes, pas de couleurs criardes et antagonistes, pas de traits forts voisinant avec les traits fins, et les procédés dont ils se servent pour représenter leur réalité à eux n'aboutissent qu'à des images d'Epinal, qui traduisent des réalités simples, arrangeant les gens qui préfèrent les idées simples.

## BIOGRAPHIES

---

Joseph BECH (1887-1975) domine de très haut la politique étrangère du Luxembourg. Il en a été le responsable en tant que Ministre des Affaires Etrangères de 1926 à 1958. Il a été Ministre d'Etat, Président du Gouvernement de 1926 à 1937 et de 1953 à 1958. En 1937, il soumet à la Chambre des Députés une "loi d'ordre", dirigée contre les groupes et mouvements "menaçant l'ordre constitutionnel". Cette loi autorise le gouvernement à interdire de telles organisations. Adoptée à une large majorité composée de la droite et des libéraux, elle se heurte à la désapprobation du parti socialiste, du parti communiste, des jeunes libéraux et des syndicats qui lancent une vaste campagne d'opinion contre la loi d'ordre qu'ils appellent "la loi muselière", et dans laquelle ils voient un danger pour la libre expression des opinions. Lors du référendum sur la dite loi, la population se prononce contre (50,7% ont voté "non").

Nicolas BIEVER (1894-1965), une des figures les plus marquantes du syndicalisme luxembourgeois de tendance socialiste, a été Ministre du Travail de 1951 à 1959 et de 1964 à 1965.

Pierre DUPONG (1885-1953), député du parti de droite, représente en son sein la tendance chrétienne-sociale. Il a été Ministre des Finances à partir de 1926 et Ministre d'Etat, Président du Gouvernement de 1937 à 1953.

Jean-Baptiste ESCH (1902-1942), ordonné prêtre le 28.7.1929, rédacteur au "Luxemburger Wort", fervent adepte du corporatisme, s'inspirant des "austrofascistes". Son opposition aux nazis lui valut d'être interné au camp de Dachau où il succomba en 1942.



Jean FOHRMANN (1904-1973), syndicaliste socialiste, député socialiste de 1936 à 1940, de 1945 à 1965 et de 1968 à 1973, directeur du journal socialiste "tageblatt" de 1953 à 1964. Membre du deuxième bureau, il est déporté en 1942 et interné au camp de concentration de Gros-Rosen (Silésie) en 1944.

Jean KILL (1903-1969): Instituteur en 1921, il enseigne en Sarre, puis à Dudelange. En 1921 il devient membre des "Jeunesses Communistes". A partir de 1929, il s'occupe du travail agit-prop au sein du Parti Communiste. Il est considéré comme le numéro trois dans la hiérarchie du parti. En 1934 il est destitué de sa fonction d'instituteur pour des motifs politiques. En 1937, il occupe un poste provisoire à l'administration de l'emploi. En septembre 1940, il est parmi les premiers destitués politiques. Il devient rédacteur du journal clandestin du PC "Die Wahrheit". A partir de 1941, il travaille dans l'illégalité la plus complète. En 1943, il se réfugie en Belgique où il rejoint le "Front de l'Indépendance". Il est rédacteur du journal "Clarté". Après la libération, il devient membre de la "Chambre consultative" et du comité central de l'UNIO'N. Au sein du parti il occupe les fonctions de directeur de la COPE (l'imprimerie du PC) et de directeur d'abord de la "Volksstimme", ensuite de la "Zeitung vum Letzebuenger Vollek". Ses écrits: Tausendjähriges Luxemburg (Le Luxembourg millénaire), Luxemburg und die Oktoberrevolution (Le Luxembourg et la révolution d'octobre).

Pierre KRIER (1885-1975) syndicaliste de tendance socialiste, Ministre du Travail de 1937 à 1947.

Arthur USELDINGER (1904-1967): Employé à ARBED-ESCH, il rejoint le Parti Communiste en 1932. Il s'occupe particulièrement de l'organisation de masse "Freunde der Sowjetunion" (Les amis de l'URSS). A partir de 1938 il est membre

de la direction du parti. En 1939, il est transféré de force à ARBED-Dommeldange. Editeur de "Die Wahrheit", il travaille dans l'illégalité à partir de 1941. Après la libération, il est membre de la "Chambre Consultative" et du comité central et du Bureau Politique du parti. Figure très populaire dans le sud du pays, il est député de 1945 à 1976 et maire de la ville d'Esch/Alzette de 1946 à 1949 et de 1970 à 1976.

## BIBLIOGRAPHIE

### OUVRAGES D'ENSEMBLE

- KILL, Jean . Tausendjähriges Luxemburg. Woher? Wohin? Ein Beitrag zum besseren Verständnis der Geschichte des Luxemburger Landes. Imprimerie COPE, 1960
- MEYERS, J. Geschichte Luxemburgs. Edition Paul Bruck, Luxembourg 1967
- TRAUSCH, Gilbert Le Luxembourg à l'époque contemporaine. Editions Bourg-Bourger, Luxembourg 1981

### HISTOIRE NOUVELLE

- DUBY, Georges Histoire sociale et idéologies des sociétés, in: Faire de l'histoire. Nouveaux problèmes.
- FURET, François L'histoire quantitative et la construction du fait historique, in: Annales E.S.C., XXVI, 1971, No 1, pp.63-75
- LE GOFF, J. Les mentalités. Une histoire ambiguë, in: Faire de l'histoire. Nouveaux problèmes
- LE GOFF, J., CHARTIER, R., REVEL, J., La nouvelle histoire, C.E.P.L Paris 1978

### HISTOIRE DE LA RESISTANCE

- BASTIAN, Marie L'usine ARBED-Esch et son personnel sous l'occupation allemande, Esch/Alzette, 1947
- BERNARD, Eugène Biller aus der De'fferdenger Resistenz. De Grenzpassage, in: Differdange (amicale des Anciens de la Résistance), Inauguration de leurs drapeaux, Luxembourg 1968, pp.23-27
- BIREN, Raymond Jacques der Unentwegte. Erinnerungen eines Resistenzlers an düstere Tage, Imprimerie Kremer-Müller, Esch/Alzette 1971
- BOSSELER, Nicolas et STEICHEN, Raymond, Livre d'Or de la Résistance Luxembourgeoise de 1940-45, Esch/Alzette 1952, Imprimerie Ney-Eicher
- CERF, Paul De l'épuration au Grand-Duché de Luxembourg après la seconde guerre mondiale, Imprimerie Saint-Paul, Luxembourg 1980

- CHRISTOPHORY, Chr. (L)etzebuenger (R)oude (L)éiw, in: Rappel, No 3/5, 1980, pp.235-236
- DELVAUX, Fr. Luxemburg im Zweiten Weltkrieg 1940-1944. Ein Kriegstagebuch, Imprimerie Worré-Mertens, Luxembourg 1945
- ENGEL,M., HOHENGARTEN,A., Hinzert. Das SS-Sonderlager im Hunsrück 1939-1945. Sankt-Paulus-Druckerei, Luxemburg 1983
- ESCH, Jean-Baptiste Mein Kriegstagebuch. Imprimerie Saint-Paul, Luxembourg 1948
- ESCH, Jean-Babtiste In Memoriam et in Resurrectionem, édité par Alphone Turpel, Imprimerie Saint-Paul, Luxembourg 1951
- GANDIDI,G., BISSDORFF,G., La Résistance du peuple luxembourgeois Imprimerie Centrale, Luxembourg 1977
- GLESENER, Robert Dem Vergiessen entreissen. D'Stad Remeleng an der Letzebuenger Resistenz 1940-45, Imprimerie Coopérative, Esch/Alzette 1970
- HAAS, Pierre Lieber stehend sterben als gebückt leben, Typoscripte
- HAAS, Pierre Die Widerstandsgruppe ALWERAJE, in: Rappel 1971 No 6-9, 1976 No 1-2
- JOME, Pol D'Schaffen vun der Resistenzorganisatio'n zu Hesper, Typoscripte
- KILL, Jean 40 Jahre Kommunistische Partei Luxemburgs Imprimerie COPE, Luxembourg 1960
- KILL JEAN, Centre Beiträge zur Geschichte der Kommunistischen Partei Luxemburgs. Imprimerie COPE, Luxembourg 1981
- KOCH-KENT, Henri Le 10 mai 1940 à Luxembourg, Témoignages et documents. Imprimerie Fr.Faber, Mersch 1971
- KOCH-KENT, Henri Sie boten Trotz, Imprimerie Herrmann, Luxembourg 1974
- KOCH-KENT, Henri Ils ont dit non au fascisme. Rejet de la loi muselière par le referendum de 1937, Luxembourg 1982
- KOCH-KENT, Henri Putsch à Luxembourg?, Imprimerie Herrmann, Luxembourg 1980
- KOCH-KENT, Henri Vu et entendu. Souvenirs d'une époque controversée 1912-1940, Imprimerie Herrmann, Luxembourg 1983

PERIODIQUES

Rappel	Organe de la Ligue Luxembourgeoise des Prisonniers et Déportés Politiques. Revue mensuelle de la L.P.P.D.
Réveil de la Résistance	Bulletins d'Information du "Réveil de la Résistance", Résistants actifs 1940-1945
UNIO'N	Périodique vun der Letzebuenger Organise'enter Resistenz
D'UNIO'N	Organ vun der Letzeburger UNIO'N, 10.10.44-2.4.48, Imprimerie Bourg-Bourger
FORUM	Périodique "fir kritesch Informatioun iwer Politik, Kultur a Relioun, rapid-press Luxembourg
Freiheit	Organ vun der LFK a vun alle Letzebuenger Freihetskämpfer. Imprimerie Bourg-Bourger

PRESSE CLANDESTINE (1940-44)

"Eis ZEDDENG" ONI MAULKUERF	journal clandestin de l'ALWERAJE, archives Pir Haas
Die Wahrheit	Kampforgan für die nationale Befreiung Luxemburgs, juin 1940, décembre 1941, janvier, février, mai, juin août 1942 (archives PCL)
Die Volksstimme	fin août 1944 (archives PCL)
Gegen die Nazityrannei und Arbedplutokratie für ein neues, besseres Luxemburg, Editeur: PCL	archives PCL
Der Zusammenbruch Frankreichs	juillet 1940, archives PCL
ALEF-Manifest zum 10.Mé 1944	archives PCL
De Jonge Pionéer	juin 1944, archives PCL
D'jong Freihetskämpfer	7 février 1943, 5 février 1943, archives PCL

DOCUMENTS C.N.R.

Statuts LVL

Statuts LFK

REMARQUE: Toutes les citations extraites des textes allemands ou luxembourgeois ont été traduites en français par l'auteur de ce mémoire. Le lecteur excusera d'éventuelles imperfections de traduction.

- MARIE, Jean Passeur-Erzählungen aus bewegter Resistenz, Imprimerie Wagner, Esch/Alzette 1945
- MEDINGER, Victor et ERPELDING, J.-P., La résistance dans nos lycées: Albert Schaefer, in: D'Hémécht 1946, No 36, pp.1-2
- MERSCH, Carole Le national-socialisme et la presse luxembourgeoise de 1933 à 1940, Imprimerie Saint Paul, Luxembourg 1977
- MICHAUX, Charlotte Damals, 1939-1945. Aufzeichnungen, Imprimerie Bourg-Bourger, Luxembourg 1964
- MICHEL, H. et MIRKINE-GUETZEVITCH, B., Les idées politiques et sociales de la Résistance, Paris PUF 1954
- RATHS, Aloyse La grève de 1942. Documents et témoignages, in: Rappel 1972, No 7-8
- RATHS, Aloyse Studentenmanifestation am 10. Oktober 1941, in: Rappel 1973, No 10 pp.371-381, No 11-12 pp.421-424
- RATHS, Aloyse Erinnerungen eines jungen Studenten, in: Journal 26.1".1980
- RODESCH, Alphonse Quatre années de lutttes. Histoire d'une Résistance, Imprimerie Ney-Eicher, Esch/Alzette 1947
- SCHON, Jean D'Resistenz vun de Letzeburger am leste Krich, in: Rappel 1960, No 3 pp.145-159
- SCHMIT, Charles Der Schwur der Constumer Patrioten, in: Rappel, 1971, No 8-9
- STOLL, Jean-Aimé Ado Rinnen 1942-1944, in: Rappel 1971, No 2 pp.94-96, No 3 pp. 127-131
- TRAUSCH, Gilbert Aux origines du sentiment national luxembourgeois, in: Du sentiment national des Luxembourgeois, Nos Cahiers 2/84
- WEBER, Paul Geschichte Luxemburgs im Zweiten Weltkrieg, Imprimerie de la Cour Victor Buck, Luxembourg 1948
- WINGERT, A. ALWERAJE, in: Rappel 1960 No 6

Carte du Grand-Duché de Luxembourg

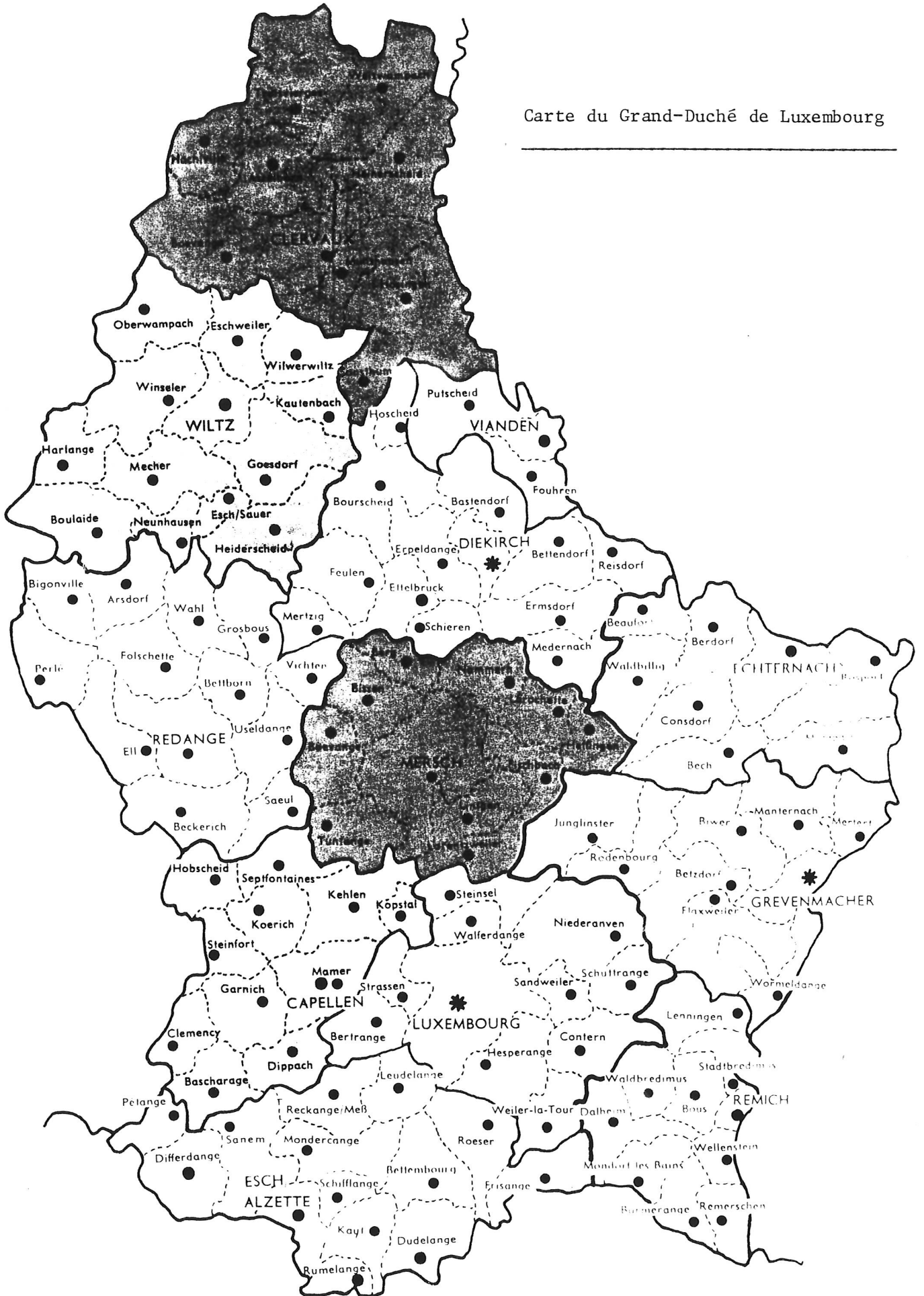




PHOTO-MONTAGES





PHOTO-MONTAGE LPL



Wenn dein starker  
Arm es will  
stehen alle Räder  
still

Keine  
Tonne Erz  
für  
Hitler

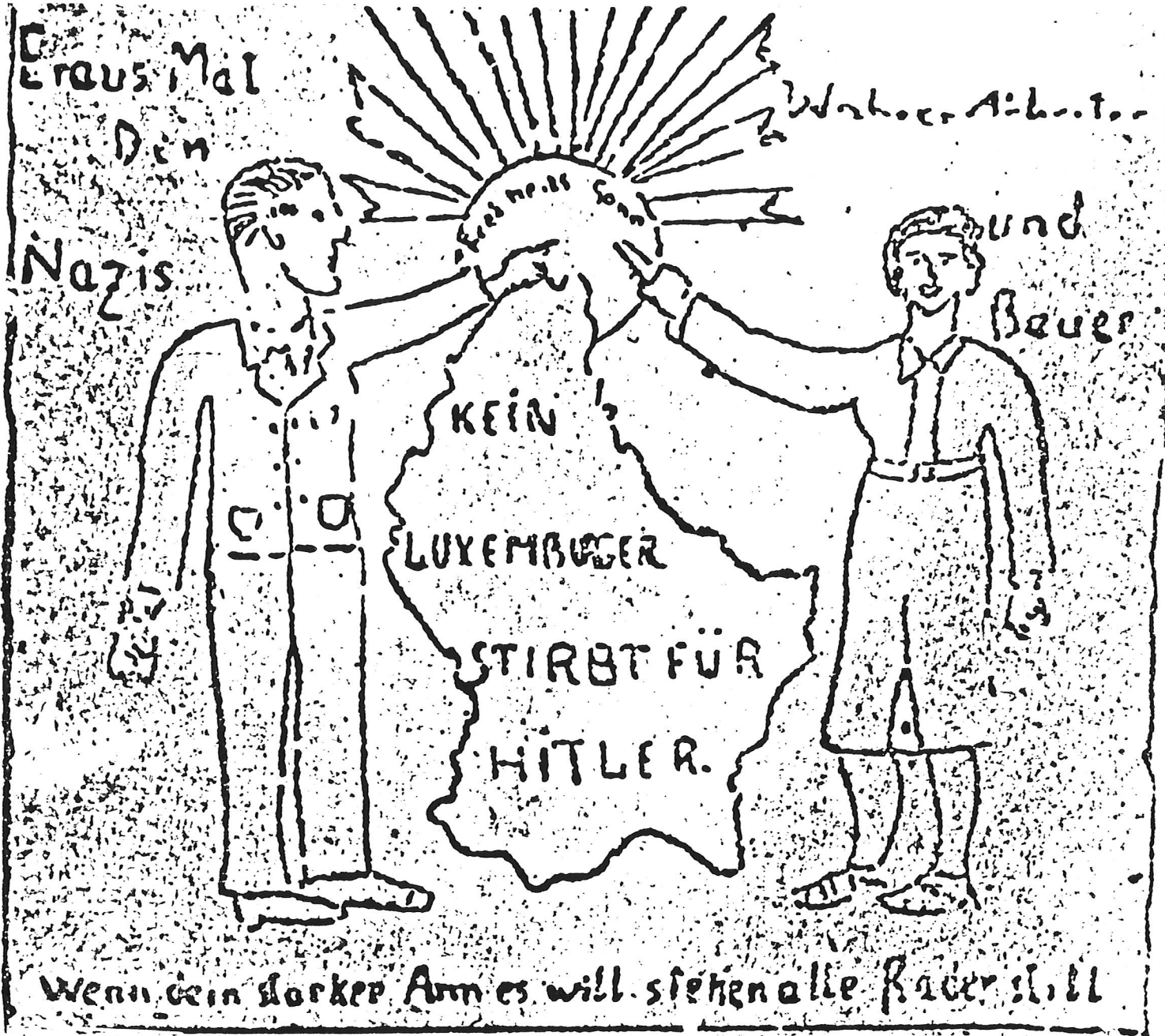


KEIN ERZ UND  
KEIN EISEN  
FÜR HITLER  
LUXEMBURGER  
ARBEITER  
VEREINIGT EUCH

BAUER AUCH DU  
KANNST HELFEN  
KEINE PRODUKTE  
FÜR DEN  
HITLERFASCHISMUS  
BAUER UND ARBEITER  
VEREINIGT EUCH

Die  
  
BEFREIHUNG  
NAHT!

EISENBAHNER  
JE LANGSAMER  
DER ZUG FÄHRT  
DESTO SCHNELLER  
DER SIEG



Tausende von  
**Arbeiter**  
 verbluten  
 auf den  
 Schlachtfeldern  
 Hitler  
 ist ein Arbeitermörder !!!

**Luxemburger**  
 auch für deine  
 Befreiung  
 kämpft die  
**Sovjet-Union!**